

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 97 — 3086

[C - 97/14278]

19 DECEMBRE 1997. — Loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin d'adapter le cadre réglementaire aux obligations en matière de libre concurrence et d'harmonisation sur le marché des télécommunications découlant des décisions de l'Union européenne (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. - *Disposition générale*

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. - *Réforme du service de médiation auprès de Belgacom*

Article 2

L'intitulé du chapitre X du titre Ier de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre X — Des services de médiation ».

Article 3

À l'article 43, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « à l'exclusion de Belgacom » sont insérés entre les mots « chaque entreprise publique autonome » et les mots « ou, le cas échéant, ».

Article 4

Un article 43bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques :

« Article 43bis. — § 1^{er}. Il est institué, auprès de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, un service de médiation pour les télécommunications compétent pour les relations entre l'utilisateur final et les entreprises suivantes :

1° tout prestataire de services de télécommunications exerçant ses activités avec autorisation individuelle du ministre qui a les télécommunications dans ses attributions en vertu des articles 87 et 89, §§ 1^{er} et 2 de la présente loi;

2° tout prestataire de services de télécommunications offerts au public tenu de faire une déclaration en vertu des articles 88 et 90 de la présente loi, pour les services à désigner par le Roi;

(1) *Session 1997-1998*

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1265/1. — Amendements, n° 1265/2 à 1265/4. — Rapport, n° 1265/5. — Texte adopté par la commission de l'infrastructure, des communications et des entreprises publiques, n° 1265/6. — Amendements, n° 1265/7. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1265/8.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 3 décembre 1997. Adoption. Séance du 4 décembre 1997.

Sénat

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants n° 808/1. — Amendement n° 808/2. — Rapport n° 808/3. Texte adopté par la commission, n° 808/4. — Amendements, n° 808/5. — Décision de ne pas amender, n° 808/6.

Annales parlementaires. — Discussion et adaptation. Séance du 18 décembre 1997.

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 97 — 3086

[C - 97/14278]

19 DECEMBER 1997. — Wet tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven teneinde het reglementaire kader aan te passen aan de verplichtingen die inzake vrije mededinging en harmonisatie op de markt voor telecommunicatie, voortvloeiend uit de van kracht zijnde beslissingen van de Europese Unie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. - *Algemene bepaling*

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. - *Hervorming van de dienst « Ombudsman » bij Belgacom*

Artikel 2

Het opschrift van hoofdstuk X van titel I van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, wordt vervangen door het volgende opschrift : « Hoofdstuk X — De ombudsdiensten ».

Artikel 3

In artikel 43, § 1, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « met uitzondering van Belgacom » gevoegd tussen de woorden « elk autonoom overheidsbedrijf » en de woorden « of, in voorkomend geval ».

Artikel 4

Een artikel 43bis, luidend als volgt, wordt in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven ingevoegd :

« Artikel 43bis. — § 1. Er wordt bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie een ombudsdienst voor telecommunicatie opgericht, die bevoegd is voor de relaties tussen de eindgebruikers en de volgende ondernemingen :

1° alle leveranciers van telecommunicatiediensten die hun activiteiten uitoefenen met individuele vergunning van de minister bevoegd voor telecommunicatie, krachtens de artikels 87 en 89, §§ 1 en 2 van deze wet;

2° alle leveranciers van aan het publiek aangeboden telecommunicatiediensten die krachtens de artikelen 88 en 90 van deze wet verplicht zijn een aangifte in te dienen voor de door de Koning aan te wijzen diensten;

(1) *Zittijd 1997-1998*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire Stukken. — Ontwerp van wet, nr. 1265/1. — Amendementen, nr. 1265/2 tot 1265/4. — Verslag, nr. 1265/5. — Tekst aangenomen door de commissie voor de infrastructuur, het verkeer en de overheidsbedrijven, nr. 1265/6. — Amendementen, nr. 1265/7. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1265/8.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 3 december 1997. Aanneming. Vergadering van 4 december 1997.

Senaat

Parlementaire Stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 801/1 — Amendement, nr. 808/2. — Verslag, nr. 808/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 808/4. Amendementen, nr. 808/5. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 808/6.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 december 1997.

3° tout autre prestataire de services de télécommunications qui accepte de se soumettre volontairement à cette médiation;

4° tout éditeur d'annuaires.

§ 2. Le service de médiation est composé de deux membres; ils appartiennent à un rôle linguistique différent.

Le service de médiation agit en tant que collège. Néanmoins, les médiateurs peuvent s'accorder des délégations par décision collégiale approuvée par le ministre qui a les télécommunications dans ses attributions.

§ 3. Le service de médiation est investi des missions suivantes :

1° examiner toutes les plaintes des utilisateurs finals ayant trait aux activités des entreprises visées au § 1^{er} du présent article.

Les plaintes des utilisateurs finals ne sont recevables que lorsque le plaignant a entamé une démarche préalable auprès de l'entreprise concernée. Le service de médiation peut refuser de traiter une réclamation lorsque la plainte y afférente a été introduite auprès de l'entreprise concernée plus d'un an auparavant;

2° s'entremettre pour faciliter un compromis à l'amiable des différends entre les entreprises visées au § 1^{er} du présent article et les utilisateurs finals;

3° adresser une recommandation aux entreprises visées au § 1^{er} du présent article au cas où un compromis à l'amiable ne peut être trouvé; une copie de la recommandation est adressée au plaignant;

4° se prononcer en tant qu'arbitre dans tout différend entre les entreprises visées au § 1^{er} du présent article et les utilisateurs finals sur base d'une convention d'arbitrage conclue entre le service de médiation et les entreprises concernées, pour autant que l'utilisateur final accepte de recourir à l'arbitrage après la naissance du différend.

Le service de médiation ne peut arbitrer des litiges portant sur des montants supérieurs à 100 000 francs belges indexés;

5° orienter au mieux de leur intérêt les utilisateurs finals qui s'adressent à lui par écrit ou oralement;

6° émettre, à la demande du ministre qui a les télécommunications dans ses attributions ou de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications ou du Comité consultatif pour les télécommunications, des avis dans le cadre de ses missions;

7° examiner la demande de toute personne se prétendant victime d'appels malveillants visant à obtenir communication de l'identité et de l'adresse des titulaires des numéros l'ayant appelée. Le Service de médiation accède à la demande si les conditions suivantes sont réunies :

a) les faits semblent établis;

b) la demande se rapporte à des dates précises.

§ 4. Le service de médiation peut, dans le cadre d'une plainte dont il est saisi, prendre connaissance, sur place, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures d'une ou des entreprises concernées ayant trait directement à l'objet de la plainte. Il peut requérir des administrateurs et du personnel d'une ou des entreprises concernées toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui sont nécessaires pour son examen.

L'information ainsi obtenue est traitée par le service de médiation comme confidentielle lorsque la divulgation pourrait nuire à l'entreprise sur un plan général.

Dans les limites de ses attributions, le service de médiation ne reçoit d'instruction d'aucune autorité.

L'examen d'une plainte prend fin lorsqu'elle fait l'objet d'un recours juridictionnel, hors le cas visé au § 3, 4° du présent article.

§ 5. L'entreprise concernée dispose d'un délai de vingt jours ouvrables pour motiver sa décision au cas où elle ne suivrait pas la recommandation visée au § 3, 3° du présent article. La décision motivée est envoyée au plaignant et au service de médiation. ».

Article 5

A l'article 44 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A) dans le § 2, le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° ne pas avoir exercé un mandat ou une fonction pendant une période de trois ans avant sa nomination au sein :

a) de l'entreprise publique concernée ou de l'une des entreprises liées en ce qui concerne les médiateurs auprès des entreprises publiques;

3° alle andere leveranciers van telecommunicatiediensten die zich vrijwillig aan de bevoegdheid van de ombudsdienst onderwerpen;

4° de uitgevers van gidsen.

§ 2. De ombudsdienst is samengesteld uit twee leden; zij behoren tot een verschillende taalrol.

De ombudsdienst treedt op als college. Niettemin mogen de ombudsmannen elkaar onderling delegaties verlenen via een collegiale beslissing goedgekeurd door de minister bevoegd voor telecommunicatie.

§ 3. De ombudsdienst heeft de volgende opdrachten :

1° alle klachten van de eindgebruikers onderzoeken die verband houden met de activiteiten van de in § 1 van dit artikel bedoelde ondernemingen.

De klachten van de eindgebruikers zijn slechts ontvankelijk wanneer de klager voorafgaandelijk bij de betrokken onderneming stappen heeft ondernomen. De ombudsdienst mag weigeren een klacht te behandelen wanneer die klacht meer dan een jaar geleden werd ingediend bij de betrokken onderneming;

2° bemiddelen om een minnelijke schikking te vergemakkelijken voor geschillen tussen de in § 1 van dit artikel bedoelde ondernemingen en de eindgebruikers;

3° een aanbeveling richten tot de in § 1 van dit artikel bedoelde ondernemingen indien geen minnelijke schikking kan worden bereikt; een afschrift van de aanbeveling wordt aan de klager toegezonden;

4° zich als scheidsrechter uitspreken in alle geschillen tussen de in § 1 van dit artikel bedoelde ondernemingen en de eindgebruikers op grond van een arbitrageovereenkomst die gesloten is tussen de ombudsdienst en de betrokken ondernemingen, voor zover de eindgebruiker aanvaardt een beroep te doen op arbitrage na het ontstaan van het geschil.

De ombudsdienst mag niet als scheidsrechter optreden in geschillen waarmee bedragen van meer dan 100 000 Belgische frank, geïndexeerd, gemoeid zijn;

5° de eindgebruikers die zich schriftelijk of mondeling tot de dienst richten zo goed mogelijk voorlichten over hun belangen;

6° op verzoek van de minister die bevoegd is voor de telecommunicatie of van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie of van het Raadgevend Comité voor de telecommunicatie, adviezen uitbrengen in het kader van zijn opdrachten;

7° van elke persoon die beweert het slachtoffer te zijn van kwaadwillige oproepen het verzoek om inlichtingen te krijgen over de identiteit en het adres van de betreffende oproepers onderzoeken. De ombudsdienst willigt het verzoek in indien de volgende voorwaarden verenigd zijn :

a) de feiten lijken vast te staan;

b) het verzoek heeft betrekking op precieze data.

§ 4. De ombudsdienst mag in het kader van een klacht die bij hem is ingediend, ter plaatse, kennis nemen van boeken, briefwisseling, processen-verbaal en in het algemeen van alle documenten en alle geschriften van de betrokken onderneming of ondernemingen die rechtstreeks betrekking hebben op het voorwerp van de klacht. De dienst mag van de beheerders en van het personeel van de betrokken onderneming of ondernemingen alle uitleg of informatie vragen en alle verificaties uitvoeren die nodig zijn voor het onderzoek.

De aldus verkregen informatie behandelt de ombudsdienst vertrouwelijk, wanneer de verspreiding de onderneming op algemeen vlak zou kunnen schaden.

Binnen de grenzen van zijn bevoegdheden krijgt de ombudsdienst van geen enkele overheid instructies.

Het onderzoek van een klacht wordt beëindigd wanneer daartegen beroep is aangetekend, buiten het geval bedoeld in § 3, 4° van dit artikel.

§ 5. De betrokken onderneming beschikt over een termijn van twintig werkdagen om haar beslissing te motiveren indien zij de in § 3, 3° van dit artikel bedoelde aanbeveling niet volgt. De met redenen omklede beslissing wordt naar de klager en naar de ombudsdienst opgestuurd. ».

Artikel 5

In artikel 44 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) § 2, 4° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° gedurende een periode van drie jaar voor de benoeming, geen mandaat of functie hebben bekleed in :

a) het betrokken overheidsbedrijf of een ermee verbonden onderneming wat betreft de ombudsmannen bij de overheidsbedrijven;

b) d'une des entreprises visées au § 1^{er} de l'article 43bis de la présente loi ou de l'une des entreprises liées en ce qui concerne les membres du service de médiation pour les télécommunications »;

B) dans le § 3, le 5° est remplacé par la disposition suivante :

« 5° un mandat ou une fonction au sein :

a) de l'entreprise publique concernée ou l'une des entreprises liées en ce qui concerne les médiateurs auprès des entreprises publiques;

b) d'une des entreprises visées au § 1^{er} de l'article 43bis de la présente loi ou de l'une des entreprises liées en ce qui concerne les membres du service de médiation pour les télécommunications ».

Article 6

A l'article 44bis de la même loi, inséré par la loi du 6 août 1993, sont apportées les modifications suivantes :

A) dans le § 4, l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« et aux membres du service de médiation pour les télécommunications. »;

B) dans le § 4, l'alinéa 2, inséré par la loi du 20 décembre 1995, est complété comme suit :

« et en ce qui concerne le service de médiation pour les télécommunications à charge de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, créé par l'article 71 de la présente loi. »;

C) dans le § 5, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Les entreprises publiques autonomes et l'Institut belge des services postaux et des télécommunications accordent directement aux membres respectivement de leur service de médiation et du service de médiation pour les télécommunications les allocations familiales, l'allocation de naissance et la prime d'adoption prévues par les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. ».

Article 7

L'article 44ter, § 1^{er} de la même loi, inséré par la loi du 6 août 1993, est complété comme suit :

« L'Institut belge des services postaux et des télécommunications supporte la charge des pensions accordées aux membres du service de médiation pour les télécommunications pour les seules années prestées au service de médiation pour les télécommunications. ».

Article 8

Un article 45bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 45bis. — § 1^{er}. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur avis de l'Institut, les ressources humaines et matérielles que l'Institut belge des services postaux et des télécommunications doit affecter au service de médiation pour les télécommunications.

Les frais de fonctionnement du service de médiation pour les télécommunications sont à charge de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

§ 2. Afin de rémunérer les prestations du service de médiation pour les télécommunications, les entreprises visées à l'article 43bis, § 1^{er} de la présente loi acquittent annuellement auprès de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications une redevance établie sur base du coût du financement du service de médiation pour les télécommunications, appelée « redevance de médiation ».

§ 3. Chaque année, l'Institut fixe le montant de la redevance de médiation due par chacune des entreprises visées à l'article 43bis de la loi.

§ 4. Les entreprises visées à l'article 43bis, § 1^{er} de la présente loi communiquent au plus tard le 30 juin de chaque année à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications le chiffre d'affaires réalisé l'année précédente pour chacune des activités rentrant dans le champ de compétence du service de médiation.

§ 5. Le montant de la redevance de médiation correspond au montant des moyens financiers nécessaires au fonctionnement du service de médiation inscrit au budget de l'année en cours de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, après avis de l'Inspection des finances et du Comité consultatif pour les télécommunications, multiplié par un coefficient égal à la part de l'entreprise dans le chiffre d'affaires réalisé l'année précédente par l'ensemble des entreprises concernées pour les activités rentrant dans le champ de compétence du service de médiation.

Les 50 premiers millions de francs de chiffre d'affaires de chaque entreprise ne sont pas pris en compte pour le calcul de la redevance de médiation.

b) een onderneming, bedoeld in § 1 van artikel 43bis van deze wet of een ermee verbonden onderneming wat betreft de leden van de ombudsdienst voor telecommunicatie »;

B) § 3, 5° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5° een mandaat of functie in :

a) het betrokken overheidsbedrijf of een ermee verbonden onderneming wat betreft de ombudsmannen bij de overheidsbedrijven;

b) een onderneming, bedoeld in § 1 van artikel 43bis van deze wet of een ermee verbonden onderneming wat betreft de leden van de ombudsdienst voor telecommunicatie ».

Artikel 6

In artikel 44bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 6 augustus 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) § 4, 1e lid, wordt aangevuld als volgt :

« en op de leden van de ombudsdienst voor telecommunicatie. »;

B) § 4, 2e lid, ingevoegd door de wet van 20 december 1995, wordt aangevuld als volgt :

« en wat betreft de ombudsdienst voor telecommunicatie ten laste van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, opgericht bij artikel 71 van deze wet. »;

C) § 5, 1e lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 5. De autonome overheidsbedrijven en het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie kennen rechtstreeks aan de leden van respectievelijk hun dienst « ombudsman » en de ombudsdienst voor telecommunicatie de kinderbijslag, de geboortebijslag en de adoptiepremie toe waarin de gecoördineerde wetten op de kinderbijslag voor loontrekkenden voorzien. ».

Artikel 7

Artikel 44ter, § 1 van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 6 augustus 1993, wordt aangevuld als volgt :

« Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie draagt de lasten van de pensioenen die zijn toegekend aan de leden van de ombudsdienst voor telecommunicatie enkel voor de jaren die bij de ombudsdienst voor telecommunicatie zijn gepresteerd. ».

Artikel 8

Een artikel 45bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 45bis. — § 1. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit, op advies van het Instituut, de menselijke en materiële middelen die het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie ter beschikking van de ombudsdienst voor telecommunicatie moet stellen.

De werkkosten van de ombudsdienst voor telecommunicatie komen ten laste van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

§ 2. Om de dienstverlening van de ombudsdienst voor telecommunicatie te financieren, betalen de in artikel 43bis, § 1 van deze wet bedoelde ondernemingen jaarlijks aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie een bijdrage die vastgesteld is op grond van de kosten voor de financiering van de ombudsdienst voor telecommunicatie, « ombudsbijdrage » genoemd.

§ 3. Jaarlijks bepaalt het Instituut het bedrag van de ombudsbijdrage verschuldigd door elke in artikel 43bis van de wet bedoelde onderneming.

§ 4. De in artikel 43bis, § 1 van deze wet bedoelde ondernemingen delen elk jaar uiterlijk op 30 juni aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie de omzet mee die het voorgaande jaar behaald is voor elk van de activiteiten die onder de bevoegdheid van de ombudsdienst vallen.

§ 5. Het bedrag van de ombudsbijdrage komt overeen met het bedrag van de financiële middelen die nodig zijn voor de werking van de ombudsdienst dat ingeschreven is op de begroting van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie voor het lopende jaar, na advies van de Inspectie van Financiën en van het Raadgevend Comité voor de telecommunicatie, vermenigvuldigd met een coëfficiënt die gelijk is aan het aandeel van de onderneming in de omzet die tijdens het voorgaande jaar door alle betrokken ondernemingen is behaald voor de activiteiten die onder de bevoegdheid van de ombudsdienst vallen.

De eerste 50 miljoen Belgische frank van de jaarlijkse omzet van iedere onderneming worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van de ombudsbijdrage.

§ 6. Les redevances de médiation sont payées au plus tard le 30 septembre de l'année pour laquelle elles sont dues, au numéro de compte indiqué par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Les redevances qui ne sont pas payées à l'échéance fixée produiront de plein droit et sans mise en demeure un intérêt au taux légal majoré de 2 %. Cet intérêt est calculé au prorata du nombre de jours calendrier de retard.

Au plus tard un mois avant l'échéance, l'Institut communique aux entreprises visées à l'article 43bis de la loi le montant de la redevance due.

§ 7. Les médiateurs soumettent chaque année le projet de budget du service de médiation pour les télécommunications à l'avis du Comité consultatif pour les télécommunications. Le budget du service de médiation pour les télécommunications figure distinctement au budget de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. ».

Article 9

A l'article 46 de la même loi, les mots « et, en ce qui concerne le service de médiation pour les télécommunications, le rapport est communiqué à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, aux entreprises visées au § 1^{er} de l'article 43bis de la présente loi, au ministre ayant en charge les télécommunications et aux Chambres législatives » sont insérés entre les mots « Chambres législatives » et le mot « Il ».

Article 10

Un article 46bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 46bis. — § 1^{er}. Les agents mis à la disposition du service de médiation créé auprès de Belgacom, dont la liste est arrêtée par le ministre qui a les télécommunications dans ses attributions, sont transférés sauf opposition de leur part à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, avec effet au 1^{er} janvier 1998 et selon les modalités fixées par le Roi.

§ 2. Les agents statutaires nommés à titre définitif à Belgacom sont nommés agents de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

En ce qui concerne les agents contractuels qui bénéficiaient d'un contrat de travail à durée indéterminée et qui sont transférés à l'Institut, il est conclu, par dérogation à l'article 73, § 2, de la présente loi, un contrat de travail à durée indéterminée.

§ 3. Pour le calcul de la pension des agents transférés en application du présent article, les services prestés à Belgacom restent à charge de Belgacom.

§ 4. Les emplois occupés par les agents transférés sont ajoutés au cadre organique de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications fixé par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 mars 1993 fixant le cadre organique dudit Institut. »

CHAPITRE 3. - Missions de service public de Belgacom

Article 11

L'article 58 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 58. — Les missions de service public de Belgacom consistent en la fourniture du service public de télécommunications visé à l'article 82.

Par dérogation à l'article 3, le contrat de gestion entre l'Etat et Belgacom porte exclusivement sur les missions d'intérêt général visées à l'article 82, 3^o. »

CHAPITRE 4. - Responsabilité

Article 12

L'article 64 de la même loi est abrogé.

CHAPITRE 5. - Définitions

Article 13

§ 1^{er}. A l'article 68 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A) au 3^o, les mots « visé au chapitre V du présent titre » sont remplacés par les mots « visé à l'article 58 de la présente loi »;

B) le 5^o est remplacé par la disposition suivante :

« 5^o Réseau de télécommunications : les systèmes de transmission et, le cas échéant, l'équipement de commutation et autres ressources permettant le transport de signaux entre des points de terminaisons définis, par fils, par faisceaux hertziens, par moyens optiques ou par d'autres moyens électromagnétiques »;

§ 6. De ombudsbijdragen moeten uiterlijk op 30 september van het jaar waarvoor zij verschuldigd zijn, worden betaald op het rekeningnummer dat door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie is opgegeven.

Bijdragen die niet zijn betaald op de vastgestelde vervaldatum geven van rechtswege en zonder ingebrekestelling aanleiding tot een intrest tegen het wettelijke tarief verhoogd met 2 %. Die intrest wordt berekend naar rato van het aantal kalenderdagen achterstand.

Op zijn laatst één maand voor de vervaldatum deelt het Instituut aan de in artikel 43bis van de wet bedoelde ondernemingen het bedrag mee van de verschuldigde bijdragen.

§ 7. De ombudsmannen leggen elk jaar het ontwerp van begroting van de ombudsdienst voor telecommunicatie voor advies voor aan het Raadgevend Comité voor de telecommunicatie. De begroting van de ombudsdienst voor telecommunicatie maakt afzonderlijk deel uit van de begroting van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. ».

Artikel 9

In artikel 46 van dezelfde wet worden tussen de woorden « Kamers » en « Het » de woorden « en wat de ombudsdienst voor telecommunicatie betreft, wordt het verslag toegestuurd aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, aan de in § 1 van artikel 43bis van deze wet bedoelde ondernemingen, aan de minister die belast is met telecommunicatie en aan de Wetgevende Kamers ».

Artikel 10

Een artikel 46bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 46bis. — § 1. De personen die ter beschikking zijn gesteld van de dienst « Ombudsman » opgericht bij Belgacom en waarvan de lijst door de minister die bevoegd is voor telecommunicatie vastgesteld wordt, worden behoudens hun verzet, overgedragen aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie met uitwerking op 1 januari 1998 en volgens de door de Koning bepaalde nadere regels.

§ 2. De bij Belgacom vastbenoemde statutaire ambtenaren worden tot ambtenaar benoemd van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

De contractuele personeelsleden die over een arbeidscontract van onbepaalde duur beschikken en die aan het Instituut worden overgedragen, worden in afwijking van artikel 73, § 2, van deze wet, aangeworven met een arbeidscontract van onbepaalde duur.

§ 3. Voor de berekening van het pensioen van de personeelsleden overgedragen overeenkomstig dit artikel, blijven de bij Belgacom verrichte diensten ten laste van Belgacom.

§ 4. De dienstbetrekkingen die worden bezet door de overgedragen personeelsleden worden toegevoegd aan de personeelsformatie van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, vastgesteld bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 tot vaststelling van de personeelsformatie van dat Instituut. »

HOOFDSTUK 3. - Opdrachten van openbare dienst van Belgacom

Artikel 11

Artikel 58 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 58. — De opdrachten van openbare dienst van Belgacom bestaan in de levering van de openbare telecommunicatiedienst, bedoeld in artikel 82.

In afwijking van artikel 3 heeft het beheerscontract tussen de Staat en Belgacom enkel betrekking op de opdrachten van openbare dienst bepaald in artikel 82, 3^o. »

HOOFDSTUK 4. - Aansprakelijkheid

Artikel 12

Artikel 64 van dezelfde wet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 5. - Definities

Artikel 13

§ 1. In artikel 68 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in onderdeel 3^o worden de woorden « hoofdstuk V van deze titel » vervangen door de woorden « artikel 58 van deze wet »;

B) onderdeel 5^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5^o Telecommunicatienetwerk : de transmissiesystemen en, voor zover van toepassing, schakelapparatuur en andere hulpmiddelen die het mogelijk maken signalen tussen welbepaalde aansluitpunten via draadverbindingen, radiogolven, optische of andere elektromagnetische middelen over te brengen »;

C) il est inséré un 5°bis, rédigé comme suit :
« 5°bis Réseau public de télécommunications : un réseau de télécommunications utilisé en tout ou partie pour la fourniture de services de télécommunications offerts au public »;

D) le 6° est remplacé par la disposition suivante :
« 6° Point de terminaison du réseau : le point auquel un utilisateur final accède à un réseau de télécommunications »;

E) le 7° est remplacé par la disposition suivante :
« 7° Equipement terminal : équipement destiné à être connecté à un réseau public de télécommunications, c'est-à-dire :

a) à être directement connecté à un point de terminaison d'un réseau public de télécommunications ou

b) à interfonctionner avec un réseau public de télécommunications en étant connecté directement ou indirectement à un point de terminaison d'un réseau public de télécommunications, en vue de la transmission ou du traitement ou de la réception d'informations, que le système de connexion consiste en fils, liaisons radio-électriques, systèmes optiques ou tout autre système électromagnétique »;

F) le 8° est remplacé par la disposition suivante :
« 8° Ligne louée : service consistant en la fourniture d'un système de télécommunications qui offre une capacité de transmission transparente entre les points de terminaison des réseaux, à l'exclusion de la commutation sur demande; »;

G) dans le 9°, les mots « offert au public » sont insérés entre les mots « service de télécommunications » et les mots « dont les fonctions »;

H) le 10° est remplacé par la disposition suivante :
« 10° Service de téléphonie vocale : service offert au public pour l'exploitation commerciale du transport direct de la voix en temps réel via un réseau public commuté et permettant à tout utilisateur d'utiliser l'équipement connecté à un point de terminaison d'un réseau pour communiquer avec un autre utilisateur d'équipement connecté à un autre point de terminaison; »;

I) au 11°, le mot « raccordement » est remplacé par le mot « terminaison »;

J) au 12°, les mots « appareil terminal, y compris les essais à effectuer et les méthodes d'essai » sont remplacés par les mots « produit, tels que les niveaux de qualité ou de propriétés d'emploi, la sécurité, les dimensions, y compris les prescriptions applicables au produit en ce qui concerne la terminologie, les symboles, les essais et les méthodes d'essais, l'emballage, le marquage et l'étiquetage »;

K) le 14° est remplacé par la disposition suivante :
« 14° Agrément : la confirmation qu'un équipement terminal déterminé répond aux spécifications techniques prescrites et est reconnu apte à être connecté à un réseau public de télécommunications; ».

L) au 15° le mot « appareils » est remplacé par le mot « équipements »;

M) au 18°, le mot « appareillage » est remplacé par le mot « équipement ».

§ 2. Le même article est complété comme suit :

« 19° Service de télécommunications : service consistant, en tout ou en partie, en la transmission et l'acheminement de signaux par des réseaux de télécommunications, à l'exception de la radiodiffusion et de la télévision;

20° Utilisateurs : les personnes utilisatrices ou demanderesses de services de télécommunications offerts au public;

21° Utilisateurs finals : personnes qui utilisent ou demandent un service de télécommunications pour leurs besoins propres;

22° Organisme puissant : organisme détenant une position significative sur le marché et désigné comme tel par l'Institut conformément à l'article 105undecies de la présente loi;

23° Opérateurs : personnes détentrices d'une autorisation individuelle délivrée en vertu des articles 87, 89, §§ 1^{er} et 2 et 92bis de la présente loi ou ayant fait une déclaration en vertu de l'article 88 de la présente loi;

24° Interconnexion : la liaison des réseaux de télécommunications utilisés par la même personne ou des personnes différentes, afin de permettre aux utilisateurs des services ou réseaux d'une personne de

C) een 5°bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« 5°bis Openbaar telecommunicatienet : een telecommunicatienet dat geheel of gedeeltelijk voor het verlenen van voor het publiek toegankelijke telecommunicatiediensten wordt gebruikt »;

D) onderdeel 6° wordt vervangen door de volgende bepaling :
« 6° Netwerkaansluitpunt : het punt waarop de eindgebruiker toegang tot een telecommunicatienet krijgt »;

E) onderdeel 7° wordt vervangen door de volgende bepaling :
« 7° Eindapparatuur : apparatuur die bestemd is om te worden aangesloten op een openbaar telecommunicatienet, dat wil zeggen :

a) om rechtstreeks te worden aangesloten op een aansluitpunt van een openbaar telecommunicatienet of

b) voor interactie met een openbaar telecommunicatienet via rechtstreekse of onrechtstreekse aansluiting op een aansluitpunt van een openbaar telecommunicatienet, ten behoeve van de overbrenging, verwerking of ontvangst van informatie, ongeacht of het verbindingssysteem bestaat uit draden, radioverbindingen, optische systemen of andere elektromagnetische systemen »;

F) onderdeel 8° wordt vervangen door de volgende bepaling :
« 8° Huurlijn : dienst bestaande uit de levering van telecommunicatiefaciliteiten met behulp waarvan transparante transmissiecapaciteit tussen netwerkaansluitpunten wordt geboden, zonder schakeling op aanvraag; »;

G) in onderdeel 9° worden tussen de woorden « de » en « telecommunicatiedienst » de woorden « aan het publiek geleverde » ingevoegd;

H) onderdeel 10° wordt vervangen door de volgende bepaling :
« 10° Spraaktelefoondienst : de aan het publiek aangeboden dienst voor de commerciële exploitatie van het rechtstreekse transport van spraak in real time via een openbaar geschakeld net en die aan elke gebruiker de mogelijkheid biedt om gebruik te maken van de op een netwerkaansluitpunt aangesloten apparatuur om te communiceren met een andere gebruiker van op een ander aansluitpunt aangesloten apparatuur; »;

I) (...);

J) in onderdeel 12° worden de woorden « eindapparaat, met inbegrip van de uit te voeren testen en testmethodes » vervangen door de woorden « product, zoals kwaliteitsniveaus, gebruiksgeschiktheid, veiligheid, afmetingen, met inbegrip van de voorschriften inzake terminologie, symbolen, beproevingen en beproevingsmethoden, verpakking, merken en etikettering, die op het product van toepassing zijn »;

K) onderdeel 14° wordt vervangen door de volgende bepaling :
« 14° Goedkeuring : de bevestiging dat bepaalde type-eindapparatuur aan de voorgeschreven technische specificaties beantwoordt en geschikt is bevonden om te worden aangesloten op een openbaar telecommunicatienetwerk; ».

L) (...);

M) (...).

§ 2. Hetzelfde artikel wordt aangevuld als volgt :

« 19° Telecommunicatiedienst : dienst die geheel of gedeeltelijk in de transmissie en routing van signalen over telecommunicatienetwerken bestaat, met uitzondering van radio- en televisie-omroepdiensten;

20° Gebruikers : personen die van voor het publiek beschikbare telecommunicatiediensten gebruik maken of deze diensten aanvragen;

21° Eindgebruikers : personen die een telecommunicatiedienst gebruiken of aanvragen voor eigen doeleinden;

22° Organisatie met een sterke positie op de betrokken markt : organisatie die over een sterke marktpositie beschikt en als zodanig door het Instituut is aangemerkt, overeenkomstig artikel 105undecies van deze wet;

23° Operatoren : personen die houder zijn van een individuele vergunning die uitgereikt is krachtens de artikelen 87, 89, §§ 1 en 2, en 92bis van deze wet of die een aangifte hebben gedaan overeenkomstig artikel 88 van deze wet;

24° Interconnectie : het verbinden van telecommunicatienetwerken die door dezelfde persoon of door verschillende personen worden gebruikt om het de gebruikers van de diensten of het net van de ene

communiquer avec les utilisateurs des services ou réseaux de la même personne ou d'une autre personne ou d'accéder aux services fournis par une autre personne;

25° Point d'interconnexion : le point auquel une installation de télécommunications d'une personne fournissant des réseaux de télécommunications ou des services de télécommunications accède, en vue d'une interconnexion, aux installations de télécommunications d'une autre personne fournissant des réseaux de télécommunications ou des services de télécommunications;

26° Annuaire : livre, liste, fichier contenant principalement ou exclusivement des données concernant les utilisateurs finals d'un service de téléphonie vocale et les utilisateurs finals d'un service de téléphonie mobile offert au public et mis à la disposition du public en vue de permettre exclusivement ou principalement l'identification du numéro d'appel des utilisateurs finals;

27° Cryptographie : discipline incluant les principes, moyens et méthodes de transformation des données dans le but de cacher leur contenu sémantique, d'établir leur authenticité, d'empêcher que leur modification passe inaperçue, de prévenir leur répudiation et d'empêcher leur utilisation non autorisée;

28° Groupe fermé d'utilisateurs : entité unie par des liens socio-économiques ou professionnels clairs, préexistants à l'exploitation du service et qui sont plus larges que le simple besoin de communication réciproque. »

§ 3. Le 13° du même article est supprimé.

CHAPITRE 6. - Libéralisation du marché des télécommunications

Article 14

A l'article 69 de la même loi, les mots « , à l'exception des télécommunications publiques décrites au chapitre V du présent titre, » sont supprimés.

CHAPITRE 7. - Mesures en matière de sécurité publique

Article 15

A l'article 70 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A) le 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° d'assurer le service public de télécommunications »;

B) le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° d'assurer un service de télécommunications »;

C) le 3° est confirmé par la disposition suivante :

« 3° d'utiliser ou de détenir une installation de télécommunications »;

D) à l'article, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. En cas de situation exceptionnelle provoquant soit la mise hors service, soit un encombrement des moyens de télécommunications civils ou militaires qui empêchent le fonctionnement normal de ceux-ci, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prendre par mesure d'urgence toute mesure qu'il juge nécessaire, y compris la réquisition totale ou partielle des capacités de télécommunications des opérateurs pour les affecter à l'usage de services ou numéros d'appels prioritaires nationaux. Si cette réquisition excède une durée définie par Lui-même, le Roi peut définir les modalités des éventuels dédommagements à apporter pour ces réquisitions. »

Article 16

L'article 70bis de la même loi, inséré par la loi du 21 décembre 1994, devient le § 2 de l'article 109ter E de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques inséré par l'article 75 de la présente loi.

CHAPITRE 8. - Compétences de l'IBPT

Article 17

A l'article 75 de la même loi, complété par la loi du 20 décembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

A) le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le ministre peut demander à l'Institut tout avis en relation avec la présente loi. »;

B) le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'Institut est chargé d'une mission générale de surveillance et de contrôle des dispositions du chapitre X du titre Ier, du titre III et du titre IV de la présente loi. »;

persoon mogelijk te maken te communiceren met gebruikers van de diensten of het net van dezelfde persoon of van een andere persoon, dan wel toegang te hebben tot diensten die door een andere persoon worden verleend;

25° Interconnectiepunt : punt waarop een telecommunicatie-installatie van een persoon die telecommunicatienetten of telecommunicatiediensten levert, met het oog op interconnectie toegang krijgt tot de telecommunicatie-installaties van een andere persoon die telecommunicatienetten of telecommunicatiediensten levert;

26° Telefoongids : boek, lijst, bestand dat of die hoofdzakelijk of uitsluitend gegevens bevat over de eindgebruikers van een spraaktelefoondienst en de eindgebruikers van een aan het publiek aangeboden mobiele telefoondienst en die beschikbaar wordt gesteld voor het publiek om uitsluitend of hoofdzakelijk de oproepnummers van de eindgebruikers te kunnen identificeren;

27° Versleuteling : wetenschap die de beginselen, middelen en methodes omvat voor de omzetting van gegevens met de bedoeling de semantische inhoud ervan te verbergen, de authenticiteit ervan vast te stellen, te verhinderen dat zij onopgemerkt worden gewijzigd, te verhinderen dat zij worden verworpen en te verhinderen dat zij zonder toestemming worden gebruikt;

28° Gesloten gebruikersgroep : entiteit verbonden door duidelijke socio-economische of professionele banden die voorafgaand aan de exploitatie van de dienst bestonden en die ruimer zijn dan de eenvoudige noodzaak aan onderlinge communicatie. »

§ 3. Onderdeel 13° van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 6. - Liberalisering van de telecommunicatiemarkt

Artikel 14

In artikel 69 van dezelfde wet worden de woorden « met uitzondering van de in hoofdstuk V van deze titel omschreven openbare telecommunicatie » geschrapt.

HOOFDSTUK 7. - Maatregelen van openbare veiligheid

Artikel 15

In artikel 70 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) onderdeel 1° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de openbare telecommunicatiedienst te verzorgen »;

B) onderdeel 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° een telecommunicatiedienst te verzorgen »;

C) onderdeel 3° wordt bevestigd door de volgende bepaling :

« 3° een telecommunicatie-inrichting te gebruiken of te houden »;

D) in het artikel, waarvan de tegenwoordige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. In geval van een uitzonderlijke situatie die ofwel de buitendienststelling of een overbelasting van de burgerlijke of militaire telecommunicatiemiddelen tot gevolg heeft die de normale werking ervan verhindert, kan de Koning bij een in de Ministerraad overlegd besluit, via noodmaatregel iedere maatregel die Hij nodig acht nemen, met inbegrip van de volledige of gedeeltelijke opeising van de telecommunicatiecapaciteit van de operatoren om die in te zetten voor het gebruik van nationale prioritaire diensten of oproepnummers. Indien die opeising een door Hemzelf vastgestelde duur overschrijdt, kan de Koning de nadere regels bepalen aangaande de eventuele schadeloosstelling van die opeising. »

Artikel 16

Artikel 70bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 december 1994, wordt § 2 van artikel 109ter E van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven ingevoegd door artikel 75 van de huidige wet.

HOOFDSTUK 8. - Bevoegdheden van het BIPT

Artikel 17

In artikel 75 van dezelfde wet, aangevuld door de wet van 20 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De minister kan aan het Instituut om het even welk advies vragen met betrekking tot deze wet. »;

B) § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Het Instituut is belast met een algemene opdracht inzake toezicht en controle op de bepalingen van hoofdstuk X van titel I, van titel III en titel IV van deze wet. »;

C) le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Outre les missions décrites dans la présente loi et dans la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, l'Institut peut être chargé des missions suivantes :

1° réaliser des recherches et des études relatives aux télécommunications;

2° étudier l'application et la transposition des règles édictées par l'Union européenne en matière de télécommunications. »;

D) le § 7 est remplacé par la disposition suivante :

« § 7. L'Institut publie un rapport annuel sur ses activités. Ce rapport contient également le rapport financier et les comptes annuels du fonds pour le service universel ainsi qu'un rapport de gestion de celui-ci. »;

E) le § 8 est remplacé par la disposition suivante :

« § 8. En cas de litige entre des personnes exploitant des réseaux de télécommunications ou offrant des services de télécommunications, à la demande d'une des parties au litige ou si une disposition réglementaire le prévoit expressément, l'Institut rend un avis tendant à concilier les parties. Le Roi, sur avis de l'Institut, fixe l'organisation de cette procédure.

Pour cette mission, l'Institut peut faire appel à une expertise extérieure. »;

F) un § 9, rédigé comme suit, est inséré :

« § 9. L'Institut veille à l'exécution des décisions rendues par la « Chambre pour l'Interconnexion, l'accès spécial et les utilisations partagées » visée à l'article 79ter de la présente loi. »;

G) un § 10, rédigé comme suit, est inséré :

« § 10. L'Institut apporte sa collaboration aux activités de la Commission mixte des télécommunications. »

Article 18

L'article 78 de la même loi, complété par la loi du 12 décembre 1994, est complété comme suit :

« 5° la dotation du fonds pour le service universel des télécommunications en vue de couvrir les frais liés à la surveillance du service universel et à la gestion du fonds;

6° les redevances de médiation dues par les personnes visés à l'article 43bis de la présente loi;

7° les différentes redevances dues en vertu du présent titre, à l'exception du droit unique de concession visé à l'article 89, § 1^{er}, c). »

Article 19

Un article 79bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 79bis. — § 1^{er}. Dans l'accomplissement des missions qui lui sont assignées, l'Institut peut recueillir tous les renseignements nécessaires auprès des entreprises et des associations d'entreprises. Il fixe le délai dans lequel ces renseignements doivent lui être communiqués.

Lorsque l'Institut adresse une demande de renseignements à une entreprise ou une association d'entreprises, il indique la base juridique et le but de sa demande.

§ 2. Sans préjudice des lois particulières qui garantissent le secret des déclarations, les administrations publiques sont tenues de prêter leur concours aux agents mandatés de l'Institut dans l'exécution de leur mission. »

Article 20

Un article 79ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 79ter. — § 1^{er}. Il est créé au sein de l'Institut une instance, « la Chambre pour l'Interconnexion, l'accès spécial et les utilisations partagées », dénommée ci après « La Chambre ». Celle-ci est composée de trois membres, désignés parmi les fonctionnaires de niveau 1 de l'Institut. « La Chambre » est composée par le fonctionnaire dirigeant de l'Institut pour chaque affaire.

Le fonctionnement de « La Chambre » ainsi que la procédure sont arrêtés par le Roi sur avis de l'Institut.

« La Chambre » ne peut recevoir aucune instruction visant à influencer sa décision dans les litiges qui lui sont soumis.

§ 2. En cas de litige en matière d'interconnexion, accès spécial ou utilisation partagée, « La Chambre » prend, à la demande de l'une ou l'autre des parties, des mesures afin de régler le litige dans les six mois de cette demande. La solution du litige représente un équilibre équitable entre les intérêts légitimes des parties.

C) § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Behalve de opdrachten, beschreven in deze wet en in de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, kan het Instituut worden belast met de volgende opdrachten :

1° het uitvoeren van onderzoeken en studies in verband met de telecommunicatie;

2° de studie van de toepassing en de omzetting van de regelen uitgevaardigd door de Europese Unie inzake de telecommunicatie. »;

D) § 7 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 7. Het Instituut publiceert een jaarverslag over zijn activiteiten. Dat jaarverslag bevat tevens het financieel verslag en de jaarrekening van het fonds voor de universele dienstverlening, alsook een verslag over het beheer ervan. »;

E) § 8 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 8. In geval van geschillen tussen personen die telecommunicatienetwerken exploiteren of -diensten aanbieden, wordt door het Instituut, op verzoek van een van de partijen in het geschil of wanneer een overheidsbepaling daarin uitdrukkelijk voorziet, advies verstrekt ten einde de partijen met elkaar te verzoenen. De Koning bepaalt op advies van het Instituut de organisatie van deze procedure.

Voor die opdracht mag het Instituut een beroep doen op externe expertise. »;

F) een § 9, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« § 9. Het Instituut waakt over de uitvoering van de beslissingen van « de Kamer voor Interconnectie, bijzondere toegang en gedeeld gebruik » zoals bepaald in artikel 79ter van deze wet. »;

G) een § 10, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« § 10. Het Instituut verleent zijn medewerking aan de activiteiten van de gemengde Commissie voor telecommunicatie. »

Artikel 18

Artikel 78 van dezelfde wet, aangevuld door de wet van 12 december 1994, wordt aangevuld als volgt :

« 5° de dotatie van het fonds voor de universele dienstverlening inzake telecommunicatie met het oog op de dekking van de kosten in verband met het toezicht op de universele dienstverlening en het beheer van het fonds;

6° de ombudsbijdragen die de in artikel 43bis van deze wet bedoelde personen verschuldigd zijn;

7° de overige bijdragen vermeld in deze titel met uitzondering van het unieke concessierecht vermeld in artikel 89, § 1, c). »

Artikel 19

Een artikel 79bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 79bis. — § 1. Ter vervulling van de aan het Instituut opgedragen taken, kan het alle noodzakelijke inlichtingen inwinnen bij de ondernemingen en ondernemingsverenigingen. Het Instituut bepaalt de termijn binnen welke deze inlichtingen eraan moeten worden meegedeeld.

Wanneer het Instituut tot een onderneming of een ondernemingsvereniging een verzoek om inlichtingen richt, geeft het de rechtsgrond en het doel van dit verzoek aan.

§ 2. Onverminderd de bijzondere wetten, die de geheimhouding van de mededelingen waarborgen, moeten de openbare besturen de gemandateerde ambtenaren van het Instituut bij de uitvoering van hun opdracht behulpzaam zijn. »

Artikel 20

Een artikel 79ter, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 79ter. — § 1. Bij het Instituut wordt een instantie opgericht, « de Kamer voor Interconnectie, bijzondere toegang en gedeeld gebruik », hierna « de Kamer » genoemd. Deze is samengesteld uit drie leden, aangewezen uit de kring van de ambtenaren van niveau 1 van het Instituut. « De Kamer » wordt samengesteld door de leidinggevende ambtenaar van het Instituut voor elke zaak.

De werking van « De Kamer » en de procedure worden door de Koning, op advies van het Instituut vastgesteld.

« De Kamer » mag geen instructies ontvangen die erop gericht zijn haar beslissing in de haar onderworpen geschillen te beïnvloeden.

§ 2. Bij geschillen inzake interconnectie, gelijke toegang en gedeeld gebruik, neemt « De Kamer », op verzoek van een der partijen, de nodige stappen om het geschil binnen zes maanden na indiening van het verzoek te beslechten. Bij de beslechting van het geschil moet een billijk evenwicht gevonden worden tussen de legitieme belangen van beide partijen.

§ 3. « La Chambre » rend une décision administrative motivée en tenant compte notamment :

- de l'intérêt de l'utilisateur;
- des obligations ou contraintes imposées par la réglementation à chacune des parties;
- de l'intérêt à encourager des offres novatrices sur le marché, et à fournir aux utilisateurs une large gamme de services de télécommunications;
- de l'existence de solutions techniquement et commercialement viables permettant de remplacer l'interconnexion demandée;
- de l'intérêt à garantir des dispositions en matière d'égalité d'accès;
- de la nécessité de maintenir l'intégrité des réseaux publics de télécommunications et l'interopérabilité des services de télécommunications;
- de la nature de la demande par rapport aux ressources disponibles pour la satisfaire;
- des positions relatives des parties sur le marché;
- de l'intérêt public, en ce compris la protection de l'environnement;
- du maintien d'une structure de marché non faussée;
- de la nécessité de maintenir le service universel.

§ 4. En cas d'atteinte grave et immédiate aux règles régissant le secteur des télécommunications, « La Chambre » peut, après avoir entendu les parties en cause, ordonner des mesures conservatoires en vue notamment d'assurer la continuité du fonctionnement des services de télécommunications.

§ 5. « La Chambre » rend publiques ses décisions sous réserve des secrets protégés par la Loi. Elle notifie ses décisions aux parties. »

CHAPITRE 9. - *Le Comité consultatif*

Article 21

A l'article 80, § 2, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

- A) L'alinéa 2 est complété comme suit :
« les conditions générales des fournisseurs du service de téléphonie vocale et la stratégie en matière de service universel »;
- B) un alinéa 4, rédigé comme suit, est ajouté :
« A cette fin, les entreprises actives dans le secteur des télécommunications communiquent à l'Institut toutes les informations nécessaires. ».

Article 22

A l'article 81, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, le mot « Belgacom » est remplacé par les mots « des prestataires de service universel, des opérateurs de service de téléphonie vocale, des opérateurs de réseau de télécommunications, ».

Chapitre 10. - *Le service public des télécommunications*

Article 23

L'intitulé du chapitre V de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre V. — Le service public des télécommunications ».

Article 24

L'article 82 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 82. — Le service public des télécommunications est assuré dans le respect des principes d'égalité, de continuité et d'adaptabilité. Il comprend :

- 1° le service universel des télécommunications tel que défini aux articles 84 à 86 de la présente loi;
- 2° les services obligatoires de télécommunications en vue d'assurer l'accès universel tels que définis à l'article 86bis de la présente loi;
- 3° les missions d'intérêt général dans le domaine des télécommunications telles que définies à l'article 86ter de la présente loi. ».

§ 3. De administratieve beslissing van « De Kamer » is gemotiveerd en houdt onder meer rekening met :

- de belangen van de gebruikers;
- aan de partijen opgelegde reglementaire verplichtingen of beperkingen;
- de wenselijkheid het aanbod van innovatieve oplossingen op de markt te stimuleren en de gebruikers een breed scala van telecommunicatiediensten te bieden;
- de beschikbaarheid van andere, technisch en commercieel levensvatbare oplossingen voor de aangevraagde interconnectie;
- de wenselijkheid te zorgen voor overeenkomsten betreffende gelijke toegang;
- de noodzaak de integriteit van de openbare telecommunicatienetwerken en de interoperabiliteit van telecommunicatiediensten in stand te houden;
- de aard van de aanvraag in verhouding tot de middelen die ter voldoening van de aanvraag beschikbaar zijn;
- de relatieve marktposities van de partijen;
- het algemeen belang, waaronder milieubescherming;
- het behoud van een onvervalste marktstructuur;
- de noodzaak een universele dienst in stand te houden.

§ 4. In geval van een zware en onmiddellijke inbreuk op de voorschriften die de telecommunicatiesector regelen kan « De Kamer » na de betrokken partijen te hebben gehoord bewarende maatregelen opleggen met name met het oog op de garantie van de continuïteit van de werking van de telecommunicatiediensten.

§ 5. « De Kamer » maakt de beslissingen openbaar behalve de bij de Wet beschermde geheimen. Zij geeft de partijen kennis van die beslissingen. »

HOOFDSTUK 9. - *Het Raadgevend Comité*

Artikel 21

In artikel 80, § 2 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- A) het tweede lid wordt aangevuld als volgt :
« de algemene voorwaarden van de leveranciers van de spraaktelefoondienst en de strategie inzake universele dienstverlening »;
- B) een lid 4 luidend als volgt, wordt toegevoegd :
« Daartoe delen de ondernemingen die in de telecommunicatiesector actief zijn aan het Instituut alle noodzakelijke informatie mee. ».

Artikel 22

In artikel 81, § 1, tweede lid, van dezelfde wet wordt het woord « Belgacom » vervangen door de woorden « iedere universele dienstverlener, van de operatoren van spraaktelefoondiensten, van de operatoren van telecommunicatienetten, ».

HOOFDSTUK 10. - *De openbare telecommunicatiedienst*

Artikel 23

Het opschrift van hoofdstuk V van dezelfde wet wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Hoofdstuk V. — De openbare telecommunicatiedienst ».

Artikel 24

Artikel 82 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 82. — De openbare telecommunicatiedienst wordt verricht met naleving van de principes inzake gelijkheid, continuïteit en aanpasbaarheid. De dienst omvat :

- 1° de universele dienstverlening inzake telecommunicatie, zoals gedefinieerd in de artikelen 84 tot 86 van deze wet;
- 2° de verplichte telecommunicatiediensten met het oog op het waarborgen van de universele toegang zoals gedefinieerd in artikel 86bis van deze wet;
- 3° de opdrachten van algemeen belang op gebied van telecommunicatie zoals gedefinieerd in artikel 86ter van deze wet. ».

Article 25

L'article 83 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 83. — § 1^{er}. Belgacom est tenue d'assurer la fourniture du service public des télécommunications sur tout le territoire du Royaume.

§ 2. Un autre opérateur ou plusieurs opérateurs conjointement peuvent demander à fournir le service universel. Cette fourniture doit se faire sur tout le territoire du Royaume. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition de l'Institut, peut accorder l'autorisation de fournir le service universel. ».

Section Ire. - Le service universel

Article 26

§ 1^{er}. L'article 84 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 84. — § 1^{er}. Les services prestés au titre du service universel sont :

1° la mise à disposition sur tout le territoire, à toute personne qui en fait la demande, de l'accès au réseau public fixe de base permettant la fourniture du service de téléphonie vocale de base, la communication par télécopie des groupes I, II et III conformément aux recommandations UIT de la série T et la transmission de données par bande vocale grâce à l'utilisation de modems avec un débit d'au moins 2 400 bits/s. Conformément aux recommandations UIT de la série V, l'accès de l'utilisateur final s'effectue par un ou plusieurs numéros du plan national de numérotation;

2° l'acheminement gratuit des appels d'urgence;

3° la mise à disposition d'un service d'assistance aux abonnés;

4° la mise à disposition d'un service de renseignements aux abonnés;

5° la fourniture de manière continuée, en cas de non-paiement de la facture téléphonique, des éléments du service universel de téléphonie vocale de base suivants : la possibilité d'être appelé par un autre abonné, à l'exclusion des appels payables à l'arrivée, et la possibilité d'appeler les services d'urgence visés à l'article 8 de l'annexe 1;

6° l'établissement, la maintenance et le fonctionnement des postes téléphoniques payants publics;

7° l'édition de l'annuaire universel dans les zones où aucune des personnes visées à l'article 113 de la présente loi n'édite un tel annuaire;

8° la fourniture du service de téléphonie vocale de base à des conditions tarifaires facilitant l'accès à ce service aux personnes désignées aux points 1, 2, 3 et 4 de l'annexe B de l'annexe 1 à la présente loi.

§ 2. Dans le cadre du 7° du précédent paragraphe, un seul éditeur est désigné par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres sur proposition de l'Institut.

§ 3. Les services prestés au titre du service universel sont fournis à un prix abordable dans les conditions techniques et financières fixées par l'annexe 1 à la présente loi.

Le Roi peut, sur avis de l'Institut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, suivant la procédure décrite à l'article 122, §§ 2 et 3 de la présente loi, modifier cette annexe 1 en vue de répondre au progrès technologique et social ou aux modifications des structures du marché. Ces modifications ne peuvent diminuer le niveau des obligations prévues à l'annexe 1 de la présente loi. ».

§ 2. L'annexe 1 de la présente loi est annexée à la loi du 21 mars 1991 en qualité d'annexe 1 à celle-ci.

Article 27

§ 1^{er}. L'article 85 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 85. — § 1^{er}. La méthode de calcul du coût du service universel est déterminée au chapitre 2 de l'annexe 2 de la présente loi.

Le Roi peut, sur avis de l'Institut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, suivant la procédure décrite à l'article 122, §§ 2 et 3 de la présente loi, modifier le chapitre 2 de cette annexe 2 en vue de répondre au progrès technologique et social.

Artikel 25

Artikel 83 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 83. — § 1. Belgacom is verplicht te zorgen voor de levering van de openbare telecommunicatiedienst op het gehele grondgebied van het Rijk.

§ 2. Een of meerdere andere operatoren kunnen gezamenlijk vragen de universele dienst te verlenen. Deze dienstverlening moet op het hele grondgebied van het Rijk worden verleend. De Koning kan, op voorstel van het Instituut en bij een in de Ministerraad overlegd besluit, de vergunning toekennen. ».

Afdeling 1. - Universele dienstverlening

Artikel 26

§ 1. Artikel 84 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 84. — § 1. De diensten die bij wijze van universele dienstverlening worden geleverd zijn :

1° de beschikbaarstelling op het hele grondgebied aan elke persoon die erom verzoekt van de toegang tot het vaste openbare basisnet hetgeen het verstrekken van de dienst voor basisspraaktelefonie, communicatie per fax van de groepen I, II en III, overeenkomstig de ITU-aanbevelingen van serie T en de gegevensoverdracht per spraakband dankzij het gebruik van modems met een debiet van ten minste 2 400 bits/s mogelijk maakt. Overeenkomstig de ITU-aanbevelingen van serie V, geschiedt de toegang van de eindgebruiker via één of meer nummers van het nationale nummerplan;

2° het kosteloze versturen van de noodoproepen;

3° de beschikbaarstelling van een hulpdienst aan de abonnees;

4° de beschikbaarstelling van een dienst inlichtingen aan de abonnees;

5° de ononderbroken levering, in geval van niet-betaling van de telefoonfactuur, van de volgende elementen van de universele dienst inzake basisspraaktelefonie : de mogelijkheid om door een andere abonnee te worden opgeroepen, met uitzondering van oproeping met betaling van de gesprekskosten door de opgeroepene, en de mogelijkheid om nummers van de nooddiensten vermeld in artikel 8 van bijlage 1 van deze wet te vormen;

6° de aanleg, het onderhoud en de werking van openbare betaalde telefoons;

7° de uitgave van de universele telefoongids daar waar de personen bepaald in artikel 113 van deze wet een dergelijke telefoongids niet uitgeven;

8° de terbeschikkingstelling van een dienst voor basisspraaktelefonie tegen tarieven die de toegang tot deze dienst vergemakkelijken voor de personen bepaald in de punten 1, 2, 3, en 4 van bijlage B bij bijlage 1 bij deze wet.

§ 2. In het geval van de 7° van de voorafgaande paragraaf wordt slechts een uitgever aangewezen bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit op voorstel van het Instituut.

§ 3. De diensten die bij wijze van universele dienstverlening tegen een betaalbare prijs worden verricht, worden uitgevoerd volgens de technische en financiële voorwaarden zoals bepaald in bijlage 1 van deze wet.

De Koning kan, op advies van het Instituut, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 122, §§ 2 en 3 van deze wet, deze bijlage 1 wijzigen teneinde tegemoet te komen aan de technologische en maatschappelijke ontwikkelingen of aan de structurele wijzigingen van de markt. Deze wijzigingen mogen de verplichtingen vermeld in bijlage 1 van deze wet niet verminderen. ».

§ 2. Bijlage 1 bij deze wet wordt aan de wet van 21 maart 1991 toegevoegd als « bijlage 1 ».

Artikel 27

§ 1. Artikel 85 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 85. — § 1. De methode voor de berekening van de kosten van de universele dienstverlening wordt bepaald in hoofdstuk 2 van bijlage 2 van deze wet.

De Koning kan, op advies van het Instituut en bij een in de Ministerraad overlegd besluit, en overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 122, §§ 2 en 3 van deze wet dit hoofdstuk 2 van bijlage 2 wijzigen wegens de technologische en maatschappelijke evolutie.

Nonobstant le § 3 du présent article, à la demande de l'Institut et dans les délais prescrits par lui, Belgacom et, éventuellement, les autres opérateurs fournissant le service universel calculent chaque année ce coût. Le calcul de ce coût est vérifié et approuvé par l'Institut.

§ 2. Afin de répondre aux obligations du précédent paragraphe, Belgacom et, éventuellement, les autres opérateurs fournissant le service universel mettent à disposition de l'Institut ou de ses mandataires toute information qu'il juge nécessaire.

A défaut de fournir ces informations dans les délais prescrits par l'Institut, en cas de fourniture incomplète ou au cas où le calcul des coûts n'est pas approuvé par l'Institut, Belgacom et, éventuellement, les autres opérateurs fournissant le service universel ne peuvent prétendre à aucune intervention du fonds.

§ 3. En aucun cas, ni Belgacom, ni, éventuellement, les autres opérateurs fournissant le service universel ne peuvent prétendre à un quelconque financement du service universel pour les prestations de service universel avant la date fixée par le Roi, sur avis de l'Institut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, et au plus tôt le 1^{er} janvier 2000. ».

§ 2. L'annexe 2 de la présente loi est annexée à la loi du 21 mars 1991 en qualité d'annexe 2 à celle-ci.

Article 28

Les articles suivants de la même loi sont abrogés :

- 1° l'article 85bis, inséré par la loi du 20 décembre 1995;
- 2° l'article 85ter, inséré par la loi du 20 décembre 1995.

Article 29

L'article 86 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 86. — § 1^{er}. Afin d'assurer le financement du coût du service universel, il est créé un fonds appelé « fonds pour le service universel des télécommunications ».

§ 2. Sont tenues de contribuer au fonds proportionnellement au coût net des prestations visées à l'article 84, § 1^{er} de la présente loi, au plus tôt le 1^{er} janvier 2000 :

- 1° les personnes exploitant un réseau public de télécommunications ou
- 2° les personnes fournissant un service de téléphonie vocale;
- 3° en application des règlements et directives de l'Union européenne, les personnes fournissant un autre service de télécommunications au public ou confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire telles que visées à l'article 113 de la présente loi peuvent, le cas échéant, également être tenues de contribuer à ce fonds à la date et selon les modalités fixées par le Roi, sur avis de l'Institut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, suivant la procédure décrite à l'article 122, §§ 2 et 3 de la présente loi.

Ces personnes sont tenues de participer à ce fonds proportionnellement à leur chiffre d'affaires réalisé dans le secteur concerné et relatif aux services prestés à une personne qui a en Belgique son siège, un établissement stable, son domicile ou sa résidence habituelle, selon les modalités fixées à l'article 7 de l'annexe 2 de la présente loi.

Seules les personnes dont le chiffre d'affaires tel que visé à l'article 7 de l'annexe 2 de la présente loi dépasse 500 millions de francs sont soumises à une contribution au fonds.

§ 3. Sans préjudice du § 1^{er}, la méthode de fixation du niveau de participation ainsi que les conditions d'intervention du fonds pour le service universel des télécommunications servant à couvrir le coût du service universel sont fixées dans le chapitre 4 de l'annexe 2 de la présente loi.

Le Roi peut, sur avis de l'Institut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, suivant la procédure décrite à l'article 122, §§ 2 et 3 de la présente loi, modifier le chapitre 4 de cette annexe 2. L'Institut calcule chaque année le montant des contributions au fonds pour le service universel des télécommunications et des interventions de celui-ci.

Le fonds est géré par l'Institut.

Le Roi, sur avis de l'Institut, fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres l'organisation du fonds. Ce fonds est doté de la personnalité juridique. ».

Niettegenstaande § 3 van dit artikel berekenen Belgacom en eventueel de andere universele dienstverleners elk jaar die kosten op verzoek van het Instituut en binnen de termijn voorgeschreven door het Instituut. De berekening van de kosten behoeft de verificatie en goedkeuring van het Instituut.

§ 2. Teneinde de verplichtingen van de voorafgaande paragraaf na te komen verstrekken Belgacom en eventueel de andere universele dienstverleners aan het Instituut of zijn gevolmachtigden alle inlichtingen die het nodig acht.

Wanneer die inlichtingen niet worden verstrekt binnen de termijn die door het Instituut is voorgeschreven of wanneer die onvolledig worden verstrekt, of ingeval de kostenberekening niet wordt goedgekeurd door het Instituut, kunnen Belgacom en eventueel de andere universele dienstverleners geen aanspraak maken op een tegemoetkoming vanwege het fonds.

§ 3. Belgacom, noch eventueel de andere universele dienstverleners, kunnen aanspraak maken op een financiering van de universele dienstverlening voor de verrichtingen in het kader van de universele dienstverlening voor de datum bepaald door de Koning op advies van het Instituut en bij in Ministerraad overlegd besluit en dit ten vroegste op 1 januari 2000. ».

§ 2. Bijlage 2 bij deze wet wordt aan de wet van 21 maart 1991 toegevoegd als « bijlage 2 ».

Artikel 28

Opgeheven worden in dezelfde wet :

- 1° artikel 85bis, ingevoegd door de wet van 20 december 1995;
- 2° artikel 85ter, ingevoegd door de wet van 20 december 1995.

Artikel 29

Artikel 86 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 86. — § 1. Teneinde de financiering van de universele dienstverlening te verzekeren, wordt een fonds opgericht, genaamd « fonds voor de universele dienstverlening inzake telecommunicatie ».

§ 2. Zijn verplicht bij te dragen in het fonds, en dit ten vroegste op 1 januari 2000, in verhouding tot de netto-kosten van de verrichtingen, bedoeld in artikel 84, § 1 van deze wet, de personen die :

- 1° een openbaar telecommunicatienet exploiteren of
- 2° een spraaktelefoon dienst leveren;
- 3° een andere telecommunicatiedienst aan het publiek aanbieden of een telefoongids vervaardigen, verkopen of verspreiden, zoals bedoeld in artikel 113 van deze wet kunnen in voorkomend geval gehouden zijn om overeenkomstig de Europese verordeningen en richtlijnen in het Fonds bij te dragen op de datum en volgens de nadere regels vastgelegd door de Koning op advies van het Instituut en bij een in de Ministerraad overlegd besluit waarbij de procedure bepaald in artikel 122, §§ 2 en 3 van deze wet wordt gevolgd.

Die personen zijn verplicht om bij te dragen in dat fonds in verhouding tot hun omzet in de betrokken sector en met betrekking tot de diensten die worden geleverd aan een persoon die in België zijn zetel, een vaste inrichting, zijn woonplaats of gebruikelijke verblijfplaats heeft, volgens de nadere regels bepaald in artikel 7 van bijlage 2 van deze wet.

Enkel personen wier omzet zoals bepaald in artikel 7 van bijlage 2 van deze wet meer bedraagt dan 500 miljoen frank zijn onderworpen aan bijdrage in het fonds.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van § 1 worden de methode voor de vaststelling van de graad van deelneming alsook de voorwaarden met betrekking tot de tegemoetkoming vanwege het fonds voor de universele dienstverlening inzake telecommunicatie zodat de kosten van de universele dienstverlening worden gedekt bepaald in hoofdstuk 4 van bijlage 2 van deze wet.

De Koning kan, op advies van het Instituut, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 122, §§ 2 en 3 van deze wet dit hoofdstuk 4 van bijlage 2 wijzigen. Het Instituut berekent elk jaar het bedrag van de bijdragen in het fonds voor de universele dienstverlening inzake telecommunicatie en van de tegemoetkomingen ervan.

Het fonds wordt door het Instituut beheerd.

Op advies van het Instituut stelt de Koning bij een in de Ministerraad overlegd besluit de organisatie vast van het fonds. Aan het fonds wordt rechtspersoonlijkheid toegekend. ».

Section 2. - L'accès universel

Article 30

Un article 86bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 86bis. — § 1^{er}. Afin d'assurer l'accès universel à un réseau de télécommunications de base, Belgacom est tenue de fournir sur tout le territoire du Royaume, selon les modalités techniques, commerciales et financières définies par le Roi sur avis de l'Institut :

a) l'accès à un ensemble de lignes louées de qualité ONP au sens des directives de l'Union européenne en matière de fourniture de réseaux ouverts;

b) un service de commutation de données;

c) l'accès au réseau numérique à intégration de services ainsi qu'à un ensemble de services basés sur ce réseau;

d) un service de télex et de télégraphie.

§ 2. Le Roi peut, sur avis de l'Institut, imposer à un organisme puissant la fourniture de tout ou partie des services visés au § 1^{er} du présent article. ».

Section 3. - Les missions d'intérêt général

Article 31

§ 1^{er}. Un article 86ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 86ter. — § 1^{er}. Belgacom est tenue de participer à :

— la collaboration à la défense civile dans le cadre du Comité national des plans de défense civile;

— la collaboration à la Commission mixte des télécommunications, créée par l'arrêté royal du 10 décembre 1957, modifié par l'arrêté royal du 24 septembre 1993;

— la mise à disposition de toutes les lignes louées nécessaires pour les réseaux de télécommunications au profit des institutions visées à l'article 91, alinéa 2 de la présente loi. La qualité et la capacité des lignes louées concernées ainsi que le paiement sont déterminés dans le contrat de gestion conclu entre Belgacom et l'Etat fédéral ou dans un contrat, en ce qui concerne les autres opérateurs.

Tous les autres opérateurs peuvent participer seuls ou ensemble, à des conditions équivalentes, à des services d'intérêt général visés dans le présent paragraphe, et ce, aux conditions fixées par le Roi et sur avis de l'Institut.

§ 2. Belgacom assure la mise à disposition à un prix abordable en ce qui concerne la connexion, le coût des communications et de la redevance, d'une ligne permettant l'interactivité, en vue de fournir un accès à des réseaux de données, notamment Internet, et répondre ainsi aux besoins particuliers des hôpitaux, écoles et bibliothèques publiques.

Cette mise à disposition est faite dans les conditions décrites à l'annexe 3 à la présente loi. Le Roi peut, sur avis de l'Institut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, suivant la procédure décrite à l'article 122, §§ 2 et 3 de la présente loi, modifier cette annexe 3 en vue de répondre au progrès technologique et social.

Tous les autres opérateurs peuvent, seuls ou conjointement, aux conditions fixées par le Roi et sur avis de l'Institut, participer, à des conditions équivalentes, aux services d'intérêt général visés au présent paragraphe.

§ 3. Belgacom peut être chargée, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, d'autres missions d'intérêt général.

Tous les autres opérateurs peuvent participer, seuls ou ensemble, à des conditions équivalentes, à des services d'intérêt général visés dans le présent paragraphe, et ce, aux conditions fixées par le Roi et sur avis de l'Institut.

§ 4. L'annexe 3 de la présente loi est annexée à la loi du 21 mars 1991 en qualité d'annexe 3 à celle-ci. ».

Afdeling 2. - Universele toegang

Artikel 30

Een artikel 86bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 86bis. — § 1. Om de universele toegang te garanderen tot een basistelecommunicatienet is Belgacom verplicht overeenkomstig de technische, commerciële en financiële voorwaarden bepaald door de Koning op advies van het Instituut, op het gehele grondgebied van het Rijk te voorzien in :

a) de toegang tot een geheel van huurlijnen van ONP-kwaliteit in de zin van de richtlijnen van de Europese Unie inzake Open Network Provision;

b) een dienst voor gegevensschakeling;

c) de toegang tot het digitale netwerk met integratie van diensten, alsook tot een geheel van diensten die op dat net gebaseerd zijn;

d) een dienst voor telex en telegrafie.

§ 2. De Koning kan, op advies van het Instituut, aan een organisatie met een sterke marktpositie de verplichting opleggen om de in § 1 van dit artikel bedoelde diensten geheel of gedeeltelijk te verrichten. ».

Afdeling 3. - Opdrachten van algemeen belang

Artikel 31

§ 1. Een artikel 86ter, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 86ter. — § 1. Belgacom is verplicht om deel te nemen aan :

— de medewerking met de civiele bescherming in het kader van het Nationaal Comité voor de plannen van civiele bescherming;

— de medewerking met de Gemengde Commissie voor telecommunicatie, opgericht bij het koninklijk besluit van 10 december 1957 en gewijzigd door het koninklijk besluit van 24 september 1993;

— de terbeschikkingstelling van alle nodige huurlijnen voor de telecommunicatienetwerken ten behoeve van de inrichtingen bedoeld in artikel 91, lid 2 van deze wet. De kwaliteit en de capaciteit van de bedoelde huurlijnen, alsook de vergoeding hiervoor worden bepaald in het beheerscontract afgesloten tussen de federale staat en Belgacom of in een overeenkomst voor wat betreft een andere operator.

Elke andere operator kan alleen of gezamenlijk, binnen de voorwaarden bepaald door de Koning en op advies van het Instituut, onder gelijkwaardige voorwaarden deelnemen aan diensten van algemeen belang zoals in deze paragraaf vermeld.

§ 2. Belgacom zorgt voor de terbeschikkingstelling tegen een betaalbare prijs, wat de aansluiting betreft, de kostprijs van de verbindingen en het abonnement, van een lijn met een capaciteit die interactiviteit mogelijk maakt met het oog op het verlenen van toegang tot datanetten, met name Internet, om aldus tegemoet te komen aan de bijzondere noden van ziekenhuizen, scholen en openbare bibliotheken.

Deze terbeschikkingstelling geschiedt volgens de voorwaarden bepaald in bijlage 3 van deze wet. De Koning kan, op advies van het Instituut, bij een in Ministerraad overlegd besluit, volgens de procedure bepaald in artikel 122, §§ 2 en 3 van deze wet, bijlage 3 van deze wet wijzigen teneinde tegemoet te komen aan de technologische en maatschappelijke ontwikkelingen.

Elke andere operator kan alleen of gezamenlijk binnen de voorwaarden bepaald door de Koning en op advies van het Instituut, onder gelijkwaardige voorwaarden deelnemen aan diensten van algemeen belang zoals in deze paragraaf vermeld.

§ 3. Belgacom kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, belast worden met andere opdrachten van algemeen belang.

Elke andere operator kan alleen of gezamenlijk binnen de voorwaarden bepaald door de Koning en op advies van het Instituut, onder gelijkwaardige voorwaarden deelnemen aan diensten van algemeen belang zoals in deze paragraaf vermeld.

§ 4. Bijlage 3 van deze wet wordt aan de wet van 21 maart 1991 toegevoegd als « bijlage 3 ». ».

CHAPITRE 11. - *Les autres services de télécommunications*

Article 32

L'intitulé du chapitre VI de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre VI. — Les autres services de télécommunications ».

Section 1re. - Le service de téléphonie vocale

Article 33

L'article 87 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 87. — § 1^{er}. La fourniture d'un service de téléphonie vocale est soumise à autorisation individuelle préalable du Ministre sur proposition de l'Institut.

Belgacom est seule autorisée à fournir le service de téléphonie vocale jusqu'au 31 décembre 1997.

§ 2. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition du ministre, après avis de l'Institut, le cahier des charges applicable au service de téléphonie vocale ainsi que la procédure relative à l'attribution de chaque autorisation, y compris la redevance pour l'analyse des dossiers de demande.

Chaque cahier des charges peut porter sur :

- a) les conditions relatives à la capacité économique et à la compétence technique du candidat;
- b) les conditions liées au respect des exigences essentielles pertinentes telles que définies à l'article 107 de la présente loi;
- c) la nature, les caractéristiques et la zone de couverture du service concerné;
- d) les conditions minimales de permanence, de qualité et de disponibilité de ce service;
- e) les conditions relatives à la protection des abonnés et des données;
- f) les normes et spécifications techniques minimales du service à respecter;
- g) le plan de numérotation ainsi que les droits, obligations et procédures en matière de sélection de transporteur;
- h) les redevances dues pour la délivrance, la gestion et le contrôle de l'autorisation;
- i) la fourniture des informations nécessaires à la constitution de l'annuaire universel;
- j) les obligations qui s'imposent à l'exploitant pour permettre le contrôle du respect de l'autorisation;
- k) les droits et obligations en matière d'interconnexion;
- l) les conditions nécessaires pour assurer l'interopérabilité des services, l'égalité de traitement et l'information des utilisateurs, notamment les conditions contractuelles de fourniture du service et le respect des obligations pertinentes par les personnes qui commercialisent ces services;
- m) la durée, les conditions de cessation et de renouvellement de l'autorisation;
- n) les sanctions en cas de non-respect des conditions de l'autorisation, en ce compris la résiliation;
- o) les mesures garantissant le respect des chapitres IXter et X du présent titre;
- p) les obligations relatives au service universel;
- q) l'acheminement gratuit des appels d'urgence et les modalités de collaboration avec les services d'aide et de sécurité, en ce compris la communication de l'identité et des données relatives à l'adresse des appelants de ces services;
- r) la collaboration avec le service de médiation;
- s) la contribution à la recherche scientifique dans le domaine des télécommunications et au développement du marché, notamment par l'amélioration de l'accès, sans exclusion, à ce marché en vue de faciliter la fourniture de services de télécommunications;
- t) les conditions nécessaires pour assurer l'équivalence de traitement des opérateurs internationaux.

Chaque autorisation fixe les conditions de la fourniture du service concerné. Ces conditions ne pourront pas être moins contraignantes que les prescriptions contenues dans le cahier des charges applicable. »

HOOFDSTUK 11. - *Overige telecommunicatiediensten*

Artikel 32

Het opschrift van hoofdstuk VI van dezelfde wet wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Hoofdstuk VI. — De overige telecommunicatiediensten ».

Afdeling 1. - Spraaktelefoondienst

Artikel 33

Artikel 87 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 87. — § 1. De levering van een spraaktelefoondienst is onderworpen aan de voorafgaande individuele vergunning van de minister op voorstel van het Instituut.

Enkel Belgacom is gemachtigd om de spraaktelefoondienst te leveren tot 31 december 1997.

§ 2. De Koning stelt, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de minister, na advies van het Instituut, het bestek vast dat van toepassing is op de spraaktelefoondienst, alsook de procedure inzake de toekenning van elke vergunning, met inbegrip van het recht voor het onderzoek van de kandidatuurdoossiers.

Elk bestek kan slaan op :

- a) de voorwaarden met betrekking tot het economisch vermogen en de technische bekwaamheid van de kandidaat;
 - b) de voorwaarden verbonden aan de naleving van de relevante essentiële eisen, zoals vastgelegd in artikel 107 van deze wet;
 - c) de aard, de karakteristieken en de dekkingszone van de betrokken dienst;
 - d) de minimumvoorwaarden inzake permanentie, kwaliteit en beschikbaarheid van deze dienst;
 - e) de voorwaarden met betrekking tot de bescherming van de abonnees en van de gegevens;
 - f) de minimale technische normen en specificaties van de dienst die moeten worden nageleefd;
 - g) het nummeringsplan, alsook de rechten, plichten en procedures inzake selectie van de transporteur;
 - h) de verschuldigde rechten voor de uitreiking, het beheer en het toezicht op de vergunning;
 - i) de levering van de nodige inlichtingen voor de samenstelling van de universele telefoongids;
 - j) de door de exploitant na te komen verplichtingen om het toezicht op de naleving van de vergunning mogelijk te maken;
 - k) de rechten en plichten met betrekking tot interconnectie;
 - l) de noodzakelijke voorwaarden om de interoperabiliteit van de diensten, de gelijke behandeling en de informatie aan de gebruikers te garanderen, met name de contractuele voorwaarden voor de dienstverlening en de naleving van de toepasselijke verplichtingen door de personen die deze diensten commercialiseren;
 - m) de duur, de voorwaarden met betrekking tot de beëindiging en de hernieuwing van de vergunning;
 - n) de sancties bij niet-naleving van de voorwaarden van de vergunning met inbegrip van de opzegging;
 - o) de maatregelen die de naleving waarborgen van de hoofdstukken IXter en X van deze titel;
 - p) de verplichtingen inzake universele dienstverlening;
 - q) het kosteloze versturen van noodoproepen en de nadere regels inzake van de samenwerking met de hulp- en veiligheidsdiensten, waaronder het mededelen van de identiteit en de adresgegevens van de oproeper van deze diensten;
 - r) de samenwerking met de ombudsdienst;
 - s) de bijdrage tot het wetenschappelijk onderzoek op telecommunicatiegebied, en tot de ontwikkeling van de markt, met name via de verbetering van de toegang, zonder uitsluitingen, tot die markt teneinde de levering van telecommunicatiediensten te vergemakkelijken;
 - t) de voorwaarden die nodig zijn om de gelijke behandeling van internationale operatoren te garanderen.
- Elke vergunning legt de voorwaarden vast voor het leveren van de betrokken dienst. Deze voorwaarden mogen niet minder dwingend zijn dan de voorschriften vervat in het toepasselijk bestek. »

Section 2. - Le service des lignes louées

Article 34

L'article 88 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 88. — La fourniture du service de lignes louées est soumise à déclaration à l'Institut au plus tard quatre semaines avant le début de l'exploitation commerciale dudit service par lettre recommandée à la poste.

Le Roi arrête, sur avis de l'Institut, le cahier des charges fixant les conditions dans lesquelles ce service est exploité. Ces conditions peuvent porter sur :

a) le respect des exigences essentielles pertinentes telles que définies à l'article 107 de la présente loi;

b) les conditions liées à la fourniture des informations nécessaires à la vérification par l'Institut du respect du présent titre et des arrêtés royaux pris en exécution;

c) les conditions visant à prévenir un comportement anti-concurrentiel, et notamment les mesures permettant d'assurer que les tarifs sont non discriminatoires et n'entraînent pas de distorsion de la concurrence;

d) la protection des utilisateurs en ce qui concerne l'approbation préalable par l'Institut du contrat type conclu avec les utilisateurs;

e) la mise à disposition d'une facturation détaillée et précise;

f) la collaboration avec le service de médiation;

g) la publication des conditions d'accès aux services, y compris les tarifs, les spécifications techniques, la qualité et la disponibilité, et une notification appropriée en cas de modification de ces conditions. ».

Section 3. - Les services mobiles

Article 35

L'article 89 de la même loi, modifié par la loi du 12 décembre 1994 et par l'arrêté royal du 28 octobre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 89. — § 1^{er}. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition du ministre, après avis de l'Institut, pour chaque catégorie de service de téléphonie mobile offert au public et de service de radiomessagerie offert au public, le cahier des charges qui s'y rapporte, le nombre d'autorisations à accorder et les critères de sélection, ainsi que la procédure relative à l'attribution de chaque autorisation, y compris la redevance pour l'analyse des dossiers de candidature.

Outre les points visés à l'article 87, § 2 a) à t), chaque cahier des charges portera sur :

a) l'utilisation des fréquences allouées;

b) les redevances périodiques pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences;

c) en ce qui concerne le service de téléphonie mobile offert au public, le montant minimum du droit unique de concession pour le droit d'établir un réseau et d'offrir le service en cause;

d) le cas échéant, les conditions d'indemnisation des précédents utilisateurs de la bande de fréquences concernée.

Le ministre, pour chaque catégorie de service, sur proposition de l'Institut, soumet au Conseil des ministres une liste des offres visant à établir et exploiter un réseau en vue de fournir un des services visés au présent paragraphe. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, accorde l'autorisation ou les autorisations d'établir et d'exploiter ledit réseau.

Chaque autorisation fixe les conditions d'établissement du réseau, en ce comprises les conditions visées à l'article 92bis de la présente loi, ainsi que celles de la fourniture du service concerné. Ces conditions ne pourront pas être moins contraignantes que les prescriptions contenues dans le cahier des charges applicable, compte tenu de l'offre retenue ou des offres retenues.

§ 2. En ce qui concerne les autres services de télécommunications mobiles offerts au public, la fourniture d'un tel service est soumise à l'autorisation préalable du ministre sur proposition de l'Institut. Le Roi

Afdeling 2. - Huurlijnen

Artikel 34

Artikel 88 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 88. — De levering van de dienst huurlijnen moet uiterlijk vier weken voor het begin van de commerciële exploitatie van die dienst bij een ter post aangetekende brief worden aangegeven bij het Instituut.

De Koning stelt, op advies van het Instituut, het bestek vast dat de voorwaarden vastlegt waaronder de dienst wordt geëxploiteerd. Die voorwaarden kunnen betrekking hebben op :

a) de naleving van de relevante essentiële eisen zoals bepaald in artikel 107 van deze wet;

b) de voorwaarden verbonden aan de verstrekking van inlichtingen die nodig zijn voor de verificatie door het Instituut van de naleving van deze titel en van de ter uitvoering daarvan genomen koninklijke besluiten;

c) de voorwaarden die erop gericht zijn een anti-concurrentieel gedrag te voorkomen, en met name de maatregelen die ervoor zorgen dat de tarieven niet discriminerend zijn en geen concurrentievervalsing teweegbrengen;

d) de bescherming van de gebruikers wat betreft de voorafgaande goedkeuring door het Instituut van het type-contract dat met de gebruikers is gesloten;

e) de beschikbaarstelling van een gedetailleerde en nauwkeurige factuur;

f) de samenwerking met de ombudsdienst;

g) de publicatie van de voorwaarden inzake toegang tot de diensten, met inbegrip van de tarieven, technische specificaties, de kwaliteit en de beschikbaarheid, en een gepaste kennisgeving in geval van wijziging in die voorwaarden. ».

Afdeling 3. - Mobiele diensten

Artikel 35

Artikel 89 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 12 december 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1996, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 89. — § 1. De Koning stelt, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de minister, na advies van het Instituut, voor elke categorie van aan het publiek aangeboden mobiele telefoondienst en van aan het publiek aangeboden semafoondienst, het bestek vast dat ermee verband houdt, het aantal toe te kennen vergunningen, de selectiecriteria, alsook de procedure inzake de toekenning van elke vergunning, met inbegrip van het recht verschuldigd voor het onderzoek van de kandidatuurdoossiers.

Behalve de punten, bedoeld in artikel 87, § 2 a) tot t), zal elk bestek slaan op :

a) het gebruik van de toegekende frequenties;

b) de periodieke rechten voor het gebruik van het radiospectrum en het toezicht op de frequenties;

c) in het geval van een aan het publiek aangeboden mobiele telefoondienst, het minimumbedrag van het unieke concessierecht voor het recht om een netwerk aan te leggen en de betrokken dienst aan te bieden;

d) in voorkomend geval, de voorwaarden met betrekking tot de vergoeding van de vorige gebruikers van de betrokken frequentieband.

De minister legt voor elke categorie van diensten, op voorstel van het Instituut, aan de Ministerraad een lijst voor van de offertes om een net aan te leggen en te exploiteren met de bedoeling één van de in deze paragraaf bedoelde diensten te leveren. De Koning verleent, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, de vergunning of vergunningen om dat netwerk aan te leggen en te exploiteren.

Elke vergunning legt de voorwaarden vast voor de aanleg van het net, met inbegrip van de voorwaarden bedoeld in artikel 92bis van deze wet, alsmede de voorwaarden voor het leveren van de betrokken dienst. Deze voorwaarden mogen niet minder dwingend zijn dan de voorschriften vervat in het toepasselijke bestek, rekening houdend met de in aanmerking genomen offerte of offertes.

§ 2. Wat betreft de overige mobiele telecommunicatiediensten die aan het publiek worden aangeboden, is de levering van een dergelijke dienst onderworpen aan de voorafgaande vergunning van de minister

arrête après avis de l'Institut le cahier des charges pour chaque catégorie de service qu'il détermine ainsi que la procédure relative à l'attribution de chaque autorisation, y compris la redevance pour l'analyse des dossiers.

Chaque cahier des charges portera sur les points visés aux articles 87, § 2, a) à t) et 89, § 1^{er}, a) b) et d).

Chaque autorisation fixe les conditions d'établissement du réseau, en ce compris les conditions visées à l'article 92bis de la présente loi, ainsi que celles de la fourniture du service concerné. Ces conditions ne pourront pas être moins contraignantes que les prescriptions contenues dans le cahier des charges applicable.

§ 3. En ce qui concerne les services de télécommunications mobiles qui ne sont pas offerts au public, la fourniture d'un tel service est soumise à l'autorisation préalable du ministre sur proposition de l'Institut. Le Roi arrête après avis de l'Institut le cahier des charges pour chaque catégorie de service qu'il détermine ainsi que la procédure relative à l'attribution de chaque autorisation, y compris la redevance pour l'analyse des dossiers.

Chaque cahier des charges portera sur les points visés aux articles 87, § 2, a) à c), f), h), j), m) et n) et 89, § 1^{er}, a), b) et d).

Chaque autorisation fixe les conditions d'établissement du réseau ainsi que celles de la fourniture du service concerné. Ces conditions ne pourront pas être moins contraignantes que les prescriptions contenues dans le cahier des charges applicable.

§ 4. Si une personne demande à fournir un service de télécommunications mobiles, alors qu'aucun cahier des charges n'est prévu pour un tel service, le ministre, dans les six semaines après la demande, arrête, sur avis de l'Institut, les conditions provisoires permettant de commencer la fourniture du service ou rejette une telle demande. En cas de refus, les raisons de celui-ci sont communiquées au demandeur. Si le ministre a autorisé la fourniture du service sur base de conditions provisoires, le Roi arrête dans les trois mois de cette autorisation un cahier des charges conformément aux §§ 2 ou 3 selon la nature du service concerné. L'autorisation accordée sur base des conditions provisoires est, le cas échéant, modifiée en vue de respecter le cahier des charges. »

Section 4. - Les services soumis à déclaration

Article 36

L'article 90 de la même loi, abrogé par la loi du 20 décembre 1995, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 90. — § 1^{er}. La personne qui désire exploiter un autre service de télécommunications offert ou non au public doit en faire la déclaration à l'Institut, au plus tard quatre semaines avant le début de l'exploitation commerciale dudit service, par lettre recommandée à la poste.

Ne sont pas considérés comme des services offerts au public, les services offerts à un ou plusieurs groupes fermés d'utilisateurs.

§ 2. Le Roi arrête, sur avis de l'Institut, les catégories de service pour lesquelles des conditions d'exploitation doivent être fixées. Ces conditions, arrêtées par le ministre, sur avis de l'Institut, peuvent porter sur les point a) à c) de l'article 88 de la présente loi.

§ 3. Outre ce qui est prévu au § 2 du présent article, en ce qui concerne les services offerts au public, le Roi arrête, sur avis de l'Institut, les catégories de service pour lesquelles des conditions d'exploitation doivent être fixées. Ces conditions, arrêtées par le ministre, sur avis de l'Institut, peuvent porter sur les point d) à g) de l'article 88 de la présente loi et, le cas échéant, sur les mesures à mettre en œuvre en vue de lutter contre la propagation du contenu illicite et les mesures en vue d'identifier le contenu préjudiciable.

§ 4. Les exploitants de postes téléphoniques payants publics doivent assurer que les utilisateurs de ceux-ci ont accès aux services d'aide d'urgence sans qu'il soit nécessaire de disposer d'un moyen de paiement.

§ 5. Si, d'une déclaration de service, il apparaît que pour le service envisagé devraient être fixées des conditions d'exploitation visées aux §§ 2 et 3, l'Institut en informe le déclarant et fixe dans les six semaines de la réception de la déclaration des conditions provisoires. Dans les trois mois de la déclaration, les conditions d'exploitation définitives sont arrêtées conformément aux §§ 2 et 3.

A défaut de conditions définitives, les conditions provisoires sont abrogées. »

op voorstel van het Instituut. De Koning stelt, op advies van het Instituut, voor elke categorie van diensten die Hij bepaalt, het bestek vast, alsook de procedure inzake de toekenning van elke vergunning, met inbegrip van het recht voor het onderzoek van de kandidatuur-dossiers.

Elk bestek zal slaan op de punten, bedoeld in de artikelen 87, § 2, a) tot t) en 89, § 1 a), b) en d).

Elke vergunning legt de voorwaarden vast voor de aanleg van het net, met inbegrip van de voorwaarden bedoeld in artikel 92bis van deze wet, alsmede de voorwaarden voor het leveren van de betrokken dienst. Deze voorwaarden mogen niet minder dwingend zijn dan de voorschriften vervat in het toepasselijke bestek.

§ 3. Wat betreft de mobiele telecommunicatiediensten die niet aan het publiek worden aangeboden, is de levering van een dergelijke dienst onderworpen aan de voorafgaande vergunning van de minister op voorstel van het Instituut. De Koning stelt, na advies van het Instituut, voor elke categorie van diensten die Hij bepaalt, het bestek vast, alsook de procedure inzake de toekenning van elke vergunning, met inbegrip van het recht voor het onderzoek van de kandidatuur-dossiers.

Elk bestek zal slaan op de punten, bedoeld in de artikelen 87, § 2, a) tot c), f), h), j), m) en n) en 89, § 1, a), b) en d).

Elke vergunning legt de voorwaarden vast voor de aanleg van het net, alsmede de voorwaarden voor het leveren van de betrokken dienst. Deze voorwaarden mogen niet minder dwingend zijn dan de voorschriften vervat in het toepasselijke bestek.

§ 4. Indien een persoon vraagt om een mobiele telecommunicatiedienst te mogen leveren, terwijl er geen bestek bestaat voor een dergelijke dienst, stelt de minister, binnen zes weken na de aanvraag, op advies van het Instituut, de voorlopige voorwaarden vast waardoor de levering kan aanvragen of wijst hij een dergelijke aanvraag af. In geval van weigering worden de redenen daarvoor aan de aanvrager meegedeeld. Indien de minister de levering van de dienst heeft toegestaan op basis van voorlopige voorwaarden stelt de Koning binnen drie maanden na die machtiging een bestek op overeenkomstig de §§ 2 of 3 naar gelang van de aard van de betrokken dienst. De vergunning die op grond van de voorlopige voorwaarden is toegekend wordt in voorkomend geval gewijzigd om aan het bestek te beantwoorden. »

Afdeling 4. - Aan aangifte onderworpen diensten

Artikel 36

Artikel 90 van dezelfde wet, opgeheven door de wet van 20 december 1995, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Artikel 90. — § 1. Degene die een andere, al dan niet aan het publiek aangeboden telecommunicatiedienst wenst te exploiteren, moet hiervan uiterlijk vier weken voor het begin van de commerciële exploitatie van de dienst bij een ter post aangetekende brief aangifte doen bij het Instituut.

Diensten die worden verleend aan één of meer gesloten gebruikersgroepen worden niet beschouwd als aan het publiek aangeboden diensten.

§ 2. De Koning bepaalt, op advies van het Instituut, de categorieën van diensten waarvoor exploitatievoorwaarden moeten worden vastgesteld. Die voorwaarden die, op voorstel van het Instituut, door de minister worden vastgesteld, kunnen betrekking hebben op de punten a) tot c) van artikel 88 van deze wet.

§ 3. Behalve de bepalingen van § 2 van dit artikel, stelt de Koning wat de aan het publiek aangeboden diensten betreft, op advies van het Instituut, de categorieën van diensten vast waarvoor exploitatievoorwaarden moeten worden vastgesteld. Die voorwaarden die door de minister op advies van het Instituut worden vastgelegd kunnen slaan op de punten d) tot g) van artikel 88 van deze wet en in voorkomend geval op de maatregelen die moeten worden genomen voor de bestrijding van de verspreiding van onwettig inhoud alsmede de maatregelen die de schadelijke inhoud moeten identificeren.

§ 4. Exploitanten van openbare betaaltelefoons moeten ervoor zorgen dat de gebruikers ervan toegang hebben tot de noodhulpdiensten zonder over een betaalmiddel te moeten beschikken.

§ 5. Indien uit een aangifte van een dienst blijkt dat voor de beoogde dienst exploitatievoorwaarden zouden moeten worden vastgesteld zoals bedoeld in de §§ 2 en 3 brengt het Instituut de aangever daarvan op de hoogte en stelt het binnen zes weken na ontvangst van de aangifte voorlopige voorwaarden vast. Binnen drie maanden na de aangifte worden de definitieve exploitatievoorwaarden vastgesteld overeenkomstig de §§ 2 en 3.

Bij uitblijven van definitieve voorwaarden worden de voorlopige voorwaarden opgeheven. »

Article 37

Un article 90bis, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre VI de la même loi :

« Article 90bis. — Le ministre détermine les modalités de déclaration sur proposition de l'Institut et après avis du Comité consultatif.

La cession d'un service de télécommunications dont l'exploitation est soumise à déclaration est libre, moyennant déclaration à l'Institut, au plus tard sept jours ouvrables après la cession, par lettre recommandée à la poste, selon les modalités fixées par le ministre sur proposition de l'Institut et après avis du Comité consultatif.

Le Roi fixe le montant des frais de dossier à payer à l'Institut par les personnes qui sont tenues de faire une déclaration telle que visée à l'article 90 de la présente loi et au présent article. ».

Article 38

§ 1^{er}. A l'article 91 de la même loi, le mot « exclusivement » est inséré entre le mot « exploitées » et les mots « à des fins ». Dans le même article, les mots « ou d'aide d'urgence » sont insérés entre le mot « publique » et le mot « par ».

§ 2. Le même article est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« La liste des installations est fixée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition conjointe du ministre et du ministre compétent. »

Section 5. - Les réseaux non publics

Article 39

L'article 92 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 92. — § 1^{er}. L'établissement et l'exploitation de réseaux non publics de télécommunications est libre moyennant déclaration à l'Institut, au plus tard quatre semaines avant le début de l'exploitation commerciale, et le respect de conditions arrêtées par le Roi, sur avis de l'Institut. Ces conditions peuvent porter sur :

- a) les conditions liées au respect des exigences essentielles pertinentes telles que définies à l'article 107 de la présente loi;
- b) les conditions liées à la fourniture des informations nécessaires à la vérification par l'Institut du respect du présent titre et des arrêtés royaux pris en exécution.

Le ministre détermine les modalités de déclaration sur avis de l'Institut et après avis du Comité consultatif.

§ 2. La déclaration visée au § 1^{er} ne dispense pas de l'obtention des autorisations nécessaires en matière de radiocommunications pour les cas où l'établissement et l'exploitation d'un tel réseau implique l'utilisation de fréquences.

§ 3. La cession d'un réseau de télécommunications dont l'exploitation est soumise à déclaration est libre, moyennant déclaration à l'Institut, au plus tard sept jours francs après la cession, par lettre recommandée à la poste, selon les modalités fixées par le ministre sur proposition de l'Institut et après avis du Comité consultatif.

Le Roi fixe le montant des frais de dossier à payer à l'Institut par les personnes qui sont tenues de faire une déclaration en vertu du présent article. ».

Section 6. - Les réseaux publics

Article 40

L'article 92bis de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 28 octobre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 92bis. — § 1^{er}. L'établissement et l'exploitation de réseaux publics de télécommunications sont soumis à l'octroi d'une autorisation individuelle délivrée par le ministre sur proposition de l'Institut.

Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition du ministre, après avis de l'Institut, les conditions sous lesquelles le ministre attribue des autorisations individuelles. Ces conditions formant un cahier des charges peuvent porter sur

- a) les conditions relatives à la capacité économique et à la compétence technique;
- b) les conditions liées au respect des exigences essentielles pertinentes telles que définies à l'article 107 de la présente loi;

Artikel 37

Een artikel 90bis, luidend als volgt, wordt in hoofdstuk VI van dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 90bis. — De minister bepaalt de nadere regels inzake aangifte op voorstel van het Instituut en na advies van het Raadgevend Comité.

De overdracht van een telecommunicatiedienst waarvan de exploitatie onderworpen is aan aangifte is vrij, voorzover ze wordt aangegeven bij het Instituut uiterlijk zeven werkdagen na de overdracht, bij een ter post aangetekende brief, volgens de nadere regels bepaald door de minister op voorstel van het Instituut en na advies van het Raadgevend Comité.

De Koning stelt het bedrag vast van de dossierkosten die aan het Instituut moeten worden betaald door de personen die ertoe gehouden zijn een aangifte te doen zoals bedoeld in artikel 90 van deze wet en in dit artikel. ».

Artikel 38

§ 1. In artikel 91 van dezelfde wet wordt tussen de woorden « die » en « voor » het woord « uitsluitend » ingevoegd. In hetzelfde artikel worden tussen de woorden « veiligheid » en « worden » de woorden « en hulpverlening » ingevoegd.

§ 2. Dit artikel wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De lijst van deze inrichtingen wordt bepaald door de Koning bij een in de Ministerraad overlegd besluit, op gezamenlijk voorstel van de minister en de bevoegde minister. »

Afdeling 5. - Niet-openbare netten

Artikel 39

Artikel 92 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 92. — § 1. De aanleg en exploitatie van niet-openbare telecommunicatienetwerken is vrij op voorwaarde dat hiervan uiterlijk vier weken voor het begin van de commerciële exploitatie van de dienst aangifte wordt gedaan bij het Instituut en dat de voorwaarden worden nageleefd die door de Koning, op advies van het Instituut, zijn vastgesteld. Die voorwaarden kunnen betrekking hebben op :

- a) de voorwaarden verbonden aan de naleving van de relevante essentiële eisen, zoals bepaald in artikel 107 van deze wet;
- b) de voorwaarden verbonden aan de verstrekking van inlichtingen die nodig zijn voor de verificatie door het Instituut van de naleving van deze titel en van de ter uitvoering daarvan genomen koninklijke besluiten.

De minister bepaalt de nadere regels inzake aangifte op advies van het Instituut en na advies van het Raadgevend Comité.

§ 2. De aangifte, bedoeld in § 1 verleent geen vrijstelling van het verkrijgen van de nodige vergunningen inzake radiocommunicatie wanneer de aanleg en exploitatie van een dergelijk netwerk het gebruik van frequenties impliceren.

§ 3. De overdracht van een telecommunicatienetwerk waarvan de exploitatie onderworpen is aan aangifte is vrij, voorzover ze wordt aangegeven bij het Instituut uiterlijk zeven vrije dagen na de overdracht, bij een ter post aangetekende brief, volgens de nadere regels bepaald door de minister op voorstel van het Instituut en na advies van het Raadgevend Comité.

De Koning stelt het bedrag vast van de dossierkosten die aan het Instituut moeten worden betaald door de personen die ertoe gehouden zijn een aangifte te doen zoals bedoeld in dit artikel. ».

Afdeling 6. - Openbare netten

Artikel 40

Artikel 92bis van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 92bis. — § 1. De aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetten zijn onderworpen aan de toekenning van een individuele vergunning, uitgereikt door de minister, op voorstel van het Instituut.

De Koning stelt, bij in de Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de minister, na advies van het Instituut, de voorwaarden vast waaronder de minister individuele vergunningen toekent. Deze voorwaarden die samen een bestek vormen, kunnen betrekking hebben op :

- a) de voorwaarden met betrekking tot het economisch vermogen en de technische bekwaamheid;
- b) de voorwaarden verbonden aan de naleving van de relevante essentiële eisen, zoals bepaald in artikel 107 van deze wet;

c) la nature, les caractéristiques et la zone de couverture du réseau concerné;

d) les conditions minimales de permanence, de qualité et de disponibilité de ce réseau;

e) les conditions relatives à la protection des abonnés et des données;

f) les normes et spécifications techniques minimales du réseau à respecter;

g) le plan de numérotation;

h) les redevances dues pour la délivrance, la gestion et le contrôle de l'autorisation;

i) les conditions d'utilisation du domaine public et des propriétés;

j) les obligations qui s'imposent à l'exploitant pour permettre le contrôle du respect de l'autorisation;

k) les droits et obligations en matière d'interconnexion;

l) les conditions nécessaires pour assurer l'interopérabilité des réseaux, l'égalité de traitement et l'information des utilisateurs, notamment les conditions contractuelles de fourniture du réseau;

m) les sanctions en cas de non-respect des conditions de l'autorisation, en ce compris la résiliation;

n) les conditions visant à prévenir un comportement anti-concurrentiel, et notamment les mesures permettant d'assurer que les tarifs sont non discriminatoires et n'entraînent pas de distorsion de la concurrence;

o) les obligations relatives au service universel;

p) les modalités de collaboration avec les services d'urgences, en ce compris la communication de l'identité des appelants de ces services;

q) la contribution à la recherche scientifique dans le domaine des télécommunications et au développement du marché, notamment par l'amélioration de l'accès, sans exclusion, à ce marché en vue de faciliter la fourniture de services de télécommunications;

r) les conditions nécessaires pour assurer l'équivalence de traitement des opérateurs internationaux.

L'autorisation individuelle est valable pour une durée indéterminée.

Chaque autorisation fixe les conditions de la fourniture du réseau concerné. Les conditions contenues dans chaque autorisation ne pourront pas être moins contraignantes que les prescriptions contenues dans le cahier des charges applicable.

L'autorisation peut être transférée, adaptée, suspendue et retirée par le ministre selon les formes et les conditions fixées par le Roi par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur avis de l'Institut.

Dans le cas d'un réseau utilisé conjointement pour des services de télécommunications et des services de radio ou télédistribution, il ne peut être porté atteinte aux programmes sonores ou télévisés transmis par le réseau.

Dans tous les cas, les dispositions du titre III de la présente loi sont d'application.

§ 2. Les autorisations délivrées aux opérateurs de réseaux de télécommunications en vertu des §§ 1^{er} et 2 de l'article 89 de la présente loi contiennent le cas échéant des dispositions portant sur les conditions telles que stipulées au paragraphe 1^{er} du présent article. ».

Section 7. - Les liaisons par satellites

Article 41

Un article 92ter, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre VII du titre III de la même loi :

« Article 92ter. — Le Roi arrête les conditions dans lesquelles il peut être fait usage de liaisons par satellites en vue de constituer tout ou partie d'un réseau de télécommunications visé à l'article 92 ou 92bis de la présente loi ou d'offrir des services de télécommunications au moyen des ces liaisons par satellites. »

CHAPITRE 12. - Les points de terminaison

Article 42

Un article 92quater, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre VII du titre III de la même loi :

« Article 92quater. — Sur proposition de l'Institut, le ministre définit pour chaque réseau public de télécommunications qu'il désigne, les points de terminaison concernés, au sens de la définition de l'article 68, 6°, ainsi que les spécifications techniques y relatives. Ces spécifications

c) de aard, de karakteristieken en de dekkingszone van het betrokken netwerk;

d) de minimumvoorwaarden inzake permanentie, kwaliteit en beschikbaarheid van dat netwerk;

e) de voorwaarden met betrekking tot de bescherming van de abonnees en van de gegevens;

f) de minimale technische normen en specificaties van het netwerk die moeten worden nageleefd;

g) het nummeringsplan;

h) de verschuldigde rechten voor de uitreiking, het beheer en het toezicht op de vergunning;

i) de voorwaarden inzake het gebruik van het openbaar domein en van de eigendommen;

j) de door de exploitant na te komen verplichtingen om het toezicht op de naleving van de vergunning mogelijk te maken;

k) de rechten en plichten met betrekking tot interconnectie;

l) de noodzakelijke voorwaarden om de interoperabiliteit van de diensten, de gelijke behandeling en de informatie aan de gebruikers te garanderen, met name de contractuele voorwaarden voor de levering van het netwerk;

m) de sancties bij niet-naleving van de voorwaarden van de vergunning, waaronder de opzegging;

n) de voorwaarden die erop gericht zijn een concurrentievervalsend gedrag te voorkomen, en met name de maatregelen die de garantie kunnen bieden dat de tarieven niet-discriminerend zijn en niet tot concurrentievervalsing leiden;

o) de verplichtingen inzake universele dienstverlening;

p) de nadere regels inzake de samenwerking met de nooddiensten, waaronder het meedelen van de identiteit van de oproepers van deze diensten;

q) de bijdrage tot het wetenschappelijk onderzoek op telecommunicatiegebied, en tot de ontwikkeling van de markt, met name via de verbetering van de toegang, zonder uitsluitingen, tot die markt teneinde de levering van telecommunicatiediensten te vergemakkelijken;

r) de voorwaarden die nodig zijn om de gelijke behandeling van internationale operatoren te garanderen.

De individuele vergunning geldt voor onbepaalde duur.

Elke vergunning legt de voorwaarden vast voor het leveren van het betrokken netwerk. Deze voorwaarden, vervat in elke vergunning, mogen niet minder dwingend zijn dan de voorschriften vervat in het toepasselijke bestek.

De vergunning kan worden overgedragen, aangepast, geschorst en ingetrokken door de minister in de vorm en overeenkomstig de voorwaarden door de Koning bepaald bij een in de Ministerraad overlegd besluit, op advies van het Instituut.

Als een telecommunicatienetwerk eveneens voor radio- of teledistributie wordt gebruikt, mogen de via het net overgebrachte klank- en televisie-programma's niet worden gehinderd.

In ieder geval zijn de bepalingen van titel III van deze wet van toepassing.

§ 2. De vergunningen die krachtens de §§ 1 en 2 van artikel 89 van deze wet aan de operatoren van telecommunicatienetten worden uitgereikt, bevatten in voorkomend geval bepalingen die betrekking hebben op de voorwaarden, zoals vastgesteld in § 1 van dit artikel. ».

Afdeling 7. - Satellietverbindingen

Artikel 41

Een artikel 92ter, luidend als volgt, wordt in hoofdstuk VII van titel III van dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 92ter. — De Koning legt de voorwaarden vast waaronder gebruik mag worden gemaakt van satellietverbindingen om een in artikel 92 of 92bis van deze wet bedoeld telecommunicatienet geheel of gedeeltelijk op te zetten of door middel van satellietverbindingen telecommunicatiediensten aan te bieden. »

HOOFDSTUK 12. - Aansluitpunten

Artikel 42

Een artikel 92quater, luidend als volgt, wordt in hoofdstuk VII van titel III van dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 92quater. — Op voorstel van het Instituut legt de minister voor elk openbaar telecommunicatienet dat hij aanwijst, de betrokken aansluitpunten in de zin van artikel 68, 6° van deze wet vast, alsook de daarop betrekking hebbende technische specificaties. Die technische

techniques sont basées sur les spécifications techniques du réseau dans les conditions de l'autorisation individuelle pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau public de télécommunications.

Ces points de terminaison et spécifications techniques seront définis de façon suffisante de manière à ce que des tiers puissent concevoir, fabriquer et commercialiser des équipements terminaux qui peuvent être connectés aux points de terminaison du réseau public de télécommunications à condition d'être agréés. ».

CHAPITRE 13. - *Les équipements terminaux*

Article 43

L'intitulé du chapitre VIII de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre VIII — Equipements terminaux ».

Article 44

A l'article 93 de la même loi, les mots « appareils terminaux » et les mots « l'infrastructure publique de télécommunications » sont respectivement remplacés par les mots « équipements terminaux » et par les mots « un réseau public de télécommunications ».

Article 45

A l'article 94 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A) dans le § 1^{er}, l'alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté royal du 22 décembre 1994 et confirmé par la loi du 9 février 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les équipements terminaux doivent être agréés par le ministre, sur proposition de l'Institut à moins qu'ils n'aient fait l'objet de l'évaluation de la conformité et ne soient munis du marquage CE de conformité prévu par la directive 91/263/CEE du Conseil du 29 avril 1991 concernant le rapprochement des législations des Etats Membres relatives aux équipements terminaux de télécommunications, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité, modifiée par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 juillet 1993, et par la directive 93/97/CEE du Conseil du 29 octobre 1993 complétant la directive 91/263/CEE en ce qui concerne les équipements de stations terrestres de communications par satellite. »;

B) dans le § 1^{er}, l'alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1994 et confirmé par la loi du 9 février 1996, les mots « l'infrastructure publique de télécommunications » sont remplacés par les mots « un réseau public de télécommunications »;

C) dans le § 2, modifié par la loi du 12 décembre 1994 et par la loi du 20 décembre 1995, le mot « et » est inséré entre les mots « tests préalables » et les mots « les règles », et les mots « à la délivrance de certificats de conformité » sont supprimés;

D) dans le § 4, l'alinéa 2 est abrogé;

E) dans le § 5, les mots « de certificats de conformité » sont supprimés.

Article 46

A l'article 95 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A) les mots « appareil terminal » sont remplacés par les mots « équipement terminal »;

B) les mots « l'appareil agréé initialement » sont remplacés par les mots « l'équipement terminal agréé initialement »;

C) les mots « l'infrastructure publique de télécommunications » sont remplacés par les mots « un réseau public de télécommunications »;

D) les mots « de BELGACOM » sont remplacés par les mots « des opérateurs »;

E) le 5°, inséré par la loi du 21 décembre 1994, est abrogé.

Article 47

§ 1^{er}. A l'article 96 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A) les mots « appareil terminal » sont remplacés par les mots « équipement terminal »;

B) (...)

specificaties zijn gebaseerd op de technische specificaties van het netwerk zoals bepaald in de voorwaarden van de individuele vergunning voor het opzetten en exploiteren van een openbaar telecommunicatienet.

Die aansluitpunten en technische specificaties worden voldoende gedefinieerd opdat derden eindapparatuur kunnen ontwerpen, vervaardigen en in de handel brengen, die na goedkeuring kan worden aangesloten op het aansluitpunt van het openbare telecommunicatienet. ».

HOOFDSTUK 13. - *Eindapparatuur*

Artikel 43

Het opschrift van hoofdstuk VIII van dezelfde wet wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Hoofdstuk VIII — Eindapparatuur ».

Artikel 44

In artikel 93 van dezelfde wet worden de woorden « eindapparaten » en « de openbare telecommunicatie-infrastructureur » respectievelijk vervangen door de woorden « eindapparatuur » en « een openbaar telecommunicatienet ».

Artikel 45

In artikel 94 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) § 1, 1e lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 december 1994 en bekrachtigd door de wet van 9 februari 1996, wordt vervangen door het volgende lid :

« § 1. Eindapparatuur moet goedgekeurd zijn door de minister, op voorstel van het Instituut, voorzover zij niet op haar conformiteit is geëvalueerd en voorzien is van het CE-merkteken van conformiteit voorgeschreven in richtlijn 91/263/EEG van de Raad van 29 april 1991 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten betreffende eindapparatuur voor telecommunicatie en de onderlinge erkenning van de conformiteit van de apparatuur, gewijzigd door richtlijn 93/68/EEG van de Raad van 22 juli 1993 en in richtlijn 93/97/EEG van de Raad van 29 oktober 1993 houdende aanvulling van richtlijn 91/263/EEG wat de apparatuur voor satellietgrondstations betreft. »;

B) in § 1, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1994 en bekrachtigd door de wet van 9 februari 1996, worden de woorden « de openbare telecommunicatie-infrastructureur » vervangen door de woorden « een openbaar telecommunicatienet »;

C) in § 2, gewijzigd bij de wet van 12 december 1994 en bij de wet van 20 december 1995, wordt tussen de woorden « testen » en « de » het woord « en » ingevoegd en worden de woorden « de aflevering van conformiteitscertificaten en inzake » geschrapt;

D) § 4, tweede lid, wordt opgeheven;

E) in § 5 wordt het woord « conformiteitscertificaten » geschrapt.

Artikel 46

In artikel 95 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) de woorden « het eindapparaat » worden vervangen door de woorden « de eindapparatuur »;

B) de woorden « het oorspronkelijk goedgekeurd apparaat » worden vervangen door de woorden « de oorspronkelijk goedgekeurde apparatuur »;

C) de woorden « de openbare telecommunicatie-infrastructureur » worden vervangen door de woorden « een openbaar telecommunicatienet »;

D) het woord « BELGACOM » wordt vervangen door de woorden « de operatoren »;

E) de 5°, ingevoegd bij de wet van 21 december 1994, wordt opgeheven.

Artikel 47

§ 1. In artikel 96 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) de woorden « een eindapparaat » worden vervangen door het woord « eindapparatuur »;

B) de woorden « het eindapparaat » worden vervangen door de woorden « de eindapparatuur »;

C) les mots « l'infrastructure publique de télécommunications » sont remplacés par les mots « un réseau public de télécommunications »;

D) le mot « proposition » est remplacé par le mot « avis »;

E) (...)

§ 2. Le même article est complété par un 4° rédigé comme suit :
« 4° de connecter à un réseau public de télécommunications sur le territoire belge un équipement terminal non agréé selon les dispositions contenues à l'article 94, § 1^{er} de la présente loi. »

CHAPITRE 14. - Câbles, lignes aériennes et équipements annexes Article 48

A l'article 97 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A) dans le § 1^{er}, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « tout opérateur d'un réseau public de télécommunications »;

B) dans le § 2, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « l'opérateur du réseau public de télécommunications concerné ».

Article 49

A l'article 98 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A) dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « tout opérateur d'un réseau public de télécommunications »;

B) dans le § 1^{er}, alinéa 2, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « l'opérateur du réseau public de télécommunications concerné »;

C) dans le § 2, alinéa 1^{er}, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « l'opérateur du réseau public de télécommunications concerné »;

D) dans le § 2, alinéa 2, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « tout opérateur d'un réseau public de télécommunications »;

E) dans le § 3, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « l'opérateur du réseau public de télécommunications concerné ».

Article 50

A l'article 99 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A) dans le § 1^{er}, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « tout opérateur d'un réseau public de télécommunications »;

B) dans le § 2, alinéa 1^{er}, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « un opérateur d'un réseau public de télécommunications »;

C) dans le § 2, alinéa 2, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « l'opérateur du réseau public de télécommunications concerné »;

D) dans le § 3, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « tout opérateur d'un réseau public de télécommunications concerné ».

Article 51

A l'article 101 de la même loi, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « l'opérateur du réseau public de télécommunications concerné ».

Article 52

A l'article 102 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « , de télécommunication » sont insérés entre les mots « de télédistribution » et les mots « ou de toute »;

B) dans l'alinéa 1^{er}, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « tout opérateur du réseau public de télécommunications concerné »;

C) l'alinéa 1^{er} est complété comme suit : « Cette modification est faite exclusivement par l'administrateur de l'installation d'utilité publique concernée ou l'opérateur du réseau public de télécommunications concerné, chacun pour ce qui le concerne. »;

D) l'alinéa 2 est complété comme suit : « Cette modification est faite exclusivement par l'opérateur du réseau public de télécommunications concerné ou l'administrateur de l'installation d'utilité publique visée à l'alinéa 1^{er}. »;

C) de woorden « de openbare telecommunicatie-infrastructuur » worden vervangen door de woorden « een openbaar telecommunicatienet »;

D) het woord « voorstel » wordt vervangen door het woord « advies »;

E) de woorden « zijn goedkeuring » worden vervangen door de woorden « de goedkeuring ervan ».

§ 2. Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een 4°, luidend als volgt :
« 4° eindapparatuur die niet is goedgekeurd volgens de bepalingen van artikel 94, § 1 van deze wet, op het Belgisch grondgebied aan te sluiten op een openbaar telecommunicatienet. »

HOOFDSTUK 14. - Kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrustingen Artikel 48

In artikel 97 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in § 1 wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « elke operator van een openbaar telecommunicatienet »;

B) in § 2 wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « de operator van het betrokken openbaar telecommunicatienet ».

Artikel 49

In artikel 98 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in § 1, eerste lid, wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « elke operator van een openbaar telecommunicatienet »;

B) in § 1, tweede lid, wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « de operator van het betrokken openbaar telecommunicatienet »;

C) in § 2, eerste lid, wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « de operator van het betrokken openbaar telecommunicatienet »;

D) in § 2, tweede lid, wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « elke operator van een openbaar telecommunicatienet »;

E) in § 3 wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « de operator van het betrokken openbaar telecommunicatienet ».

Artikel 50

In artikel 99 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in § 1 wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « elke operator van een openbaar telecommunicatienet »;

B) in § 2, eerste lid, wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « een operator van een openbaar telecommunicatienet »;

C) in § 2, tweede lid, wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « de operator van het betrokken openbaar telecommunicatienet »;

D) in § 3 wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « elke betrokken operator van een openbaar telecommunicatienet ».

Artikel 51

In artikel 101 van dezelfde wet wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « de operator van het betrokken openbaar telecommunicatienet ».

Artikel 52

In artikel 102 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in het eerste lid wordt tussen de woorden « teledistributie- » en « of » het woord « , telecommunicatie- » ingevoegd;

B) in het eerste lid wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « elke operator van het betrokken openbaar telecommunicatienet »;

C) het eerste lid wordt aangevuld als volgt : « Voormelde wijziging wordt uitsluitend uitgevoerd door de beheerder van de betrokken inrichting van openbaar nut of de operator van het betrokken openbaar telecommunicatienet, ieder voor zijn inrichting. »;

D) het tweede lid wordt aangevuld als volgt : « Voormelde wijziging wordt uitsluitend uitgevoerd door de operator van het betrokken openbaar telecommunicatienet of door de beheerder van de inrichting van openbaar nut bedoeld in het eerste lid. »;

E) dans l'alinéa 4, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « tout opérateur du réseau public de télécommunications concerné »;

F) dans l'alinéa 5, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « l'opérateur du réseau public de télécommunications concerné ».

Article 53

A l'article 103 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A) dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « l'opérateur d'un réseau public de télécommunications », le mot « elle » par le mot « il », le mot « tenue » par le mot « tenu » et le mot « elle-même » par le mot « lui-même »;

B) dans le § 1^{er}, alinéa 2, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « l'opérateur du réseau public de télécommunications concerné »;

C) dans le § 2, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « l'opérateur d'un réseau public de télécommunications ».

Article 54

A l'article 104 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « l'infrastructure » sont remplacés par les mots « le réseau public »;

B) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « cette infrastructure » sont remplacés par les mots « ce réseau »;

C) dans l'alinéa 2, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « tout opérateur d'un réseau public de télécommunications »;

D) dans l'alinéa 2, les mots « à l'infrastructure publique » sont remplacés par les mots « au réseau public ».

Article 55

L'article 105 de la même loi est abrogé.

Article 56

L'article 105bis de la même loi est complété par les alinéas suivants :

« Le 31 juillet 2000 au plus tard, les opérateurs de services de téléphonie vocale à numéros géographiques doivent permettre le transfert de ces numéros géographiques dans la zone géographique. Le transfert de numéros ne peut être refusé que si l'exécution de cette obligation est techniquement impossible et que ce refus a été préalablement approuvé par l'Institut.

Le Roi fixe, sur proposition de l'Institut, les modalités d'application, le coût et la répartition des coûts entre les parties concernées.

En attendant que la possibilité de transfert de numéros visée à l'alinéa 6 devienne effective, les opérateurs des services de téléphonie vocale à numéros géographiques doivent prévoir un dispositif interceptant les appels destinés à des numéros d'anciens clients. En cas de changement de numéro consécutif à un changement d'opérateur du service de téléphonie vocale, le dispositif doit informer la personne qui appelle l'ancien numéro du nouveau numéro du destinataire. Ce service doit être fourni par l'ensemble des opérateurs à un prix commun fixé par l'Institut et basé sur le coût de l'opération. L'Institut arrête les règlements nécessaires à cet effet. ».

CHAPITRE 15. - Protection des utilisateurs

Article 57

Un chapitre IXter intitulé « Chapitre IXter — Protection des utilisateurs » est inséré à la suite du chapitre IXbis de la même loi.

Article 58

Un article 105ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 105ter. — Tout opérateur de services de téléphonie vocale qualifié d'organisme puissant ne modifie les tarifs du service de téléphonie vocale qu'après une période de préavis de quinze jours

E) in het vierde lid wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « elke operator van het betrokken openbaar telecommunicatienet »;

F) in het vijfde lid wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « de operator van het betrokken openbaar telecommunicatienet ».

Artikel 53

In artikel 103 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in § 1, eerste lid, wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « een operator van een openbaar telecommunicatienet » en het woord « zij » door het woord « hij »;

B) in § 1, tweede lid, wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « de operator van het betrokken openbaar telecommunicatienet »;

C) in § 2 wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « een operator van een openbaar telecommunicatienet ».

Artikel 54

In artikel 104 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in het eerste lid worden de woorden « de telecommunicatie-infrastructure » en de woorden « de openbare telecommunicatie-infrastructure » vervangen door de woorden « het openbare telecommunicatienet »;

B) in het eerste lid worden de woorden « deze infrastructure » vervangen door de woorden « dat net »;

C) in het tweede lid wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « elke operator van een openbaar telecommunicatienet ».

D) in het tweede lid worden de woorden « op de openbare telecommunicatie-infrastructure » vervangen door « op het openbare telecommunicatienet ».

Artikel 55

Artikel 105 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Artikel 56

Artikel 105bis van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende leden :

« Ten laatste op 31 juli 2000 moeten de operatoren van de spraaktelefoondiensten met geografische nummers, de overdraagbaarheid van deze geografische nummers in de geografische zone aanbieden. Het aanbieden van nummeroverdraagbaarheid kan maar geweigerd worden wanneer de uitvoering van deze verplichting technisch onmogelijk is en het Instituut deze weigering vooraf heeft goedgekeurd.

De Koning bepaalt, op voorstel van het Instituut, de technische implementatievoorwaarden, de kostprijs en de verdeling van de kosten tussen de betrokken partijen.

In afwachting van de in het zesde lid van dit artikel beschreven nummeroverdraagbaarheid, moeten de operatoren van de spraaktelefoondiensten met geografische nummers voorzien in een mechanisme dat oproepen naar nummers van gewezen klanten onderschept. Bij wijziging van nummers die het gevolg zijn van de wijziging van een operator van een spraaktelefoondienst, moet het mechanisme de oproeper van het oude nummer informeren over het nieuwe nummer van de bestemming. Deze dienst moet door alle operatoren geleverd worden tegen een door het Instituut vastgestelde gemeenschappelijke prijs gebaseerd op de kost. Het Instituut legt hiervoor de nodige regelingen vast. ».

HOOFDSTUK 15. - Bescherming van de gebruikers

Artikel 57

Een hoofdstuk IXter met als opschrift « Hoofdstuk IXter — Bescherming van de gebruikers », wordt na hoofdstuk IXbis van dezelfde wet ingevoegd.

Artikel 58

Een artikel 105ter, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 105ter. — Elke operator van spraaktelefoondiensten die als organisatie met een sterke marktpositie is aangemerkt, wijzigt de tarieven van de spraaktelefoondienst pas na een kennisgevingstermijn

ouvrables en ce qui concerne les augmentations et d'un jour ouvrable en ce qui concerne les diminutions, sauf dérogation de l'Institut accordée dans les cinq jours ouvrables suivant la notification. »

Article 59

Un article 105quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 105quater. — Les tarifs des compléments de service qui s'ajoutent à la fourniture du raccordement au réseau téléphonique public fixe fourni par un organisme puissant, et à la fourniture du service de téléphonie vocale fourni par un organisme puissant, sont suffisamment non amalgamés, de sorte que l'utilisateur n'est pas tenu de payer pour des compléments de services qui ne sont pas nécessaires pour le service demandé. »

Article 60

Un article 105quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 105quinquies. — Les tarifs du service de téléphonie vocale des organismes puissants prévoient au moins les éléments suivants, détaillés à l'intention de l'utilisateur :

1° une redevance initiale de raccordement au réseau téléphonique public fixe et au service de téléphonie vocale;

2° une redevance périodique de location basée sur le type de service et de complément de service choisi par l'utilisateur;

3° des redevances d'utilisation qui peuvent tenir compte, entre autres, du fait que la communication a lieu à une heure de pointe ou à une heure creuse.

Lorsque d'autres éléments de tarification sont appliqués, ils doivent être transparents, non discriminatoires et reposer sur des critères objectifs. »

Article 61

Un article 105sexies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 105sexies. — § 1^{er}. Les opérateurs de services de téléphonie vocale, ainsi que les opérateurs de services autorisés en vertu de l'article 89, § 1^{er} publient des informations adéquates et à jour concernant l'accès pour les utilisateurs à leur réseau public et à leurs services, ainsi que l'utilisation de ces réseaux et de ces services. Sur avis de l'Institut, le ministre fixe une liste contenant les informations à publier.

§ 2. Sans préjudice de l'article 105ter de la présente loi, les opérateurs de services de téléphonie vocale qui sont qualifiés d'organismes puissants publient les modifications des offres de services existantes et les informations relatives à de nouvelles offres cinq jours ouvrables avant ces modifications.

§ 3. Les personnes visées aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article communiquent à l'Institut les informations visées aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article. L'Institut fait référence à ces informations dans le *Moniteur belge*.

§ 4. Sans préjudice de la réglementation sur le service universel, le ministre peut, sur proposition de l'Institut, fixer les objectifs pour les délais de fourniture et les résultats en matière de qualité du service de téléphonie vocale. Les définitions, les méthodes de mesure et le degré de réalisation de ces objectifs sont publiés annuellement par l'Institut. L'Institut fait référence à cette publication dans le *Moniteur belge*. Les définitions, les méthodes de mesure et les objectifs sont revus au moins tous les trois ans. »

Article 62

Un article 105septies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 105septies. — Le Roi arrête, sur avis de l'Institut, les modalités de publication des informations qui doivent être portées à la connaissance des utilisateurs en vertu des dispositions du présent titre. »

Article 63

Un article 105octies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 105octies. — § 1^{er}. Les opérateurs de services de téléphonie vocale font figurer dans leurs conditions générales la règle générale de l'établissement d'arrangements d'indemnisation ou de remboursement

van vijftien werkdagen wat betreft een verhoging en na een kennisgevingstermijn van één werkdag wat betreft een verlaging, behoudens een afwijking toegestaan door het Instituut binnen vijf werkdagen, na notificatie. »

Artikel 59

Een artikel 105quater, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 105quater. — De tarieven voor faciliteiten die verder gaan dan het beschikbaar stellen van een aansluiting op het openbare vaste telefoonnet, geleverd door een organisatie met een sterke positie op de betrokken markt, en de levering van de spraaktelefoondienst, geleverd door een organisatie met een sterke positie op de betrokken markt, worden voldoende gesplitst zodat van de gebruiker geen betaling wordt verlangd voor faciliteiten die voor de gevraagde dienst niet nodig zijn. »

Artikel 60

Een artikel 105quinquies, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 105quinquies. — De tarieven van de spraaktelefoondienst van de organisaties met een sterke positie op de betrokken markt bestaan ten minste uit de volgende componenten, die ten behoeve van de gebruiker moeten worden gespecificeerd :

1° de initiële vergoeding voor de aansluiting van de gebruiker op het openbare vaste telefoonnet en de spraaktelefoondienst;

2° het periodieke abonnementsgeld, gebaseerd op de door de gebruiker gekozen soort dienst en faciliteiten;

3° gebruiksvergoedingen, waarbij onder meer rekening kan worden gehouden met piek- en dalperiodes.

Indien nog andere tariefcomponenten worden toegepast, moeten deze transparant zijn, niet discriminerend en op objectieve criteria zijn gebaseerd. »

Artikel 61

Een artikel 105sexies, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 105sexies. — § 1. De operatoren van spraaktelefoondiensten, alsook de operatoren van diensten die krachtens artikel 89, § 1 zijn toegestaan, moeten toereikende en actuele informatie bekendmaken over de toegang van de gebruikers tot en het gebruik van hun openbaar net en hun dienst. De minister stelt, op advies van het Instituut, een lijst vast met betrekking tot de informatie die bekendgemaakt moet worden.

§ 2. De operatoren van spraaktelefoondiensten die aangemerkt zijn als organisaties met een sterke positie op de betrokken markt moeten de veranderingen in het bestaande aanbod van diensten en inlichtingen over een nieuw aanbod vijf werkdagen voor de wijzigingen bekendmaken onverminderd de bepalingen van artikel 105ter van deze wet.

§ 3. De personen, bedoeld in de paragrafen 1 en 2 van dit artikel moeten de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde informatie meedelen aan het Instituut. Het Instituut verwijst naar die informatie in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 4. Onverminderd de bepalingen inzake universele dienstverlening kan de minister, op voorstel van het Instituut, doelstellingen met betrekking tot de leveringstermijnen voor en de resultaten die bereikt moeten worden inzake de kwaliteit van de spraaktelefoondienst vaststellen. De definities, de meetmethoden en de mate waarin deze doelstellingen zijn verwezenlijkt, worden jaarlijks gepubliceerd door het Instituut. Het Instituut verwijst naar die publicatie in het *Belgisch Staatsblad*. De definities, de meetmethoden en doelstellingen worden ten minste om de drie jaar herzien. »

Artikel 62

Een artikel 105septies, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 105septies. — De Koning bepaalt, op advies van het Instituut, de nadere regels voor de publicatie van de informatie die overeenkomstig de bepalingen van deze titel bekendgemaakt moet worden aan de gebruikers. »

Artikel 63

Een artikel 105octies, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 105octies. — § 1. De operatoren van spraaktelefoondiensten vermelden in hun algemene voorwaarden de algemene regel dat wordt voorzien in schadevergoedings- of terugbetalingsregelingen voor het

en cas de non-respect des niveaux de qualité du service prévus dans lesdites conditions générales. Toute exception à cette règle doit être préalablement approuvée par l'Institut dans les cinq jours ouvrables suivant la notification.

§ 2. En vue d'assurer le respect des dispositions du présent chapitre, l'Institut a la faculté d'exiger une modification des conditions contractuelles ainsi que des régimes d'indemnisation ou de remboursement.

§ 3. En vue d'assurer le respect des dispositions du présent chapitre, les conditions générales des opérateurs de services de téléphonie vocale comportent, en résumé, les modalités selon lesquelles une procédure de règlement des litiges peut être engagée.

§ 4. Sans préjudice de la réglementation sur le service universel, les opérateurs de services de téléphonie vocale publient dans leurs conditions générales les mesures qui sont prises en ce qui concerne les factures impayées et toute interruption de service ou déconnexion qui en résulterait. Ces mesures prévoient que l'interruption du service est limitée au service en question, dans la mesure où cela est techniquement possible, et que l'utilisateur est dûment averti au préalable.

§ 5. Lorsqu'un organisme puissant, en réponse à une demande donnée, estime qu'il est déraisonnable de fournir le raccordement à un réseau téléphonique public fixe selon les conditions de tarifs et de fourniture par lui publiées, il est tenu de demander l'accord de l'Institut pour modifier lesdites conditions dans ce cas. L'Institut donne son accord dans les cinq jours ouvrables suivant la notification. ».

Article 64

Un article 105nonies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 105nonies. — Les opérateurs de services de téléphonie vocale fournissent sur demande une facturation détaillée faisant apparaître sous réserve de la législation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et de la vie privée, la composition des éléments facturés. Sur proposition de l'Institut, le ministre fixe les objectifs en fonction de l'état de développement du réseau et de la demande du marché en ce qui concerne la fourniture d'une facturation détaillée.

Les appels gratuits, y compris aux services d'assistance, ne sont pas indiqués sur la facture détaillée. Dans ce cadre, différents niveaux de détail peuvent être proposés aux utilisateurs à des tarifs raisonnables. ».

Article 65

Un article 105decies A, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 105decies A. — § 1^{er}. Il est créé une « Commission d'éthique pour les services d'information par télécommunications ». Le Roi arrête, sur avis de l'Institut, la composition et les modalités d'organisation de la Commission. Elle est composée de représentants des intérêts familiaux, d'un représentant de chacune des Communautés, d'un représentant du ministre de la Justice, d'un représentant du ministre et d'un président désigné par le ministre. Les membres sont désignés pour une période de cinq ans.

Le secrétariat est assuré par l'Institut.

§ 2. Sur proposition de cette Commission, le Roi arrête un Code d'éthique. Les personnes qui offrent des services d'information grâce au service de téléphonie vocale ou de radio-téléphonie mobile sont tenues au respect de ce Code d'éthique.

La Commission d'éthique pour les services d'information par télécommunications veille au respect de ce Code d'éthique.

§ 3. Les infractions à ce Code d'éthique sont sanctionnées d'une amende administrative d'un montant de 5 000 à 100 000 francs ou d'une suspension des activités pour une période de 1 à 30 jours. Lors de la détermination de la sanction, la Commission prend en compte la gravité de l'infraction ainsi que son caractère intentionnel ou non. ».

Article 66

Un article 105decies B, libellé comme suit, est inséré dans le chapitre IXter de la même loi :

« Article 105decies B. — Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition de l'Institut et après avis du Comité consultatif, modifier la responsabilité qui incombe aux opérateurs de

geval dat de in voormelde algemene voorwaarden bepaalde doelstellingen ten aanzien van de kwaliteit van de dienst niet worden gehaald. Eventuele uitzonderingen op deze regel moeten vooraf worden goedgekeurd door het Instituut binnen vijf werkdagen na notificatie.

§ 2. Om de naleving van de bepalingen van dit hoofdstuk te waarborgen kan het Instituut de wijziging eisen van de contractbepalingen en de voorwaarden voor eventuele schadevergoedings- of terugbetalingsregelingen.

§ 3. Om de naleving van de bepalingen van dit hoofdstuk te waarborgen geven de algemene voorwaarden van de operatoren van spraaktelefoondiensten een samenvatting van de wijze waarop een procedure voor de regeling van een geschil wordt ingesteld.

§ 4. Onverminderd de bepalingen inzake universele dienstverlening maken de operatoren van spraaktelefoondiensten in hun algemene voorwaarden de maatregelen bekend die worden getroffen ter zake van wanbetaling en de eruit voortvloeiende onderbreking van de dienstverlening of verbreking van de aansluiting. Elke onderbreking van de dienstverlening uit hoofde van deze maatregelen is, voor zover dat technisch haalbaar is, tot de betrokken dienst beperkt en de gebruiker wordt vooraf naar behoren gewaarschuwd.

§ 5. Wanneer een organisatie met een sterke positie op de betrokken markt een bepaald verzoek tot aansluiting op het openbare vaste telefoonnet tegen de door haar bekendgemaakte tarieven en leveringsvoorwaarden onredelijk acht, moet zij het Instituut om instemming verzoeken teneinde de voorwaarden in dat geval te wijzigen. Het Instituut geeft zijn instemming binnen vijf werkdagen na notificatie. ».

Artikel 64

Een artikel 105nonies, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 105nonies. — De operatoren van spraaktelefoondiensten verstrekken op verzoek een gespecificeerde factuur waarop onder voorbehoud van de relevante wetgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens en van de persoonlijke levenssfeer, wordt aangegeven hoe het gefactureerde bedrag is samengesteld. De minister legt, op voorstel van het Instituut, op basis van de stand van de netwerkontwikkeling en de marktvrage, de doelstellingen vast met betrekking tot de verstrekking van gespecificeerde facturen.

Gesprekken die kosteloos zijn voor de oproeper, met inbegrip van gesprekken met hulplijnen, worden niet vermeld op de gedetailleerde factuur van de oproeper. In dit verband kan de gebruiker tegen redelijke tarieven de keuze worden geboden uit meer of minder gedetailleerde facturen. ».

Artikel 65

Een artikel 105decies A, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 105decies A. — § 1. Er wordt een « Ethische Commissie voor de informatiediensten via telecommunicatie » opgericht. De Koning bepaalt op advies van het Instituut de samenstelling en de praktische regels in verband met de organisatie van de commissie. Zij bestaat uit vertegenwoordigers van de gezinsbelangen, één vertegenwoordiger van iedere Gemeenschap, een vertegenwoordiger van de minister van Justitie, een vertegenwoordiger van de minister en een voorzitter aangewezen door de minister. De leden worden benoemd voor een periode van vijf jaar.

Het Instituut neemt het secretariaat waar.

§ 2. Op voorstel van deze Commissie stelt de Koning een Ethische Code op. De personen die informatiediensten aanbieden via de spraaktelefoondienst of de mobiele telefoondienst moeten deze Ethische Code in acht nemen.

De Ethische Commissie voor de informatiediensten via telecommunicatie waakt over de naleving van deze Ethische Code.

§ 3. De inbreuken op deze Ethische Code worden bestraft met een administratieve boete ten belope van 5 000 tot 100 000 frank of een schorsing van de activiteiten van 1 tot 30 dagen. Bij het toekennen van deze sancties houdt de Commissie rekening met de ernst van de inbreuk alsook met het al dan niet opzettelijke karakter ervan. ».

Artikel 66 (nieuw)

In hoofdstuk IXter van dezelfde wet wordt een artikel 105decies B ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 105decies B. — De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit op voorstel van het Instituut en na advies van het Raadgevend Comité, de aansprakelijkheid van operatoren van

réseaux publics de télécommunications et aux opérateurs de services de téléphonie vocale du chef du non-fonctionnement ou du fonctionnement défectueux du réseau public de télécommunications ou du chef de manquements dans la fourniture du service de téléphonie vocale. ».

CHAPITRE 16. - *Concurrence loyale*
Section 1re. - Les organismes puissants

Article 67

Un article 105undecies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 105undecies. — L'Institut établit et publie chaque année la liste des organismes fournisseurs d'un réseau public de télécommunications ou de services de télécommunications offerts au public considérés comme puissants sur un marché concerné et la liste des organismes puissants ayant des droits et obligations spécifiques en matière d'interconnexion et d'accès spécial en vertu du présent chapitre.

Est présumé puissant, tout opérateur détenant plus de 25 % du marché concerné.

Toutefois, quand l'Institut détermine si un opérateur est puissant ou non, il peut prendre en considération tous les autres éléments qu'il juge pertinents, soit le chiffre d'affaires de l'opérateur par rapport à la taille du marché, son contrôle des moyens d'accès à l'utilisateur final, l'accès aux ressources financières, l'expérience ou la capacité de l'opérateur d'influencer les conditions du marché. ».

Article 68

L'article 106 de la même loi est remplacé par les disposition suivante :

« Article 106. — § 1^{er}. Les organismes puissants sont tenus de respecter le principe de l'orientation sur les coûts en ce qui concerne les services suivants :

- 1° le service de téléphonie vocale;
- 2° les lignes louées;
- 3° l'interconnexion;
- 4° l'accès spécial.

Préalablement à chaque augmentation des tarifs applicables à ces services pour lesquels ces opérateurs sont puissants, les organismes puissants communiquent à l'Institut, selon les modalités fixées par le Roi, sur avis de l'Institut, les éléments permettant d'apprécier la compatibilité de ces augmentations avec les contraintes réglementaires applicables.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 105ter, les organismes puissants, qui, dans le respect de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, souhaitent proposer des formules de réduction dans le cadre d'une offre conjointe de produits ou de services, doivent en faire la déclaration à l'Institut, par lettre recommandée à la poste, au plus tard cinq jours ouvrables avant l'octroi de la réduction. Dans ce délai de cinq jours ouvrables à compter de la déclaration susvisée, l'Institut peut s'opposer à la formule de réduction proposée. L'Institut tient compte à cet égard de la nécessité de maintenir une structure de marché non faussée.

Si, avant l'expiration du délai visé dans l'alinéa précédent, le demandeur n'a pas reçu de l'Institut, par lettre recommandée à la poste, de décision motivée lui interdisant la réduction proposée dans le cadre d'une offre conjointe de produits ou de services, le demandeur peut accorder la réduction.

§ 3. Les opérateurs de service de téléphonie vocale notifient préalablement à l'Institut l'introduction de tarifs spéciaux pour les services de téléphonie vocale fournis dans le cadre de projets spécifiques à durée déterminée. ».

Section 2. - Accès aux lignes louées

Article 69

L'article 107 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 107. — § 1^{er}. Tout organisme puissant sur le marché des lignes louées assure l'accès égal aux lignes louées qu'il offre à tous les utilisateurs qui se trouvent dans des situations équivalentes.

openbare telecommunicatienetwerken en van de operatoren van spraaktelefoondiensten die het gevolg is van het niet of niet goed functioneren van het openbare telecommunicatienet of van tekortkomingen bij het leveren van de spraaktelefoondienst, wijzigen. ».

HOOFDSTUK 16. - *Eerlijke mededinging*

Afdeling 1. - Organisaties met een sterke positie op de betrokken markt

Artikel 67

Een artikel 105undecies, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 105undecies. — Het Instituut stelt en publiceert elk jaar een lijst op van de organisaties die openbare telecommunicatienetwerken of aan het publiek aangeboden telecommunicatiediensten leveren die worden beschouwd als een organisatie met een sterke positie op een betrokken markt en de lijst van de organisaties met een sterke marktpositie die specifieke rechten en plichten hebben inzake interconnectie en bijzondere toegang krachtens dit hoofdstuk.

Een operator wordt geacht een sterke positie op de betrokken markt te hebben wanneer hij meer dan 25 % van de betrokken markt in handen heeft.

Toch kan het Instituut bij de beslissing of een operator al of niet een sterke positie op de betrokken markt heeft, alle andere elementen die het relevant acht, in overweging nemen, zoals de omzet van de operator vergeleken met de omvang van de markt, zijn controle op de aansluitmogelijkheden van de eindgebruiker, de toegang tot financiële middelen, de ervaring of het vermogen van de operator om de marktvoorwaarden te beïnvloeden. ».

Artikel 68

Artikel 106 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 106. — § 1. De organisaties met een sterke positie op de betrokken markt zijn verplicht om het principe van kostenoriëntering na te leven wat de volgende diensten betreft :

- 1° de spraaktelefoondienst;
- 2° de huurlijnen;
- 3° de interconnectie;
- 4° de bijzondere toegang.

Bij elke verhoging van de tarieven met betrekking tot die diensten waarvoor die operatoren over een sterke positie op de betrokken markt beschikken, delen de organisaties met een sterke positie op de betrokken markt aan het Instituut, op de wijze bepaald door de Koning op advies van het Instituut, voorafgaandelijk de elementen mee die het mogelijk maken de overeenstemming van de tariefverhogingen met de toepasselijke reglementaire verplichtingen te beoordelen.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 105ter van deze wet moeten de organisaties met een sterke marktpositie op de betrokken markt, die binnen de grenzen van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, kortingen willen toestaan op een gezamenlijk aanbod van produkten en diensten aan de gebruikers, ten laatste vijf werkdagen voor het toestaan van de korting, hiervan aangifte doen bij een ter post aangetekende brief bij het Instituut. Binnen deze termijn van vijf werkdagen vanaf het indienen van bedoelde aangifte, kan het Instituut zich verzetten tegen de voorgestelde korting. Het Instituut houdt hierbij rekening met het handhaven van een onvervalste marktstructuur.

Indien de aanvrager, vóór het verstrijken van de in het vorige lid bedoelde termijn, geen gemotiveerde beslissing bij een ter post aangetekende brief van het Instituut heeft ontvangen die hem de voorgestelde korting op een gezamenlijk aanbod van produkten en diensten aan de gebruikers verbiedt, mag de aanvrager de korting toestaan.

§ 3. De operatoren van de spraaktelefoondienst melden vooraf aan het Instituut de invoering van bijzondere tarieven voor de spraaktelefoondiensten die in het kader van bijzondere projecten van bepaalde duur worden geleverd. ».

Afdeling 2. - Toegang tot huurlijnen

Artikel 69

Artikel 107 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 107. — § 1. Elke organisatie met een sterke positie op de markt voor huurlijnen garandeert de gelijke toegang tot de huurlijnen die zij aanbiedt aan alle gebruikers die in gelijkwaardige omstandigheden verkeren.

§ 2. Sans préjudice des règles établies au § 1^{er}, tout organisme puissant sur le marché des lignes louées assure l'accès égal aux lignes louées à toute personne qui exploite un service ou un réseau de télécommunications, en ce compris à lui-même ou à une de ses filiales ou partenaires.

§ 3. Le Roi arrête les obligations qui incombent à tout organisme puissant sur le marché des lignes louées en exécution des §§ 1^{er} et 2.

Ces obligations doivent répondre à un certain nombre de principes de base. Ces principes consistent en ce que les obligations :

- 1° doivent répondre à des critères objectifs;
- 2° doivent être transparentes et publiées;
- 3° ne peuvent pas être discriminatoires.

L'accès aux lignes louées offertes par un organisme puissant sur le marché des lignes louées ne peut être refusé que sur base d'exigences essentielles. Ces exigences essentielles sont :

- 1° la sécurité du fonctionnement du réseau;
- 2° le maintien de l'intégrité du réseau;
- 3° l'interopérabilité des services et des réseaux dans les cas justifiés;

4° la protection des données transmises dans les cas justifiés;

5° l'application de la réglementation relative à la protection de l'environnement et à l'aménagement du territoire dans les cas justifiés;

6° l'utilisation rationnelle du spectre des fréquences dans les cas justifiés;

7° la prévention de toute interférence préjudiciable entre les systèmes de télécommunications par radio et d'autres systèmes techniques terrestres ou spatiaux dans les cas justifiés. ».

Section 3. - Publication des caractéristiques techniques

Article 70

L'article 108 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 108. — L'Institut publie les références des caractéristiques techniques précises qui rendent possible l'usage des services fournis par les fournisseurs de téléphonie vocale et les organismes puissants fournisseurs de lignes louées.

Le Roi peut, sur avis de l'Institut, imposer des caractéristiques techniques pour assurer l'accès égal aux services de télécommunicationsofferts par les organismes puissants.

En cas de modification, les fournisseurs de téléphonie vocale et les organismes puissants fournisseurs de lignes louées doivent en informer préalablement l'Institut.

Le Roi arrête les modalités et délais requis pour l'application du présent article. ».

Section 4. - Règles comptables

Article 71

L'article 109, § 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 109. — § 1^{er}. Aucune subsidiation n'est admise, dans le chef d'un organisme puissant, d'un service de télécommunications où cette personne détient une position puissante vers d'autres services de télécommunications.

Tout organisme puissant organise sa comptabilité de telle manière que les résultats d'exploitation relatifs aux différents services de télécommunications où il a une position puissante sur le marché en cause apparaissent séparément de ceux relatifs aux autres services de télécommunications. ».

Article 72

A l'article 109bis de la même loi, inséré par la loi du 20 décembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

A) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « non réservés » sont remplacés par les mots « de télécommunications »;

B) dans l'alinéa 2, les mots « non réservés » sont supprimés;

C) dans l'alinéa 2, les mots « par ailleurs » sont remplacés par les mots « dans un autre secteur »;

§ 2. Onverminderd de bepalingen vastgelegd in § 1, garandeert elke organisatie met een sterke positie op de markt voor huurlijnen de gelijke toegang tot de huurlijnen aan iedere persoon, die een telecommunicatiedienst of -netwerk exploiteert, hieronder begrepen zichzelf of een van haar filialen of partners.

§ 3. De Koning bepaalt de verplichtingen, die voor elke organisatie met een sterke positie op de markt voor huurlijnen uit de §§ 1 en 2 voortvloeien.

Deze verplichtingen moeten met een aantal basisbeginselen overeenstemmen. Deze beginselen houden in dat de verplichtingen :

- 1° aan objectieve maatstaven dienen te voldoen;
- 2° doorzichtig dienen te zijn en bekendgemaakt moeten worden;
- 3° niet discriminerend mogen werken.

De toegang tot de huurlijnen, aangeboden door een organisatie met een sterke positie op de markt voor huurlijnen, kan slechts geweigerd worden op grond van essentiële eisen. Deze essentiële eisen behelzen :

- 1° de operationele veiligheid van het netwerk;
- 2° het behoud van netwerkintegriteit;
- 3° de interoperabiliteit van diensten en netwerken in gegronde gevallen;

4° de bescherming van de overgebrachte gegevens in gegronde gevallen;

5° de toepassing van de regelgeving inzake de bescherming van het milieu en de ruimtelijke ordening in gegronde gevallen;

6° het rationele gebruik van het frequentiespectrum in gegronde gevallen;

7° het voorkomen van schadelijke interferentie tussen telecommunicatiesystemen via radiogolven en andere technische systemen in de ruimte of op aarde in gegronde gevallen. ».

Afdeling 3. - Publicatie van de technische kenmerken

Artikel 70

Artikel 108 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 108. — Het Instituut publiceert de verwijzingen naar de precieze technische kenmerken, die het gebruik mogelijk maken van de diensten die worden geleverd door de leveranciers van spraaktelefonie en door de organisaties met een sterke positie op de markt voor huurlijnen.

De Koning kan, op advies van het Instituut, technische kenmerken opleggen om de gelijke toegang te garanderen tot de telecommunicatiediensten, aangeboden door de organisaties met een sterke positie op de betrokken markt.

In geval van wijziging dienen de leveranciers van spraaktelefonie en de organisaties met een sterke positie op de markt voor huurlijnen het Instituut hiervan vooraf in kennis te stellen.

De Koning bepaalt de nadere regels en de termijnen voor de naleving van dit artikel. ».

Afdeling 4. - Boekhoudkundige regels

Artikel 71

Artikel 109, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 109. — § 1. Geen enkele subsidiëring ten aanzien van een organisatie met een sterke positie op de betrokken markt, vanuit een telecommunicatiedienst waar die persoon een sterke positie op de betrokken markt heeft naar andere telecommunicatiediensten wordt toegestaan.

Elke organisatie met een sterke positie op een betrokken markt organiseert haar boekhouding zodanig dat de exploitatieresultaten voortvloeiend uit de verschillende telecommunicatiediensten waar zij een sterke positie op een betrokken markt heeft, gescheiden blijven van die voortvloeiend uit de andere telecommunicatiediensten. ».

Artikel 72

In artikel 109bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in het eerste lid worden de woorden « niet-gereserveerde diensten » vervangen door het woord « telecommunicatiediensten »;

B) in het tweede lid worden de woorden « niet-gereserveerde » geschrapt;

C) in het tweede lid worden tussen de woorden « heeft » en « is » de woorden « in een andere sector dan de telecommunicatiesector » ingevoegd;

D) dans l'alinéa 2, les mots « de la même façon que si ces activités étaient entreprises par des sociétés juridiquement indépendantes ou d'établir une séparation structurelle pour les activités de télécommunications de manière à identifier, avec la base de leurs calculs et le détail des méthodes d'imputation appliquées, tous les éléments de dépenses et de recettes liés à leurs activités de télécommunications en y incluant une ventilation par postes des immobilisations et des dépenses structurelles » sont insérés à la suite des mots « activités de télécommunications »;

E) la disposition suivante est insérée entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« Les transferts de moyens, y compris les transferts de fonds et d'équipements des activités soumises à des droits exclusifs ou réservés vers les activités de télécommunications se font sur base des conditions du marché.

En l'absence de prix du marché, il est procédé à un calcul des coûts, y compris un retour sur investissements calculé sur base du marché.

En cas d'utilisation de facilités de production communes, les prix sont fixés au niveau du prix du marché. ».

Section 5. - Régime d'interconnexion

Article 73

A l'article 109ter de la même loi, inséré par la loi du 20 décembre 1995, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté les §§ 2 à 7 rédigés comme suit :

« § 2. Tout fournisseur d'un réseau public de télécommunications ou de services de télécommunications offerts au public qui contrôle ainsi les moyens d'accès à l'utilisateur final est tenu de négocier avec les autres fournisseurs de réseau public de télécommunications ou de services de télécommunications offerts au public lorsqu'ils font une demande d'interconnexion.

Sont également soumis aux droits et obligations du précédent alinéa :

1° les opérateurs fournissant des lignes louées;

2° les opérateurs qui sont autorisés dans un Etat membre de l'Union européenne à fournir des circuits de télécommunications entre l'Union européenne et des pays tiers et qui ont des droits exclusifs à ce titre;

3° les opérateurs de téléphonie vocale.

L'Institut peut décider de limiter, au cas par cas, à titre temporaire, cette obligation si l'interconnexion demandée peut être remplacée par des solutions techniquement, financièrement et commercialement viables et si l'interconnexion demandée ne convient pas aux ressources disponibles pour répondre à la demande.

Cette décision est publiée au *Moniteur belge* et dans le rapport annuel visé à l'article 75, § 7 de la présente loi.

§ 3. Tout organisme puissant sur le marché des réseaux publics fixes de télécommunications ou des services de téléphonie vocale est tenu de répondre de manière non discriminatoire à toutes les demandes raisonnables d'interconnexion et de connexion notamment l'accès à des points autres que les points de raccordement offerts à la majorité des utilisateurs finals.

Tout organisme puissant sur le marché de l'interconnexion assure l'accès égal, sans discrimination, aux services d'interconnexion, en ce compris à lui-même ou à une de ses filiales ou partenaires qui exploite un service de télécommunications.

§ 4. Tout organisme puissant sur le marché des réseaux publics de télécommunications ou de la téléphonie vocale est tenu de publier, selon les modalités fixées par le Roi sur proposition de l'Institut, une offre technique et tarifaire d'interconnexion approuvée préalablement par l'Institut. Cette offre doit être dégroupée de manière à éviter que le demandeur d'interconnexion de référence ne soit obligé de souscrire à des services auxquels il ne souhaite pas souscrire. L'Institut apprécie si l'offre est suffisamment dégroupée. Les tarifs d'interconnexion doivent être orientés sur les coûts. L'Institut est habilité à vérifier que cette orientation est respectée.

La publication de cette offre ne fait pas obstacle à des demandes de négociation d'interconnexion non prévues dans cette offre.

L'offre visée au premier alinéa du présent paragraphe contient des conditions différentes selon qu'elle s'adresse à des fournisseurs :

1° de réseaux publics de télécommunications;

2° d'autres réseaux de télécommunications;

D) in het tweede lid worden na het woord « telecommunicatieactiviteiten » de woorden « net als zouden die activiteiten ondernomen worden door juridisch onafhankelijke maatschappijen of om een structurele scheiding op te stellen voor de telecommunicatieactiviteiten, teneinde op basis van hun berekeningen en de specificatie van de toegepaste toerekeningsmethodes, alle elementen van de uitgaven en ontvangsten in verband met hun telecommunicatieactiviteiten te identificeren, met inbegrip van een uitsplitsing in rubrieken van de activa en structurele uitgaven ingevoegd »;

E) tussen het tweede en het derde lid wordt de volgende bepaling ingevoegd :

« Overdrachten van middelen, met inbegrip van overdrachten van kapitaal en uitrusting vanuit activiteiten die aan exclusieve of gereserveerde rechten onderworpen zijn, naar de telecommunicatieactiviteiten, moeten geschieden op grond van de marktvoorwaarden.

Bij gebrek aan een marktprijs worden de kosten, met inbegrip van een resultaat van de investeringen, berekend op basis van de markt.

Wanneer gemeenschappelijke productiemiddelen worden gebruikt, worden de prijzen vastgesteld op het niveau van de marktprijs. ».

Afdeling 5. - Interconnectiestelsel

Artikel 73

In artikel 109ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 december 1995, waarvan de tegenwoordige tekst § 1 zal vormen, worden de §§ 2 tot 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Elke leverancier van een openbaar telecommunicatienet of van telecommunicatiediensten die aan het publiek worden aangeboden, die op die manier de aansluitmogelijkheden van de eindgebruiker controleert, is verplicht onderhandelingen aan te knopen met de overige leveranciers van een openbaar telecommunicatienet of van telecommunicatiediensten die aan het publiek worden aangeboden wanneer zij een verzoek om interconnectie indienen.

Worden eveneens onderworpen aan de rechten en plichten van het voorgaande lid :

1° de operatoren die huurlijnen leveren;

2° de operatoren die in een Lid-Staat van de Europese Unie gemachtigd zijn om telecommunicatielijnen te leveren tussen de Europese Unie en derde landen en die daarbij uitsluitende rechten genieten;

3° de operatoren inzake spraaktelefonie.

Het Instituut kan beslissen om van geval tot geval die verplichting tijdelijk te beperken indien de gevraagde interconnectie kan worden vervangen door technisch, financieel en commercieel uitvoerbare oplossingen en indien de gevraagde interconnectie niet overeenstemt met de beschikbare middelen om het verzoek in te willigen.

Die beslissing wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en in het jaarverslag, bedoeld in artikel 75, § 7 van deze wet.

§ 3. Elke organisatie met een sterke positie op de markt voor vaste openbare telecommunicatienetwerken of spraaktelefoondiensten, is verplicht op niet-discriminerende wijze te antwoorden op alle redelijke verzoeken om interconnectie en aansluiting, met name de toegang tot de andere punten dan de aansluitpunten die aan de meerderheid van de eindgebruikers worden aangeboden.

Elke organisatie met een sterke positie op de markt voor interconnectie garandeert de gelijke toegang zonder discriminatie tot de interconnectiediensten, inclusief tot zichzelf of tot één van haar dochterondernemingen of partners die een telecommunicatiedienst exploiteert.

§ 4. Elke organisatie met een sterke positie op de markt voor openbare telecommunicatienetwerken of voor spraaktelefonie is verplicht om volgens de nadere regels, vastgesteld door de Koning, op voorstel van het Instituut, een aanbod te publiceren van technische aard en met betrekking tot de interconnectietarieven, dat vooraf door het Instituut is goedgekeurd. Dat aanbod moet worden gesplitst zodat degene die om interconnectie verzoekt niet verplicht is om zich op diensten te abonneren die hij niet wenst. Het Instituut oordeelt of het aanbod voldoende gesplitst is. De interconnectietarieven moeten op de kosten georiënteerd zijn. Het Instituut is bevoegd om na te gaan of die oriëntering wordt nageleefd.

De bekendmaking van dit aanbod vormt geen belemmering voor verzoeken om interconnectieonderhandelingen waarin dit aanbod niet voorzien heeft.

Het in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde aanbod bevat voorwaarden die verschillen naarmate het zich richt tot leveranciers :

1° van openbare telecommunicatienetten;

2° van andere telecommunicatienetwerken;

- 3° de services de téléphonie vocale;
4° d'autres services de télécommunications.

L'Institut précise quelles sont les conditions et dans quelle mesure celles-ci peuvent varier en fonction de la catégorie à laquelle appartient le demandeur d'interconnexion.

L'Institut peut imposer les modifications qu'il juge indispensables à l'offre d'interconnexion.

Si des fournisseurs de réseaux publics de télécommunications ou de services de télécommunications offerts au public n'ont pas interconnecté leurs réseaux ou services, alors que l'Institut estime une telle interconnexion indispensable à l'intérêt des utilisateurs, l'Institut peut exiger qu'il soit procédé à une interconnexion. En ce cas, il fixe les conditions d'interconnexion, sauf le droit des parties de conclure une convention conformément au § 5 du présent article.

§ 5. L'interconnexion fait l'objet d'une convention entre les parties concernées. Celle-ci détermine les conditions techniques et financières de l'interconnexion. Le Roi arrête, sur avis de l'Institut, les conditions qui doivent au minimum être réglées dans une convention d'interconnexion. La convention d'interconnexion est communiquée à l'Institut dans son intégralité.

Si cela est indispensable pour garantir l'égalité des conditions de concurrence ou l'interopérabilité, l'Institut peut demander la modification des conventions déjà conclues.

A cette fin, l'Institut fixe le délai à l'issue duquel les parties doivent avoir modifié leur convention en vue d'apporter la modification demandée par l'Institut. La nouvelle convention est communiquée pour approbation à l'Institut. A défaut d'un accord entre les parties ou en cas de non-approbation de la convention, l'Institut impose les modifications qu'il juge indispensables.

§ 6. Sous réserve des engagements internationaux de la Belgique, un opérateur étranger ne peut avoir plus de droits en matière d'interconnexion ou d'accès spécial que ceux reconnus dans son pays d'origine à un opérateur belge.

§ 7. Afin de permettre à l'Institut de vérifier l'application du présent article, les opérateurs de réseaux publics téléphoniques fixes et les fournisseurs du service de lignes louées qui sont qualifiés de puissants tiennent une comptabilité séparée pour leurs activités en matière d'interconnexion, permettant également d'identifier les services d'interconnexion fournis à des tiers et les services d'interconnexion fournis de façon interne. »

CHAPITRE 17. - *Gestion des données*

Article 74

Un article 109terB, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 109terB. — Les personnes visées aux articles 87 et 89, § 1^{er}, sont tenues de mettre à la disposition des personnes confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire qui en font la demande les données-abonnés dans des conditions techniques, financières et commerciales équitables, raisonnables et non discriminatoires. Le prix de ces données-abonnés doit être orienté sur les coûts.

Ces conditions doivent être, préalablement à leur publication, approuvées par l'Institut. »

Article 75

Un chapitre Xbis intitulé « Chapitre Xbis — Secret des communications et protection de la vie privée » est inséré à la suite du chapitre X de la même loi.

Article 76

Un article 109terC, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre Xbis de la même loi :

« Article 109terC. — Lors de la transmission des données-utilisateurs finals nécessaires à la confection des annuaires, les opérateurs visés à l'article 87 de la présente loi omettent selon des modalités techniques et financières arrêtées par le Roi sur avis de l'Institut, les données-utilisateurs finals des personnes qui ont demandé à ne pas figurer dans les annuaires.

Lors de la transmission des données-utilisateurs finals nécessaires à la confection des annuaires, les opérateurs visés à l'article 89, § 1^{er}, de la présente loi omettent selon des modalités techniques et financières arrêtées par le Roi sur avis de l'Institut, les données-utilisateurs finals des personnes qui n'ont pas demandé à figurer dans les annuaires.

- 3° van een spraaktelefoon dienst;
4° van andere telecommunicatiediensten.

Het Instituut preciseerd welke de voorwaarden zijn die mogen variëren en in welke mate, naar gelang van de categorie waartoe de persoon die de interconnectie aanvraagt, behoort.

Het Instituut kan de wijzigingen aan het interconnectieaanbod opleggen die het absoluut noodzakelijk acht.

Indien leveranciers van openbare telecommunicatienetwerken of aan het publiek aangeboden telecommunicatiediensten hun netwerken of diensten niet geïnterconnecteerd hebben, terwijl het Instituut een dergelijke interconnectie absoluut noodzakelijk acht in het belang van de gebruikers, kan het Instituut eisen dat er tot interconnectie wordt overgegaan. In dat geval legt het de interconnectievoorwaarden vast, behoudens het recht van de partijen om overeenkomstig § 5 van dit artikel een overeenkomst te sluiten.

§ 5. De interconnectie maakt het voorwerp uit van een overeenkomst tussen de betrokken partijen. Daarin worden de technische en financiële voorwaarden van de interconnectie vastgelegd. De Koning stelt op advies van het Instituut de voorwaarden vast die op zijn minst moeten worden geregeld in een interconnectieovereenkomst. De interconnectieovereenkomst wordt in haar geheel overgezonden aan het Instituut.

Indien zulks absoluut noodzakelijk is om de gelijkheid van de mededingingsvoorwaarden of de interoperabiliteit te garanderen, mag het Instituut vragen de reeds gesloten overeenkomsten te wijzigen.

Daartoe stelt het Instituut de termijn vast na afloop waarvan de partijen hun overeenkomst moeten hebben aangepast om de door het Instituut gevraagde wijziging aan te brengen. De nieuwe overeenkomst wordt ter goedkeuring aan het Instituut voorgelegd. Bij het uitblijven van een akkoord tussen de partijen of indien de overeenkomst niet wordt goedgekeurd, legt het Instituut de wijzigingen op die het absoluut noodzakelijk acht.

§ 6. Onder voorbehoud van de internationale verbintenissen van België mag een buitenlandse operator niet meer rechten inzake interconnectie en bijzondere toegang hebben dan die welke in diens land van oorsprong zijn toegekend aan een Belgische operator.

§ 7. Om het Instituut in staat te stellen de toepassing van dit artikel na te gaan, voeren de operatoren van vaste openbare telefoonnetwerken en de leveranciers van de huurlijndienst die zijn aangemerkt als hebbende een sterke positie op de betrokken markt, een gescheiden boekhouding voor hun activiteiten met betrekking tot interconnectie, waardoor het tevens mogelijk wordt om de interconnectiediensten die aan derden worden geleverd en de interconnectiediensten die intern worden geleverd, te identificeren. »

HOOFDSTUK 17. - *Beheer van gegevens*

Artikel 74

Een artikel 109terB, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 109terB. — De in de artikelen 87 en 89, § 1, bedoelde personen zijn verplicht de abonneegegevens beschikbaar te stellen aan personen die een telefoongids vervaardigen, verkopen of verspreiden en hierom verzoeken, onder billijke, redelijke en niet-discriminerende, technische, financiële en commerciële voorwaarden. De prijs van die abonneegegevens moet op de kosten gebaseerd zijn.

Die voorwaarden moeten vóór de publicatie ervan door het Instituut zijn goedgekeurd. »

Artikel 75

Een hoofdstuk Xbis, met als opschrift « Hoofdstuk Xbis — Geheimhouding van gesprekken en bescherming van de persoonlijke levenssfeer » wordt na hoofdstuk X van dezelfde wet ingevoegd.

Artikel 76

Een artikel 109terC, luidend als volgt wordt in hoofdstuk Xbis van dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 109terC. — Tijdens de overdracht van eindgebruikergegevens die nodig zijn voor de vervaardiging van telefoongidsen laten de operatoren, bedoeld in artikel 87 van deze wet, de eindgebruikergegevens weg van de personen die hebben gevraagd niet in de telefoongidsen te worden vermeld, en dit overeenkomstig de technische en financiële voorwaarden die de Koning vastlegt op advies van het Instituut.

Tijdens de overdracht van eindgebruikergegevens die nodig zijn voor de vervaardiging van telefoongidsen laten de operatoren, bedoeld in artikel 89, § 1, van deze wet, de eindgebruikergegevens weg van de personen die niet gevraagd hebben in de telefoongidsen te worden vermeld, en dit overeenkomstig de technische en financiële voorwaarden die de Koning vastlegt op advies van het Instituut.

Sans coût pour les utilisateurs finals, les opérateurs visés à l'article 87 de la présente loi omettent des listes de données-utilisateurs finales les données-utilisateurs finals des personnes qui ont accepté de figurer dans les annuaires mais ont demandé à ne pas figurer dans les listes utilisées à d'autres fins que la prestation du service de télécommunications auquel elles ont souscrit et à la confection des annuaires.

Sans coût pour les utilisateurs finals, les opérateurs visés à l'article 89, § 1^{er}, de la présente loi omettent des listes de données-utilisateurs finals les données-utilisateurs finals des personnes qui ont demandé de figurer dans les annuaires mais ont demandé à ne pas figurer dans les listes utilisées à d'autres fins que la prestation du service de télécommunication à laquelle elles ont souscrit et à la confection des annuaires. ».

Article 77

L'article 111 de la même loi devient l'article 109terD, qui est inséré dans le chapitre Xbis de la même loi.

Article 78

Un article 109terE, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre Xbis de la même loi :

« Article 109terE — § 1^{er}. Les dispositions de l'article 109terD de la présente loi et les articles 259bis et 314bis du Code Pénal ne sont pas applicables :

1° lorsque la loi permet ou impose l'accomplissement des actes visés;

2° lorsque les actes visés sont accomplis dans le but exclusif de vérifier le bon fonctionnement du réseau et d'assurer la bonne exécution d'un service de télécommunications;

3° lorsque les actes sont posés en vue de permettre l'intervention des services de secours et d'urgence en réponse aux demandes d'aide qui leur sont adressées.

L'information, l'identification et les données obtenues sur base de l'alinéa 1^{er}, 2°, peuvent uniquement être révélées pour ces mêmes raisons. »

Article 79

Un article 109terF, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre Xbis de la même loi :

« Article 109terF. — L'emploi de la cryptographie est libre.

La fourniture au public de services de cryptographie que le Roi détermine est soumise à déclaration préalable auprès de l'Institut. Cette déclaration doit être faite par lettre recommandée au plus tard quatre semaines avant le début des activités. »

CHAPITRE 18. - Sanctions

Article 80

Dans l'intitulé du chapitre XI du titre III de la même loi, le mot « secret » est supprimé.

Article 81

L'article 109quater de la même loi, inséré par la loi du 20 décembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 109quater. — § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de l'article 114, § 2, en cas de manquement aux obligations imposées par le présent titre, l'Institut peut adresser une mise en demeure motivée aux contrevenants.

§ 2. Si l'intéressé continue à négliger la mise en demeure mentionnée au paragraphe précédent, l'Institut peut infliger, après avoir entendu la personne concernée, une amende administrative d'un montant de 10 000 francs au minimum et 100 000 francs au maximum aux personnes physiques qui ne respectent pas les obligations imposées par le présent titre ou une amende administrative de 0,5 % au minimum et de 5 % au maximum du chiffre d'affaires dans le secteur concerné aux personnes morales qui ne respectent pas les obligations imposées par le présent titre.

§ 3. Si l'intéressé ne se conforme toujours pas à la mise en demeure après l'infliction de cette amende, l'Institut peut, après avoir entendu l'intéressé, ordonner à la personne concernée de suspendre les raccordements à l'infrastructure publique de télécommunications. ».

Article 82

A l'article 110 de la même loi, complété par la loi du 20 décembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

A) au § 1^{er}, premier alinéa, les mots « infractions à la présente loi » sont remplacés par les mots « infractions aux titres III et IV de la présente loi »;

De operatoren bedoeld in artikel 87 van deze wet laten kosteloos uit de lijst van eindgebruikergegevens de gegevens van die eindgebruikers weg die aanvaard hebben om opgenomen te worden in de telefoongidsen maar die gevraagd hebben om niet te worden opgenomen in de lijsten die voor andere doeleinden worden gebruikt dan voor de door hen aanvaarde dienstverlening inzake telecommunicatie en voor het vervaardigen van telefoongidsen.

De operatoren bedoeld in artikel 89, § 1, van deze wet laten kosteloos uit de lijst van eindgebruikergegevens de gegevens van die eindgebruikers weg die gevraagd hebben om opgenomen te worden in de telefoongidsen maar die gevraagd hebben om niet te worden opgenomen in de lijsten die voor andere doeleinden worden gebruikt dan voor de door hen aanvaarde dienstverlening inzake telecommunicatie en voor het vervaardigen van telefoongidsen. ».

Artikel 77

Artikel 111 van dezelfde wet wordt artikel 109terD, dat in hoofdstuk Xbis van dezelfde wet wordt ingevoegd.

Artikel 78

Een artikel 109terE, luidend als volgt, wordt in hoofdstuk Xbis van dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 109terE. — § 1. De bepalingen van artikel 109terD van deze wet en van de artikelen 259bis en 314bis van het Strafwetboek zijn niet van toepassing :

1° wanneer de wet het stellen van de bedoelde handelingen toestaat of oplegt;

2° wanneer de bedoelde handelingen worden gesteld met als enig doel de goede werking van het netwerk na te gaan en de goede uitvoering van een telecommunicatiedienst te garanderen;

3° wanneer de handelingen worden gesteld om de interventie van hulp- en nooddiensten mogelijk te maken die antwoorden op aan hen gerichte verzoeken om hulp.

De informatie, de identificatie en de gegevens die verkregen zijn op grond van lid 1, 2°, mogen uitsluitend om dezelfde redenen worden onthuld. »

Artikel 79

Een artikel 109terF, luidend als volgt, wordt in hoofdstuk Xbis van dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 109terF. — Het gebruik van versleuteling is vrij.

De terbeschikkingstelling aan het publiek van versleutelingsdiensten aangewezen door de Koning is onderworpen aan een voorafgaande aangifte aan het Instituut. Deze aangifte moet per aangetekende brief gebeuren uiterlijk vier weken voor de aanvang van de activiteiten. »

HOOFDSTUK 18. - Strafbepalingen

Artikel 80

In het opschrift van hoofdstuk XI van titel III van dezelfde wet wordt het woord « geheimhouding » geschrapt.

Artikel 81

Artikel 109quater van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 december 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 109quater. — § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 114, § 2, kan het Instituut in geval van niet-nakoming van de krachtens deze titel opgelegde verplichtingen een gemotiveerde ingebrekestelling richten aan de overtreders.

§ 2. Indien de betrokkene na de ingebrekestelling vermeld in vorige paragraaf verder in gebreke blijft, kan het Instituut, na de betrokkene gehoord te hebben, een administratieve geldboete ten bedrage van minimaal 10 000 frank en maximaal 100 000 frank ten aanzien van de natuurlijke personen die krachtens deze titel opgelegde verplichtingen niet nakomen, of een administratieve boete van minimaal 0,5 % en maximaal 5 % van het omzetcijfer in de betreffende sector van de rechtspersonen die de krachtens deze titel opgelegde verplichtingen niet nakomen, opleggen.

§ 3. Indien de betrokkene ook na de oplegging van deze boete verder in gebreke blijft, kan het Instituut, na de betrokkene gehoord te hebben, het bevel geven aan de betrokken persoon om de aansluitingen op de openbare telecommunicatie-infrastructuur af te koppelen. ».

Artikel 82

In artikel 110 van dezelfde wet, aangevuld bij de wet van 20 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) In § 1, eerste lid, worden de woorden « overtredingen van deze wet » vervangen door de woorden « overtredingen van titel III en IV van deze wet »;

B) au § 2, 2° et 3°, le mot « confisquer » est remplacé par le mot « saisir »;

C) Au § 2, le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :
« Lorsque ces actes ont le caractère d'une perquisition, ils ne peuvent être posés par les agents visés au § 1^{er} qu'en application des articles 87 à 90 du Code d'instruction criminelle. »;

D) un § 3, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3. Les agents visés au § 1^{er} du présent article et désignés par le ministre sont compétents pour rechercher toute information utile et pour faire toute constatation nécessaire en vue de l'application du présent titre. Dans l'exercice de ces missions de recherche ou de constatation des infractions qui leur sont confiées, ils sont soumis à la surveillance du procureur général.

Ils recueillent tous renseignements, reçoivent toutes dépositions ou tous témoignages écrits ou oraux, se font communiquer quel qu'en soit le détenteur, tous documents ou éléments d'information qu'ils estiment nécessaires à l'accomplissement de leur mission et dont ils peuvent prendre copie, et procèdent sur place aux constatations nécessaires.

Ils peuvent procéder à des perquisitions :

— au domicile des chefs d'entreprises, administrateurs, gérants, directeurs et autres membres du personnel ainsi qu'au domicile et dans les locaux professionnels des personnes physiques ou morales, internes ou externes, chargées de la gestion commerciale, comptable, administrative, fiscale et financière entre 8 et 18 heures, avec l'autorisation préalable d'un juge d'instruction;

— dans les locaux, moyens de transport et autres lieux des entreprises où ils ont des raisons de croire qu'ils trouveront des documents ou des éléments d'information qu'ils estiment nécessaires à l'accomplissement de leur mission et dont ils peuvent prendre copie.

Dans l'accomplissement de leur mission, ils peuvent requérir la force publique. »;

E) un § 4, rédigé comme suit, est inséré :

« § 4. Sans préjudice des lois particulières qui garantissent le secret des déclarations, les administrations publiques sont tenues de prêter leur concours aux agents mandatés de l'Institut dans l'exécution de leur mission. »

Article 83

Les articles suivants de la même loi sont abrogés :

1° l'article 111;

2° l'article 112.

Article 84

L'article 113 de la même loi, remplacé par la loi du 24 décembre 1993, est remplacé par le texte suivant :

« Article 113. — Le Roi arrête, sur avis de l'Institut, les conditions dans lesquelles sont confectionnés, vendus ou distribués les annuaires.

Les personnes souhaitant confectionner, vendre ou distribuer un annuaire sont tenues d'en faire la déclaration auprès de l'Institut.

Cette déclaration doit être faite au plus tard quatre semaines avant le début des activités.

Le Roi arrête, sur proposition de l'Institut, le contenu et la forme de cette déclaration. »

Article 85

A l'article 114 de la même loi, modifié par la loi du 20 décembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

A) dans le § 1^{er}, 1°, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « l'opérateur de réseau de télécommunications concerné »;

B) dans le § 1^{er}, 2°, le mot « BELGACOM » est remplacé par les mots « le fournisseur du réseau public de télécommunications concerné »;

C) le § 2 est remplacé par le texte suivant :

« § 2. Est punie d'une amende de 50 à 50 000 francs, la personne qui enfreint les articles 79bis, 86ter, 86quater, 87, 88, 89, 92, 92bis, 92ter, 94, § 1^{er}, 95, 96, 97, § 1^{er}, 98, § 1^{er}, 99, §§ 2 en 3, 104, 105ter, 105quater, 105quinquies, 105sexies, 105septies, 105octies, §§ 1^{er}, 3, 4 en 5, 105nonies, 106, 107, §§ 1^{er} en 2, 109, § 1^{er}, 109bis, 109ter, §§ 2 en 3, 109terB, 109terC, 109terD, 109terF et 113. »;

D) dans le § 3, alinéa 1^{er}, les mots « de l'infrastructure publique » sont remplacés par les mots « d'un réseau public »;

B) In § 2, 2° et 3°, van de Franse tekst wordt het woord « confisquer » vervangen door het woord « saisir »;

C) In § 2 wordt het laatste lid vervangen door de volgende bepaling :
« Wanneer die daden de kenmerken van een huiszoeking dragen, mogen ze door de in § 1 bedoelde personeelsleden alleen met inachtneming van de artikelen 87 tot 90 van het Wetboek van Strafvordering worden gesteld. »;

D) in het artikel wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De ambtenaren, bedoeld in § 1 van dit artikel, en aangewezen door de minister, zijn bevoegd om alle inlichtingen op te sporen en om alle nuttige vaststellingen te doen met het oog op de toepassing van deze titel. Bij de uitvoering van de hun toevertrouwde opdrachten, zijn zij onderworpen aan het toezicht van de procureur-generaal.

Zij verzamelen alle inlichtingen, nemen alle geschreven of mondelinge verklaringen of getuigenissen af, doen zich alle documenten of inlichtingen, wie ook de houder ervan is, mededelen, die zij nodig achten ter vervulling van hun opdracht en waarvan zij een kopie mogen nemen, en doen ter plaatse de nodige vaststellingen.

Zij mogen een huiszoeking verrichten :

— in de woning van de ondernemingshoofden, bestuurders, zaakvoerders, directeurs, en andere personeelsleden alsook in de woning en in de lokalen die gebruikt worden voor professionele doeleinden van natuurlijke en rechtspersonen, intern of extern, belast met het commercieel, rekenplichtig, administratief, fiscaal en financieel beheer, en zulks van 8 tot 18 uur, en met voorafgaande machtiging door een onderzoeksrechter;

— in de lokalen, vervoermiddelen en andere plaatsen van de ondernemingen waar zij redelijkerwijze vermoeden bescheiden of gegevens te kunnen vinden, welke zij voor het vervullen van hun opdracht nodig achten en waarvan zij kopie mogen nemen.

Bij het volbrengen van hun opdracht kunnen zij een beroep doen op de openbare macht. »;

E) in het artikel wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Onverminderd de bijzondere wetten, die de geheimhouding van de mededelingen waarborgen, moeten de openbare besturen de gemandateerde ambtenaren van het Instituut bij de uitvoering van hun opdracht behulpzaam zijn. »

Artikel 83

De volgende artikelen van dezelfde wet worden opgeheven :

1° artikel 111;

2° artikel 112.

Artikel 84

Artikel 113 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 december 1993, wordt vervangen door de volgende tekst :

« Artikel 113. — De Koning bepaalt, op advies van het Instituut, de voorwaarden waaronder de telefoongidsen worden vervaardigd, verkocht of verspreid.

Personen die een telefoongids wensen te vervaardigen, verkopen of verspreiden zijn verplicht daarvan aangifte te doen bij het Instituut.

Die aangifte moet uiterlijk vier weken voor de aanvang van de activiteit worden ingediend.

De Koning legt op voorstel van het Instituut de inhoud en de vorm van deze aangifte vast. »

Artikel 85

In artikel 114 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in § 1, 1°, wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « de betrokken operator van een openbaar telecommunicatienet »;

B) in § 1, 2°, wordt het woord « BELGACOM » vervangen door de woorden « de betrokken leverancier van een openbaar telecommunicatienet »;

C) § 2 wordt vervangen door de volgende tekst :

« § 2. Met geldboete van 50 tot 50 000 frank wordt gestraft de persoon die de artikelen 79bis, 86ter, 86quater, 87, 88, 89, 92, 92bis, 92ter, 94, § 1, 95, 96, 97, § 1, 98, § 1, 99, §§ 2 en 3, 104, 105ter, 105quater, 105quinquies, 105sexies, 105septies, 105octies, §§ 1, 3, 4 en 5, 105nonies, 106, 107, §§ 1 en 2, 109, § 1, 109bis, 109ter, §§ 2 en 3, 109terB, 109terC, 109terD, 109terF en 113, overtreedt. »;

D) in § 3, eerste lid, worden de woorden « de openbare telecommunicatie-infrastructure » vervangen door de woorden « een openbaar telecommunicatienet »;

E) dans le § 3, alinéa 2, les mots « de l'infrastructure publique de télécommunications ou des directives fournies par BELGACOM » sont remplacés par les mots « d'un réseau public de télécommunications ou des directives fournies par l'opérateur du réseau public de télécommunications concerné »;

F) dans le § 7, alinéa 1^{er}, les mots « sous réserve de l'application de l'article 112, viole des dispositions de l'article 111 » sont remplacés par les mots « sous réserve de l'application de l'article 109terE, viole des dispositions de l'article 109terC »;

G) dans le § 8, 1^o, les mots « de l'infrastructure publique » sont remplacés par les mots « d'un réseau »;

H) dans le § 8, 2^o, les mots « l'infrastructure publique » sont remplacés par les mots « un réseau ou un service ».

Article 86

A l'article 115 de la même loi, les mots « et à l'égard des agents de Belgacom agissant dans l'exercice de leurs fonctions dans le cadre des télécommunications publiques » sont supprimés.

CHAPITRE 19. - Confidentialité des informations récoltées par l'Institut

Article 87

L'article 120 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 120. — § 1^{er}. Les informations communiquées à l'Institut sont confidentielles. L'Institut ne peut déroger à ce principe qu'en vertu d'une décision individuelle motivée. Les informations communiquées à l'Institut ne peuvent être rendues publiques qu'à des fins déterminées, et ce, d'une manière qui n'est pas incompatible avec ces fins. Compte tenu de celles-ci, la publication doit être suffisante et pertinente et rester dans des limites raisonnables. En l'absence d'accord concernant le caractère confidentiel de certaines informations, l'Institut entend la personne concernée avant de rendre éventuellement l'information publique.

§ 2. A l'exception des informations traitées comme confidentielles en vertu du paragraphe 1^{er}, toute information communiquée à l'Institut peut être communiquée à des tiers, soit par l'Institut, soit, sur demande de l'Institut, par l'opérateur dont elle émane. »

CHAPITRE 20. - Mesures visant à permettre la modification de la loi

Article 88

A l'article 122 de la même loi, modifié par les lois du 6 août 1993 et du 20 décembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 1^{er}, les mots « 31 mars 1998 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 1999 »;

2^o au § 3, les mots « l'année qui suit » sont remplacés par les mots « les quinze mois qui suivent ».

Article 89

L'article 126 de la même loi est abrogé.

CHAPITRE 21. - Dispositions postales

Article 90

§ 1^{er}. A l'article 134 de la même loi, complété par la loi du 12 décembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :

A) dans l'alinéa 1^{er}, le mot « proposition » est remplacé par le mot « avis »;

B) dans le même alinéa, le mot « ministre » est remplacé par le mot « Roi »;

C) l'article, dont le texte actuel constitue désormais le § 1^{er}, est complété par un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. La vente à l'état neuf ou en occasion de ces équipements est interdite si l'agrément visé au présent article n'a pas été obtenu, ou que cet agrément a été retiré avant la vente ou encore suspendu.

L'utilisation de ces équipements qui se fait en fraude des droits reconnus à LA POSTE est interdite. »

E) in § 3, tweede lid, worden de woorden « de openbare telecommunicatie-infrastructuur of van de richtlijnen, die met het oog op de beveiliging ervan, door BELGACOM zijn voorgeschreven » vervangen door de woorden « een openbaar telecommunicatienet of van de richtlijnen die met het oog op de beveiliging ervan, door de betrokken operator van het openbaar telecommunicatienet, zijn voorgeschreven »;

F) in § 7 worden de woorden « behoudens toepassing van artikel 112, de bepaling van artikel 111 schendt » vervangen door de woorden « behoudens toepassing van artikel 109terE, de bepaling van artikel 109terC schendt »;

G) in § 8, 1^o, worden de woorden « de openbare telecommunicatie-infrastructuur » vervangen door de woorden « een telecommunicatienet »;

H) in § 8, 2^o, worden de woorden « de openbare telecommunicatie-infrastructuur » vervangen door de woorden « een telecommunicatienet of -dienst ».

Artikel 86

In artikel 115 van dezelfde wet worden de woorden « en van de personeelsleden van Belgacom, handelend in de uitoefening van hun functie in het kader van de openbare telecommunicatie » geschrapt.

HOOFDSTUK 19. - Vertrouwelijkheid van door het Instituut verzamelde informatie

Artikel 87

Artikel 120 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 120. — § 1. De aan het Instituut verstrekte informatie is vertrouwelijk. Het Instituut kan slechts van dit principe afwijken mits een individuele gemotiveerde beslissing. De aan het Instituut verstrekte informatie mag slechts voor duidelijk omschreven doeleinden bekend worden gemaakt op een wijze die niet onverenigbaar is met deze doeleinden. Mede gelet hierop moet die bekendmaking toereikend, terzake dienend en niet overmatig zijn. Bij gebrek aan overeenstemming aangaande het vertrouwelijk karakter van bepaalde informatie, hoort het Instituut de betrokkene alvorens eventueel de informatie openbaar te maken.

§ 2. Met uitzondering van de informatie die krachtens paragraaf 1 vertrouwelijk wordt behandeld, mag alle aan het Instituut meegedeelde informatie aan derden worden meegedeeld, hetzij door het Instituut, hetzij, op verzoek van het Instituut, door de operator waar die inlichtingen vandaan komen. »

HOOFDSTUK 20. - Maatregelen om de wijziging aan de wet mogelijk te maken

Artikel 88

In artikel 122 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 6 augustus 1993 en 20 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 1, worden de woorden « 31 maart 1998 » vervangen door de woorden « 31 december 1999 »;

2^o in § 3, worden de woorden « binnen het jaar na » vervangen door de woorden « binnen vijftien maanden na ».

Artikel 89

Artikel 126 van dezelfde wet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 21. - Bepalingen inzake de post

Artikel 90

§ 1. In artikel 134 van dezelfde wet, aangevuld bij de wet van 12 december 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in het eerste lid wordt het woord « voorstel » vervangen door het woord « advies »;

B) in hetzelfde lid wordt het woord « minister » vervangen door het woord « Koning »;

C) in het artikel, waarvan de tegenwoordige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De verkoop in nieuwe staat of tweedehands van die uitrustingen is verboden indien de in dit artikel bedoelde goedkeuring niet verkregen is of indien die goedkeuring ingetrokken is vóór de verkoop of geschorst is.

Het gebruik van die uitrustingen waardoor de aan DE POST erkende rechten worden geschonden, is verboden. »

Article 91

L'article 136 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le Roi peut conférer la qualité d'officier de police judiciaire aux agents de l'Institut qu'il charge de la constatation des infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci.

Ces agents ont la priorité sur les autres officiers de police judiciaire, à l'exception du procureur du Roi et du juge d'instruction. Leurs procès-verbaux font loi jusqu'à preuve du contraire.

§ 2. Les agents visés au § 1^{er} peuvent, dans l'exercice de leur mission de police judiciaire :

1° accéder aux bâtiments, ateliers et leurs dépendances pendant les heures d'ouverture ou de travail, lorsque ceci est nécessaire à l'exercice de leurs fonctions;

2° faire toutes les constatations utiles, se faire produire et confisquer des documents, pièces, livres et objets nécessaires à l'enquête et à la constatation;

3° confisquer tous documents, pièces, livres et objets dans la mesure nécessaire à la cessation de l'infraction.

Lorsque ces actes ont le caractère d'une perquisition, ils ne peuvent être posés par les agents visés au § 1^{er} qu'en application des articles 87 à 90 du Code d'Instruction criminelle.

§ 3. Les agents visés au § 1^{er} du présent article et désignés par le Ministre sont compétents pour rechercher toute information utile et pour faire toute constatation nécessaire en vue de l'application du présent Titre. Dans l'exercice de ces missions de recherche ou de constatation des infractions qui leur sont confiées, ils sont soumis à la surveillance du procureur général.

Ils recueillent tous renseignements, reçoivent toutes dépositions ou tous témoignages écrits ou oraux, se font communiquer quel qu'en soit le détenteur, tous documents ou éléments d'information qu'ils estiment nécessaires à l'accomplissement de leur mission et dont ils peuvent prendre copie, et procèdent sur place aux constatations nécessaires.

Ils peuvent procéder à des perquisitions :

— au domicile des chefs d'entreprises, administrateurs, gérants, directeurs et autres membres du personnel ainsi qu'au domicile et dans les locaux professionnels des personnes physiques ou morales, internes ou externes, chargées de la gestion commerciale, comptable, administrative, fiscale et financière entre 8 et 18 heures, avec l'autorisation préalable d'un juge d'instruction;

— dans les locaux, moyens de transport et autres lieux des entreprises où ils ont des raisons de croire qu'ils trouveront des documents ou des éléments d'information qu'ils estiment nécessaires à l'accomplissement de leur mission et dont ils peuvent prendre copie.

Dans l'accomplissement de leur mission, ils peuvent requérir la force publique.

§ 4. Sans préjudice des lois particulières qui garantissent le secret des déclarations, les administrations publiques sont tenues de prêter leur concours aux agents mandatés de l'Institut dans l'exécution de leur mission. »

Article 92

Un article 136bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 136bis. — Toute entrave mise à l'exécution de la mission des agents visés à l'article 136 est punie d'une amende de deux cents à dix mille francs et d'un emprisonnement de huit à quatorze jours ou d'une de ces peines seulement. »

Article 93

A l'article 152 de la même loi, les paragraphes 3 et 4 sont abrogés.

Article 94

L'article 26 de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des Postes est remplacé par la disposition suivante :

« Article 26. — Les infractions à l'article 14 de la présente loi ainsi qu'aux articles 134, § 2, et 141 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques sont punies d'un emprisonnement de huit jours à quatorze jours et d'une amende de deux cents francs à dix mille francs ou d'une de ces peines seulement. »

Artikel 91

Artikel 136 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De Koning kan de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toekennen aan de personeelsleden van het Instituut, die Hij belast met het vaststellen van de overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten.

Deze personeelsleden hebben voorrang ten aanzien van andere officieren van gerechtelijke politie, met uitzondering van de procureur des Konings en van de onderzoeksrechter. Hun processen-verbaal zijn rechtsgeldig tot bewijs van het tegendeel.

§ 2. De in § 1 bedoelde personeelsleden kunnen in de uitoefening van hun opdracht van gerechtelijke politie :

1° gebouwen, werkplaatsen en hun aanhorigheden tijdens de openings- of werkuren betreden, wanneer zulks voor de uitoefening van hun opdracht noodzakelijk is;

2° alle dienstige vaststellingen doen, zich documenten, stukken, boeken en voorwerpen die bij de opsporing en vaststelling nodig zijn, doen vertonen en die in beslag nemen;

3° alle documenten, stukken, boeken en voorwerpen in beslag nemen, voor zover dit nodig is om aan de overtreding een einde te maken.

Wanneer deze handelingen de kenmerken van een huiszoeking dragen, mogen ze door de in § 1 bedoelde personeelsleden enkel worden gesteld mits de artikelen 87 tot 90 van het Wetboek van Strafvordering in acht worden genomen.

§ 3. De ambtenaren, bedoeld in § 1 van dit artikel, en aangewezen door de minister, zijn bevoegd om alle inlichtingen op te sporen en om alle nuttige vaststellingen te doen met het oog op de toepassing van deze titel. Bij de uitvoering van de hun toevertrouwde opdrachten, zijn zij onderworpen aan het toezicht van de procureur-generaal.

Zij verzamelen alle inlichtingen, nemen alle geschreven of mondelinge verklaringen of getuigenissen af, doen zich alle documenten of inlichtingen, wie ook de houder ervan is, mededelen, die zij nodig achten ter vervulling van hun opdracht en waarvan zij kopie mogen nemen, en doen ter plaatse de nodige vaststellingen.

Zij mogen een huiszoeking verrichten :

— in de woning van de ondernemingshoofden, bestuurders, zaakvoerders, directeurs, en andere personeelsleden alsook in de woning en in de lokalen die gebruikt worden voor professionele doeleinden van natuurlijke en rechtspersonen, intern of extern, belast met het commercieel, rekenplichtig, administratief, fiscaal en financieel beheer, en zulks van 8 tot 18 uur, en met voorafgaande machtiging door een onderzoeksrechter;

— in de lokalen, vervoermiddelen en andere plaatsen van de ondernemingen waar zij redelijkerwijze vermoeden bescheiden of gegevens te kunnen vinden, welke zij voor het vervullen van hun opdracht nodig achten en waarvan zij kopie mogen nemen.

Bij het volbrengen van hun opdracht kunnen zij een beroep doen op de openbare macht.

§ 4. Onverminderd de bijzondere wetten, die de geheimhouding van de mededelingen waarborgen, moeten de openbare besturen de gemandateerde ambtenaren van het Instituut bij de uitvoering van hun opdracht behulpzaam zijn. »

Artikel 92

Een artikel 136bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 136bis. — Elke belemmering van de uitvoering van de opdracht van de in artikel 136 bedoelde ambtenaren wordt bestraft met een boete van tweehonderd tot tienduizend frank en met een gevangenisstraf van acht tot veertien dagen of met een van die straffen alleen. »

Artikel 93

In artikel 152 van dezelfde wet worden de §§ 3 en 4 opgeheven.

Artikel 94

Artikel 26 van de wet van 26 december 1956 op de Postdienst wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 26. — De overtredingen van artikel 14 van deze wet en van de artikelen 134, § 2, en 141, van de wet 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven worden gestraft met gevangenisstraf van acht tot veertien dagen en met een geldboete van tweehonderd frank tot tienduizend frank of met een van die straffen alleen. »

Article 95

L'article 32 de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des Postes est remplacé par la disposition suivante :

« Article 32. — Les employés des douanes sont autorisés à procéder à des perquisitions sur les messagers et entrepreneurs de transports et sur leur matériel et à saisir les envois faisant l'objet de l'infraction à l'article 141, A, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

En cas d'infraction, il est immédiatement dressé un procès-verbal contenant éventuellement l'énumération des objets saisis ainsi que l'adresse de leur destinataire. Ce procès-verbal est transmis au bureau de destination, avec les objets saisis frappés d'une double taxe d'affranchissement.

Les agents de l'Institut visés à l'article 136 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, de même que tout autre agent qui a qualité d'officier de police judiciaire, ont le droit de requérir l'ouverture des envois présumés contenir des valeurs ou objets prohibés, ou encore des objets soumis à des mesures de prohibition, de restriction ou de contrôle.

La vérification, suivie de saisie, s'il y a lieu, est effectuée d'office. »

CHAPITRE 22. - Dispositions diverses et confirmatives

Article 96

Il est ajouté à l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, modifié par les lois du 7 décembre 1984 et du 21 mars 1991, un 4^e, rédigé comme suit :

« 4^e la fourniture de services de radiodiffusion et de télévision. »

Article 97

L'article 119 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques est remplacé par la disposition suivante :

« Article 119. — Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur avis de l'Institut, suivant la procédure décrite à l'article 122, §§ 2 et 3 de la présente loi, adapter et coordonner les dispositions de la présente loi qui concernent les télécommunications et les dispositions de la loi du 30 juillet 1979 en vue d'en faire un « Code des télécommunications ». »

A cette fin, Il peut uniquement :

1^o modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2^o modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner, en vue de les mettre en concordance avec la nouvelle numérotation;

3^o modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions, sauf dans la mesure nécessaire à la mise en œuvre des directives visées à l'article 122 de la présente loi. ».

Article 98

Les articles 2 et 12 à 16 de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 transposant les obligations en matière de libre concurrence sur les marchés des services de télécommunications découlant des directives en vigueur de la Commission des Communautés européennes sont confirmés avec effet au 10 décembre 1996, date de l'entrée en vigueur de l'arrêté.

CHAPITRE 23. - Dispositions transitoires

Article 99

Les services et réseaux de télécommunications exploités régulièrement au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont autorisés de plein droit pour une période de sept mois après la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Avant l'issue de ce délai, les personnes exploitant ces services ou réseaux doivent avoir fait les déclarations ou demandes d'autorisation individuelle auxquelles elles sont tenues en vertu de la présente loi afin de permettre au ministre, sur proposition de l'Institut, de conformer le cas échéant leurs autorisations à la présente loi.

Artikel 95

Artikel 32 van de wet van 26 december 1956 op de Postdienst wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 32. — Het douanepersoneel is gemachtigd vrachtrijders en vervoerondernemers en dezer materieel te onderzoeken en de zendingen die het voorwerp zijn van de misdrijven bedoeld in artikel 141, A, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven in beslag te nemen.

In geval van overtreding wordt daarvan onmiddellijk een proces-verbaal gemaakt waarin de aangeslagen voorwerpen en het adres van bestemming eventueel vermeld worden. Dat proces-verbaal wordt aan het kantoor van bestemming gezonden, samen met de in beslag genomen voorwerpen die met een dubbel frankeerport bezwaard worden.

De ambtenaren van het Instituut bedoeld in artikel 136 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, alsook alle overige ambtenaren met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie hebben het recht te eisen dat zendingen worden geopend wanneer wordt vermoed dat zij waarden of voorwerpen bevatten die verboden zijn, of voorwerpen die aan verbodsbepalingen, beperkingen of controlemaatregelen onderworpen zijn.

Het onderzoek, desnoods gevolgd door inbeslagname, geschiedt van ambtswege. »

HOOFDSTUK 22. - Diverse en bekrachtigende bepalingen

Artikel 96

In artikel 1, tweede lid, van de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van telegraaf en telefoon, gewijzigd bij de wetten van 7 december 1984 en van 21 maart 1991 wordt een 4^e, luidend als volgt, toegevoegd :

« 4^e het verstrekken van radio-omroep en televisiediensten. »

Artikel 97

Artikel 119 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 119. — De Koning kan, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, op advies van het Instituut, overeenkomstig de procedure beschreven in artikel 122, §§ 2 en 3 van deze wet, de bepalingen van deze wet die betrekking hebben op telecommunicatie en de bepalingen van de wet van 30 juli 1979 aanpassen en coördineren teneinde er een « Telecommunicatiewetboek » van te maken.

Daartoe mag Hij enkel :

1^o de volgorde, nummering en in het algemeen de presentatie wijzigen van de te coördineren bepalingen;

2^o de verwijzingen wijzigen die vervat zouden zijn in de te coördineren bepalingen teneinde die in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3^o de redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen teneinde de overeenstemming ervan te garanderen en de terminologie ervan uniform te maken zonder dat daarbij afbreuk mag worden gedaan aan de beginselen die in die bepalingen ingeschreven zijn, behalve voor zover dat nodig is voor de tenuitvoerlegging van de richtlijnen, bedoeld in artikel 122 van deze wet. ».

Artikel 98

De artikelen 2 en 12 tot 16 van het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 tot omzetting van de verplichtingen die, inzake de vrije mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, voortvloeien uit de van kracht zijnde richtlijnen van de Commissie van de Europese Gemeenschap, worden bekrachtigd met uitwerking op 10 december 1996, de dag waarop het in werking treedt.

HOOFDSTUK 23. - Overgangsbepalingen

Artikel 99

De telecommunicatienetwerken en -diensten die rechtsgeldig geëxploiteerd worden op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, worden van rechtswege toegestaan gedurende een periode van zeven maanden ingaand op de datum van de inwerkingtreding van deze wet. Voor het verstrijken van deze termijn moeten de personen die deze telecommunicatienetwerken of -diensten exploiteren een aangifte of aanvraag voor individuele vergunning doen volgens de bepalingen van deze wet teneinde de minister op voorstel van het Instituut in staat te stellen in voorkomend geval de betreffende vergunningen in overeenstemming te brengen met deze wet.

Article 100

La présente loi produit ses effets au 1^{er} janvier 1998, à l'exception de l'article 88, 2°, qui produit ses effets le 30 novembre 1997.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,
E. DI RUPO

Scéle du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

ANNEXE 1

Arrétant les conditions techniques et financières, de prestation des services offerts au titre du service universel visé à l'article 84, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques

CHAPITRE Ier. - Définitions

Article 1^{er}

Pour l'application de la présente annexe, on entend par :

1° Loi : la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

2° Institut : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, en abrégé IBPT, visé à l'article 71 de la loi;

3° Prestataire du service universel : Belgacom ou tout autre opérateur autorisé à fournir le service universel sur tout le territoire selon l'article 83 de la loi;

4° Service de téléphonie vocale de base : service de téléphonie vocale visé à l'article 84, § 1^{er}, 1°, répondant aux conditions fixées par la présente annexe, soit le service fourni à l'utilisateur final permettant l'émission et la réception en position fixe d'appels vocaux nationaux et internationaux;

5° Réseau téléphonique public fixe de base : réseau public commuté de télécommunications servant à la prestation du service de téléphonie vocale de base;

6° Poste téléphonique payant public : le poste téléphonique, visé à l'article 84, § 1^{er}, 6°, de la loi, qui est mis à la disposition du public et pour l'utilisation duquel les moyens de paiement sont les pièces de monnaie, les cartes de débit et/ou les cartes à prépaiement;

7° Délai de fourniture du raccordement au réseau téléphonique public fixe de base : le délai qui court entre le moment où un contrat valable est conclu entre le prestataire de service universel et l'abonné et le moment où le raccordement au réseau téléphonique public fixe de base est prêt à être mis en service. Ce délai est exprimé en jours ouvrables;

8° Appel de dérangement valable : l'avertissement qu'un service est interrompu ou que la qualité de ce service est diminuée. Cet appel provient d'un utilisateur final. Il s'agit d'un défaut imputable au réseau et qui nécessite une réparation. Les défauts imputables à l'appareillage terminal situé au delà du point de raccordement au réseau ne sont pas compris dans la définition;

9° Une ligne d'accès : un circuit capable de porter une seule liaison vocale reliant l'appareillage de l'abonné au commutateur local;

10° Délai de réparation d'un dérangement : le délai qui court entre le moment où un défaut est signalé au prestataire du service universel et le moment où le service est réparé et fonctionne à nouveau normalement. Pour les postes téléphoniques payants publics le délai court à partir du moment où un défaut est constaté par le prestataire du service universel; la durée de réparation est exprimée en heures;

11° Appel défaillant ou tentative de connexion défaillante : un appel vers, ou une tentative de connexion avec, un numéro formé correctement, pour lequel ni la tonalité d'occupation, ni la tonalité d'appel, ni un signal de réponse ne sont reconnus sur la ligne d'accès de l'appelant, dans les 30 secondes pour les appels nationaux ou à destination d'un

Artikel 100

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998, behalve artikel 88, 2°, dat vanaf 30 november 1997 uitwerking heeft.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 december 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
E. DI RUPO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

BIJLAGE 1

Tot vaststelling van de technische en financiële prestatievoorwaarden betreffende de diensten die worden aangeboden bij wijze van universele dienstverlening bedoeld in artikel 84, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven

HOOFDSTUK I. - Definities

Artikel 1

Voor de toepassing van deze bijlage wordt verstaan onder :

1° Wet : de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

2° Instituut : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, afgekort BIPT, bedoeld in artikel 71 van de wet;

3° Universele dienstverlener : Belgacom of elke andere operator die de toestemming heeft de universele dienst te verlenen op het gehele grondgebied volgens artikel 83 van de wet;

4° Basisdienst inzake spraaktelefonie : de spraaktelefoon dienst, bedoeld in artikel 84, § 1, 1°, die voldoet aan de voorwaarden vastgelegd in deze bijlage, dit is de verstrekking aan eindgebruikers op vaste locaties van een dienst voor uitgaande en binnenkomende nationale en internationale gesprekken;

5° Openbaar vast basistelefoonnet : het openbare geschakelde telecommunicatienet dat voor de levering van de basisdienst inzake spraaktelefonie wordt gebruikt;

6° Openbare betaaltelefoon : een voor het publiek toegankelijk telefoontoestel, bedoeld in artikel 84, § 1, 6°, van de wet voor het gebruik waarvan met bijvoorbeeld munten, debietkaarten en/of vooruitbetaalde telefoonkaarten wordt betaald;

7° Wachtijd bij een aansluiting op het openbare geschakelde telefoonnet : de duur vanaf het moment waarop een geldig contract wordt gesloten tussen de universele dienstverlener en de abonnee tot het moment dat de aansluiting op het openbare geschakelde telefoonnet klaar is voor gebruik. Deze wachtijd wordt uitgedrukt in werkdagen;

8° Een geldige foutmelding : de melding van een onderbroken of in kwaliteit verminderde dienst. Deze melding wordt door een eindgebruiker gemaakt. Het gaat om een fout die toe te schrijven is aan het netwerk en die herstelling vergt. Fouten toe te schrijven aan de eindapparatuur die zich aan de kant van het netwerk aansluitpunt bevindt zijn hierin niet begrepen;

9° Een toegangslijn : een circuit dat in staat is om één spraakverbinding te dragen en dat de apparatuur van de klant verbindt met de lokale schakelaar;

10° De duur voor de herstelling van een storing : de duur vanaf het moment dat een fout werd gemeld aan de universele dienstverlener tot op het moment waarop de dienst hersteld is tot zijn normale werking. Voor openbare betaaltelefoons loopt de duur vanaf het moment dat de fout werd vastgesteld door de universele dienstverlener. De duur voor de herstelling ervan wordt uitgedrukt in uren;

11° Een niet-geslaagde oproep of poging tot verbinding : een oproep naar of poging tot verbinding met een nummer dat correct werd gevormd, waarbij geen bezettoon noch een beltoon noch een antwoordsignaal herkend wordt op de toegangslijn van de oproeper, en dat, binnen de 30 seconden voor nationale oproepen of oproepen naar een

pays membre de l'Union européenne et dans la minute pour les appels vers un pays non membre de l'Union européenne; ce délai court à partir du moment où les coordonnées pour l'établissement de la liaison sont reçues par le réseau;

12° Délai d'établissement d'une liaison : le délai qui court entre le moment où les coordonnées nécessaires à l'établissement de la liaison sont reçues par le réseau et le moment où une tonalité d'occupation ou d'appel ou un signal de réponse est reconnu sur la ligne d'accès de l'appelant. Ce délai est exprimé en secondes;

13° Service avec intervention d'un standardiste : le service constitué d'un appel manuel international avec intervention d'un opérateur humain pour les liaisons où un appel automatique est impossible;

14° Délai de réponse pour les services avec intervention d'un standardiste : le délai qui court entre le moment où le dernier chiffre d'adressage (digit d'adressage) pour les services avec intervention d'un standardiste est envoyé correctement et le moment où le standardiste répond à l'abonné appelant pour fournir le service demandé. Ce délai de réponse est exprimé en secondes.

CHAPITRE 2. - *Les conditions techniques de prestation du service universel*

Article 2

§ 1^{er}. Le service de téléphonie vocale de base doit satisfaire aux exigences de qualité de base fixées aux §§ suivants du présent article pendant la période d'observation fixée au § 10. Les exigences de qualité de base ne se rapportent pas aux communications utilisant d'autres services que le service de téléphonie de base.

§ 2. En ce qui concerne le délai de fourniture pour le raccordement au réseau public commuté, au moins 95 % des contrats de raccordement valables conclus au cours de la période d'observation et pour lesquels l'abonné n'a pas demandé d'être raccordé à un moment qui lui convient, doivent être exécutés dans les cinq jours ouvrables.

Si le délai de fourniture excède les huit jours ouvrables, dès le neuvième jour après l'établissement d'un contrat valable pour lequel l'abonné n'a pas demandé d'être raccordé à un moment qui lui convient, le prestataire du service universel fournit une solution alternative jusqu'au moment où le raccordement au service de base est effectivement mis en place. Cette solution alternative est fournie sans supplément par rapport au prix de la prestation de téléphonie vocale de base à laquelle l'abonné a souscrit. Le prestataire de service universel ne peut pas exiger une deuxième fois des frais de raccordement lorsque le raccordement au réseau public commuté demandé par l'abonné est effectivement réalisé.

Dans au moins 95 % des cas de contrats valables de raccordement, l'abonné doit pouvoir obtenir une date pour la fourniture du raccordement au plus tard le premier jour qui suit l'enregistrement de la demande par le prestataire de service universel.

Pour établir ses statistiques, le prestataire du service universel utilise, pour chaque catégorie, le nombre total de contrats et raccordements valables effectués pendant la période d'observation concernée.

§ 3. Le taux de dérangement par ligne d'accès et le pourcentage de dérangements sur le nombre total de lignes d'accès ne peut excéder 7,5 % par période d'observation.

Le comptage des appels de dérangement est basé sur les appels de dérangement valables provenant des abonnés. Pour un appel concernant plus d'une ligne d'accès entre un abonné et un commutateur local, chacune de ces lignes d'accès sera prise en compte. Le taux de dérangement est mesuré en divisant le nombre d'appels de dérangement valables effectués au cours de la période d'observation par le nombre moyen de lignes d'accès sur le réseau public commuté pendant cette même période d'observation.

§ 4. 90 % des dérangements signalés pendant la période d'observation doivent être levés avant la fin du jour ouvrable qui suit celui où ils ont été communiqués au prestataire du service universel.

Les 10 % restants doivent être levés avant la fin du quatrième jour ouvrable qui suit celui où ils ont été communiqués au prestataire du service universel.

lidstaat van de Europese Unie, en binnen 1 minuut voor oproepen naar een land dat geen lid is van de Europese Unie. De duur loopt vanaf het moment dat de adresinformatie voor het opzetten van de verbinding is ontvangen door het netwerk;

12° De duur om een verbinding tot stand te brengen : de duur vanaf het moment dat de informatie die nodig is om de verbinding op te zetten, ontvangen is door het netwerk tot op het ogenblik dat een bezettoon, een beltoon of een antwoordsignaal wordt herkend op de toegangslijn van de oproeper. Deze duur wordt uitgedrukt in seconden;

13° Een dienst met tussenkomst van een telefonist : de dienst bestaande uit een manuele internationale oproep met tussenkomst van een menselijke operator voor verbindingen waar geen automatische oproep mogelijk is;

14° De antwoordtijd voor diensten met tussenkomst van een telefonist : de duur vanaf het moment dat de laatste adres-digit voor deze diensten met tussenkomst van een telefonist correct is verzonden tot op het moment waarop de telefonist de bellende klant te woord staat om de gevraagde dienst te verlenen. Deze antwoordtijd wordt uitgedrukt in seconden.

HOOFDSTUK 2. - *De technische voorwaarden inzake universele dienstverlening*

Artikel 2

§ 1. De basisdienst inzake spraaktelefonie moet voldoen aan de in volgende §§ van dit artikel vastgelegde basiskwaliteitseisen voor de observatieperiode bepaald in § 10. De basiskwaliteitseisen hebben geen betrekking op communicaties waarbij diensten andere dan de basisdienst inzake spraaktelefonie te pas komen.

§ 2. Wat betreft de wachttijd bij een aansluiting op het openbare geschakelde telefoonnet moet op het einde van de observatieperiode aan minstens 95 % van de geldige contracten tot aansluiting, afgesloten in de loop van de observatieperiode en waarbij de abonnee geen wens heeft geuit om op een bepaald tijdstip dat hem past aangesloten te worden, binnen de vijf werkdagen worden voldaan.

Wanneer de wachttijd langer is dan acht werkdagen, voorziet de universele dienstverlener vanaf de negende dag na de totstandkoming van een geldig contract waarbij de klant geen wens heeft geuit om op een bepaald tijdstip dat hem past aangesloten te worden, in een alternatieve oplossing tot het moment waarop de aansluiting op de basisdienst effectief wordt gerealiseerd. Deze alternatieve oplossing wordt geboden zonder bijkomende kosten bovenop de prijs voor de levering van de basisspraaktelefoonnet waarop de abonnee is geabonneerd. De universele dienstverlener kan wanneer de door de abonnee gevraagde aansluiting op het openbare geschakelde telefoonnet effectief wordt gerealiseerd echter geen tweede maal aansluitingskosten vorderen.

In minstens 95 % van de gevallen van geldig contract tot aansluiting moet de abonnee uiterlijk de dag volgend op de registratie van de aanvraag van de universele dienstverlener een datum voor de levering van de aansluiting kunnen bekomen.

Voor het opstellen van zijn statistieken, gebruikt de universele dienstverlener het voor elke categorie totale aantal van de in de betreffende observatieperiode gemaakte geldige contracten en aansluitingen.

§ 3. Het storingspercentage per toegangslijn en het percentage van storingen op het totale aantal toegangslijnen mag hoogstens 7,5 % per observatieperiode bedragen.

De telling van de foutmeldingen is gebaseerd op de geldige foutmeldingen gemaakt door abonnees. Voor een melding die meer dan één toegangslijn betreft tussen een abonnee en een lokale schakelaar zal elk van die toegangslijnen in rekening worden gebracht. Het percentage van de storingen wordt gemeten door van het aantal geldige foutmeldingen gemaakt in de loop van de observatieperiode te delen door het gemiddelde aantal toegangslijnen op het openbare geschakelde netwerk gedurende diezelfde observatieperiode.

§ 4. Wat betreft de duur voor de herstelling van een storing moet minstens 90 % van de storingen gemeld in de loop van de observatieperiode opgeheven zijn vóór het einde van de werkdag die volgt op de dag waarop de storingen aan de universele dienstverlener zijn gemeld.

De overige 10 % moeten opgeheven zijn vóór het einde van de vierde werkdag die volgt op de dag waarop de storingen aan de universele dienstverlener zijn gemeld.

Ces pourcentages sont calculés sur la base de tous les appels de dérangement valables et toutes les réparations effectuées pendant la période d'observation concernée. Les cas où la réparation dépend d'un accord entre le prestataire de service universel et l'abonné ne sont pas pris en compte.

§ 5. Pour déterminer le taux de dérangement des appels aux niveaux national, interne à l'Union européenne et externe à celle-ci, le prestataire du service universel calcule par période d'observation le pourcentage d'appels défectueux pour chacune des trois catégories, et ce selon la méthode prescrite au présent paragraphe.

En ce qui concerne la méthode de mesure, les statistiques sont définies sur la base d'une des méthodes suivantes :

1° sur la base des données concernant le trafic sortant réel dans un échantillon représentatif de centraux locaux;

2° sur la base d'appels d'essais générés dans un échantillon représentatif de centraux locaux vers un échantillon représentatif de centraux terminaux;

3° sur la base d'une combinaison du 1° et 2°.

Les mesures doivent être planifiées de manière à refléter fidèlement les variations de trafic pendant les différentes heures d'une journée, les jours d'une semaine et les mois d'une année.

Pour les appels nationaux et à destination de l'Union européenne, le nombre d'observations effectuées pendant une période d'observation d'un an doit être tel qu'un taux de précision absolue de 0,1 % ou au moins un taux de précision relative de 10 % avec 95 % de fiabilité est atteint. Pour les appels hors de l'Union européenne, le nombre d'observations effectuées pendant une période d'observation d'un an doit être tel qu'un taux de précision absolue de 0,1 % ou au moins un taux de précision relative de 20 % avec 90 % de fiabilité est atteint. Pour les appels nationaux et internes à l'Union européenne, le nombre d'observations effectuées pendant une période d'observation de trois mois doit être tel qu'un taux de précision absolue de 0,2 % ou au moins un taux de précision relative de 20 % avec 95 % de fiabilité est atteint.

Pour les appels hors de l'Union européenne, le nombre d'observations effectuées pendant une période d'observation de trois mois doit être tel qu'un taux de précision absolue de 0,2 % ou au moins un taux de précision relative de 40 % avec 90 % de fiabilité est atteint. Le prestataire du service universel peut choisir le taux de précision pour lequel le moins d'observations sont requises. Le monitoring des appels peut être effectué pour chaque Ne appel, où N doit être défini comme le rapport entre le nombre total d'appels attendus dans les intervalles de temps pertinents et le nombre total d'observations nécessaires. En générant les appels d'essai, le choix des centraux terminaux doit être opéré en fonction du trafic. Les pourcentages sont basés sur le nombre total d'observations effectuées pendant la période d'observation.

§ 6. Pour déterminer le délai d'établissement d'une liaison aux niveaux national, vers l'Union européenne et hors de l'Union européenne, le prestataire du service universel calcule par période d'observation les valeurs percentiles 95 pour chacune des trois catégories selon la méthode de mesure prescrite au présent paragraphe.

Les statistiques sont définies sur la base d'une des méthodes de mesure suivantes :

1° sur la base des données concernant le trafic sortant réel dans un échantillon représentatif de centraux locaux définis par l'Institut;

2° sur la base d'appels d'essai générés dans un échantillon représentatif de centraux locaux vers un échantillon représentatif de centraux terminaux définis par l'Institut;

3° sur la base d'une combinaison du 1° et 2°.

Les mesures doivent être planifiées de manière à refléter fidèlement les variations de trafic aux différentes heures d'une journée, jours d'une semaine et mois d'une année. Le nombre d'observations doit être au moins égal à 10 000 pour une période d'observation d'un an et à 2 500 pour une période d'observation de trois mois, et ce pour chaque catégorie de destination. Cela vaut aussi bien pour le monitoring que pour l'utilisation d'appels d'essai. Le monitoring des appels peut être effectué pour chaque Ne appel, où N doit être défini comme le rapport entre le nombre total d'appels attendus dans les intervalles de temps pertinents et le nombre total d'observations nécessaires. Ces observations doivent être effectuées par catégorie. Les appels manqués ne sont pas repris dans les statistiques.

Deze percentages worden bepaald op basis van alle geldige foutmeldingen en herstellingen die in de betreffende observatieperiode werden gedaan. De gevallen waarbij de herstelling afhangt van een afspraak tussen de universele dienstverlener en de abonnee worden niet in rekening gebracht.

§ 5. Wat betreft het percentage niet-geslaagde oproepen op nationaal niveau, binnen de Europese Unie en daarbuiten rekent de universele dienstverlener per observatieperiode het percentage niet-geslaagde oproepen voor elk van de drie categorieën afzonderlijk volgens de in deze paragraaf voorgeschreven meetmethode.

Wat betreft de meetmethode worden de statistieken op basis van één van volgende methodes bepaald :

1° op basis van de gegevens aangaande het reële uitgaande verkeer in een representatief staal van lokale centrales;

2° op basis van testoproepen die gegenereerd worden in een representatief staal van lokale centrales naar een representatief staal van eindcentrales;

3° op basis van een combinatie van 1° en 2°.

De metingen moeten zo gepland worden dat zij accuraat de verkeersvariaties weerspiegelen tijdens de verschillende uren van een dag, de dagen van de week en de maanden van een jaar.

Voor nationale oproepen en oproepen naar de Europese Unie moet het aantal observaties gemaakt gedurende een observatieperiode van een jaar zodanig zijn dat een absolute accuraatheid van 0,1 % of ten minste een relatieve accuraatheid van 10 % met 95 % betrouwbaarheid wordt bereikt. Voor oproepen buiten de Europese Unie moet het aantal observaties gemaakt gedurende een observatieperiode van 1 jaar zodanig zijn dat een absolute accuraatheid van 0,1 % of ten minste een relatieve accuraatheid van 20 % met 90 % betrouwbaarheid wordt bereikt. Voor nationale oproepen en oproepen binnen de Europese Unie moet het aantal observaties gemaakt gedurende een observatieperiode van drie maanden zodanig zijn dat een absolute accuraatheid van 0,2 % of ten minste een relatieve accuraatheid van 20 % met 95 % betrouwbaarheid wordt bereikt.

Voor oproepen buiten de Europese Unie moet het aantal observaties gemaakt gedurende een observatieperiode van drie maanden zodanig zijn dat een absolute accuraatheid van 0,2 % of ten minste een relatieve accuraatheid van 40 % met 90 % betrouwbaarheid wordt bereikt. De universele dienstverlener kan opteren voor de accuraatheid waarvoor het laagste aantal observaties nodig zijn. Het monitoren van oproepen kan gedaan worden voor elke Nde oproep, waarbij N moet worden gedefinieerd als de verhouding tussen het totale aantal verwachte oproepen in de relevante tijdsintervallen en het totale aantal nodige observaties. Bij de generatie van testoproepen moet de keuze van de eindcentrales gewogen worden met het verkeer. De percentages moeten gebaseerd worden op het totale aantal observaties gemaakt gedurende de observatieperiode.

§ 6. Wat betreft de duur om een verbinding tot stand te brengen op nationaal niveau, naar de Europese Unie en buiten de Europese Unie berekent de universele dienstverlener per observatieperiode de 95 percentielwaarden voor elk van de drie categorieën afzonderlijk volgens de in deze paragraaf voorgeschreven meetmethode.

Wat de meetmethode betreft worden de statistieken op basis van één van de volgende methodes bepaald :

1° op basis van de gegevens aangaande het reële uitgaande verkeer in een representatief staal van lokale centrales bepaald door het Instituut;

2° op basis van testoproepen die gegenereerd worden in een representatief staal van lokale centrales naar een representatief staal van eindcentrales bepaald door het Instituut;

3° op grond van een combinatie van 1° en 2°.

De metingen moeten zo gepland worden dat zij accuraat de verkeersvariaties weerspiegelen over de uren van een dag, de dagen van de week en de maanden van een jaar. Het aantal observaties moet ten minste gelijk zijn aan 10 000 voor een observatieperiode van één jaar en 2 500 voor een observatieperiode van drie maanden en dit voor iedere bestemmingscategorie. Dit geldt voor zowel monitoring als voor het gebruik van testoproepen. Het monitoren van oproepen kan gedaan worden voor elke Nde oproep, waarbij N moet worden gedefinieerd als de verhouding tussen het totale aantal verwachte oproepen in de relevante tijdsintervallen en het totale aantal nodige observaties. Die observaties moeten per categorie worden verricht. Niet-geslaagde oproepen worden niet opgenomen in de statistieken.

§ 7. Le délai de réponse pour les services avec intervention d'un standardiste ne peut dépasser 20 secondes en moyenne.

Le nombre d'observations permettant la mesure doit être tel que pour le pourcentage annuel, un taux de précision absolue de 0,1 % est atteint avec un taux de fiabilité de 95 %, et tel que pour le pourcentage trimestriel, un taux de précision absolue de 0,2 % est atteint avec un taux de fiabilité de 95 %. Le pourcentage est basé sur toutes les observations effectuées pendant la période d'observation.

§ 8. Le prestataire du service universel veille à ce qu'à partir du 1^{er} janvier 2000, chaque commune fusionnée qui constituait une entité administrative distincte au 31 décembre 1970 soit équipée d'au moins un poste téléphonique payant public. Lorsqu'il n'est prévu qu'un seul poste téléphonique payant public dans une commune fusionnée, le paiement pour son utilisation doit pouvoir s'effectuer tant au moyen de pièces de monnaie qu'au moyen d'une télécarte ou d'une carte de débit. En outre, le prestataire du service universel doit garantir le maintien :

— d'au moins 10 postes téléphoniques payants publics en moyenne par 10 000 habitants dans chaque province;

— d'au moins 14 postes téléphoniques payants publics en moyenne par 10 000 habitants dans le Royaume.

Au moins 96 % des dérangements des postes téléphoniques payants publics doivent être levés dans les 48 heures qui suivent la constatation des dérangements par le prestataire de service universel. Les 4 % restants doivent être levés dans les 72 heures qui suivent la constatation des dérangements par le prestataire de service universel.

Ces pourcentages doivent être calculés sur la base de toutes les constatations et réparations de dérangements faites pendant la période d'observation concernée.

La proportion de postes téléphoniques payants publics en état de fonctionnement, doit atteindre au moins 90 %.

Ce pourcentage est calculé chaque mois. Ensuite, pour le pourcentage trimestriel la moyenne des trois mois concernés est prise et pour le pourcentage annuel la moyenne des douze mois concernés est prise.

§ 9. Le pourcentage des contestations et questions complexes concernant la facturation ne peut excéder 1 % du nombre total des factures envoyées.

Par contestations et questions complexes concernant la facturation, on entend les questions et contestations qui ne peuvent être résolues en une seule conversation téléphonique.

§ 10. Les exigences de qualité de base mentionnées aux §§ précédents du présent article sont valables pour une année calendrier, et ce pour la première fois en 1998.

§ 11. Le prestataire du service universel calcule également les valeurs réalisées effectivement à chaque trimestre selon les méthodes prescrites aux §§ 1^{er} à 9 du présent article. Ces valeurs sont communiquées à l'Institut au plus tard un mois après l'expiration du trimestre en question, selon la forme fixée à l'annexe C de la présente annexe.

§ 12. Pour les §§ 2 et 4 du présent article, le prestataire du service universel doit, en cas de force majeure, indiquer à l'utilisateur intéressé le délai dans lequel sa demande sera probablement satisfaite.

§ 13. Le prestataire du service universel conclut avec les abonnés une convention d'utilisateur qui spécifie le service qu'il fournit. Le prestataire du service universel soumet les conditions de fourniture, qu'il établit, à l'exception des conditions tarifaires, à l'avis du service de médiation et du Comité consultatif pour les télécommunications. Les nouvelles conditions de fourniture n'entrent en vigueur qu'après une période adéquate de préavis aux utilisateurs fixée par l'Institut dans le mois qui suit la notification de la modification.

Sauf cas de force majeure ou d'accord exprès entre la personne et le fournisseur du service universel, celui-ci est tenu d'appliquer ses conditions de fourniture publiées.

Si le prestataire de service universel en réponse à une demande donnée, estime unilatéralement qu'il n'est pas raisonnable de maintenir ses conditions de fourniture telles que publiées, il doit dans ce cas, obtenir l'accord de l'Institut préalablement à leur modification.

§ 7. De antwoordtijd voor diensten met tussenkomst van een telefonist mag gemiddeld maximaal 20 seconden bedragen.

Wat de meetmethode betreft moet het aantal observaties zodanig zijn dat voor het jaarlijkse percentage een absolute accuraatheid bereikt wordt van 0,1 % en dit met een betrouwbaarheid van 95 % en voor het driemaandelijkse percentage een absolute accuraatheid van 0,2 % met een betrouwbaarheid van 95 %. Het percentage is gebaseerd op alle observaties gemaakt gedurende de observatieperiode.

§ 8. De universele dienstverlener ziet erop toe dat vanaf 1 januari 2000 elke gemeente, die op 31 december 1970 als afzonderlijke bestuurlijke entiteit bestond, uitgerust is met ten minste één openbare betaaltelefoon. Wanneer in een deelgemeente slechts één openbare betaaltelefoon is voorzien, dan moet voor het gebruik zowel met munten als met telefoonkaart of debetkaart betaald kunnen worden. Bovendien moet de universele dienstverlener het behoud garanderen van :

— gemiddeld ten minste 10 openbare betaaltelefoons per 10 000 inwoners in elke provincie;

— gemiddeld ten minste 14 openbare betaaltelefoons per 10 000 inwoners in het Koninkrijk.

Wat betreft de duur voor de herstelling van een defect aan openbare betaaltelefoons moet minimaal 96 % van de storingen opgeheven zijn binnen de 48 uren die volgen op het ogenblik waarop de storingen door de universele dienstverlener zijn vastgesteld. De overige 4 % moet opgeheven zijn binnen de 72 uren volgend op het moment waarop de storingen door de universele dienstverlener zijn vastgesteld.

Die percentages moeten berekend worden op basis van alle vaststellingen en herstellingen van storingen die in de betreffende observatieperiode werden gedaan.

Het aandeel van de in staat van werking zijnde openbare betaaltelefoons moet minimaal 90 % bedragen.

Dit percentage wordt maandelijks berekend. Vervolgens wordt voor het driemaandelijkse percentage het gemiddelde bepaald van de percentages van de 3 betreffende maanden en voor het jaarlijkse percentage van de 12 betreffende maanden.

§ 9. Het percentage betwistingen van en complexe vragen over facturatie mag niet meer dan 1 % van het totale aantal verzonden facturen bedragen.

Onder betwistingen van en complexe vragen over facturatie moet worden verstaan die vragen en betwistingen die niet met één telefoongesprek kunnen worden afgehandeld.

§ 10. De in vorige §§ van dit artikel vermelde basiskwaliteitseisen gelden voor een observatieperiode van één kalenderjaar en dit voor de eerste maal in 1998.

§ 11. De universele dienstverlener berekent eveneens de effectief gerealiseerde waarden in elk kwartaal volgens de meetmethodes voorgeschreven in de §§ 1 tot 9 van dit artikel. Deze waarden worden uiterlijk 1 maand na afloop van het betreffende kwartaal aan het Instituut bezorgd in de vorm bepaald in bijlage C bij deze bijlage.

§ 12. Voor de §§ 2 en 4 van dit artikel moet de universele dienstverlener in geval van overmacht aan de betrokken gebruiker de termijn meedelen waarbinnen vermoedelijk aan zijn vraag zal worden voldaan.

§ 13. De universele dienstverlener sluit met de abonnees een gebruikerscontract af waarin de dienst die hij levert gespecificeerd wordt. De universele dienstverlener legt de door hem opgestelde leveringsvoorwaarden, uitgezonderd de tariefvoorwaarden, ter advies voor aan de ombudsdienst en aan het Raadgevend Comité voor de telecommunicatie. De nieuwe leveringsvoorwaarden worden pas van kracht na een door het Instituut vastgestelde gepaste periode van voorafgaande kennisgeving aan de gebruikers in de maand die volgt op de bekendmaking van de wijziging.

Behalve in geval van overmacht of van uitdrukkelijk akkoord tussen de persoon en de universele dienstverlener is deze laatste verplicht de leveringsvoorwaarden toe te passen die hij gepubliceerd heeft.

Indien de universele dienstverlener in antwoord op een specifieke vraag eenzijdig van oordeel is dat het niet redelijk is zijn leveringsvoorwaarden aan te houden zoals die zijn gepubliceerd, dan heeft hij eerst de toestemming van het Instituut nodig om die voorwaarden te wijzigen.

Article 3

Le prestataire du service universel accorde, en matière de levées de dérangements, la priorité aux personnes suivantes :

1° services de secours et de sécurité (gendarmerie, police communale, police judiciaire, pompiers, protection civile, sûreté de l'Etat, service général de renseignements, centre de crise et de coordination du gouvernement fédéral, cellules de sécurité des administrations provinciales);

2° hôpitaux, médecins, pharmaciens et vétérinaires assurant un service de garde;

3° invalides, malades qui nécessitent des soins spéciaux et handicapés mentionnés à l'annexe B, 1.5.

Par réparation, on entend la réparation de la ligne ou la fourniture d'un service de remplacement. En outre, par dérogation à l'article 2 de la présente annexe, le temps de levée d'un dérangement ne peut dépasser 24 heures pour les personnes mentionnées au 1° et 2° du présent paragraphe, y compris le samedi, le dimanche et les jours fériés.

Les exigences spécifiques reprises au 1^{er} alinéa de ce paragraphe sont respectées sans supplément de prix pour les bénéficiaires.

Les modalités de fourniture spécifique appliquées aux personnes et institutions visées à l'alinéa 1^{er} du présent article font également l'objet de l'évaluation et de l'avis de l'Institut visé à l'article 16 de la présente annexe.

Article 4

La publicité des informations relatives au réseau téléphonique public fixe de base et disponible au moment de la confection de l'annuaire est assurée par le prestataire du service universel, qui fournit ces informations à l'Institut. Ces informations consistent en la description des modalités concernant l'accès au réseau téléphonique public fixe de base et son utilisation. Les détails concernant le contenu précis des informations à publier sont repris à l'annexe C de la présente annexe.

Les modifications éventuelles à ces informations sont communiquées à l'Institut au plus tard deux mois avant leur mise en oeuvre effective.

L'Institut publie les références de ces informations et des modifications éventuelles au *Moniteur belge*. L'Institut communique également ces références au Comité consultatif pour les télécommunications. Les informations et les modifications éventuelles sont ensuite distribuées par l'Institut belge pour la Normalisation selon les modalités fixées par celui-ci.

Article 5

La publicité des informations sur le service de téléphonie vocale de base est assurée annuellement par le prestataire du service universel dans les annuaires des abonnés au service de téléphonie. Elles sont en outre communiquées tous les trois mois à l'Institut. Référence à cette publication est faite au *Moniteur belge*. Avant leur publication, les informations sont communiquées au service de médiation des télécommunications et au Comité consultatif pour les télécommunications. Les informations destinées à l'Institut lui sont remises au plus tard un mois après la fin du trimestre en question.

Les informations sur le service de téléphonie vocale de base comportent :

- la description du service;
- les tarifs pratiqués;
- les conditions techniques de prestation du service de téléphonie vocale de base.

Les détails concernant le contenu des informations à publier sont repris à l'annexe C de la présente annexe.

Article 6

La publicité des informations sur les postes téléphoniques payants publics est assurée annuellement par le prestataire du service universel dans les annuaires des abonnés au service de téléphonie et par voie d'affichage sur ou à côté des postes téléphoniques payants publics, dans le champ visuel de ceux-ci. Référence à cette publication est faite au *Moniteur belge*.

Les informations sur les postes téléphoniques payants publics comprennent :

- la description du service;
- les tarifs pratiqués;
- les conditions d'utilisation.

Artikel 3

De universele dienstverlener verleent inzake herstelling van een defect voorrang aan de volgende personen :

1° nood- en veiligheidsdiensten (rijkswacht, gemeentepolitie, gerechtelijke politie, brandweer, civiele bescherming, Staatsveiligheid, de algemene inlichtingendienst, het crisis- en coördinatiecentrum van de Belgische regering, veiligheidseenheden van de provinciebesturen);

2° ziekenhuizen, artsen, apothekers en dierenartsen die een wacht-dienst onderhouden;

3° invaliden, zieken die speciale verzorging nodig hebben en aan de in bijlage B, 1.5. vermelde gehandicapten.

Onder herstelling wordt verstaan het herstellen van de lijn of het opzetten van een vervangende dienst. Bovendien mag in afwijking van artikel 2 van deze bijlage, voor de personen, vermeld in de 1° en 2° van deze paragraaf, de duur voor de herstelling van een defect niet meer bedragen dan 24 uur, ook op zaterdag, zondag en feestdagen.

De specifieke eisen van lid 1 van deze paragraaf worden nageleefd zonder prijstoeslag voor de begunstigden.

De nadere regels inzake specifieke levering die van toepassing zijn op de in lid 1 van dit artikel bedoelde personen en instellingen maken eveneens het voorwerp uit van de evaluatie door en het advies van het Instituut, bedoeld in artikel 16 van deze bijlage.

Artikel 4

Het openbaar maken van informatie met betrekking tot het openbare vaste basistelefoonnet dat beschikbaar is op het moment dat de telefoongids wordt vervaardigd, wordt door de universele dienstverlener gegarandeerd door het indienen van deze informatie bij het Instituut. De informatie bestaat uit de beschrijving van de nadere regels met betrekking tot de toegang tot en het gebruik van het openbare vaste basistelefoonnet. De precieze inhoud van de te publiceren informatie wordt in detail weergegeven in bijlage C bij deze bijlage.

Eventuele wijzigingen in deze informatie worden uiterlijk 2 maanden voor hun effectieve tenuitvoerlegging van deze wijzigingen aan het Instituut meegedeeld.

Het Instituut publiceert de referenties van deze informatie en eventuele wijzigingen in het *Belgisch Staatsblad*. Het Instituut deelt de referenties eveneens mee aan het Raadgevend Comité voor de telecommunicatie. De informatie en eventuele wijzigingen worden naderhand verspreid door het Belgisch Instituut voor Normalisatie volgens de nadere regels, bepaald door deze laatste.

Artikel 5

De universele dienstverlener maakt de informatie over de basisdienst inzake spraaktelefonie bekend door deze jaarlijks te publiceren in de lijsten van de abonnees van de telefoondienst. Bovendien wordt die informatie om de drie maanden aan het Instituut meegedeeld. In het *Belgisch Staatsblad* wordt naar die publicatie verwezen. De informatie wordt vóór de publicatie voorgelegd aan de ombudsdienst inzake telecommunicatie en aan het Raadgevend Comité voor de telecommunicatie. De informatie bestemd voor het Instituut wordt uiterlijk één maand na afloop van het betreffende kwartaal aan het Instituut bezorgd.

De informatie over de basisdienst inzake spraaktelefonie behelst :

- de beschrijving van de dienst;
- de toegepaste tarieven;
- de technische voorwaarden met betrekking tot de verstrekking van de basisdienst inzake spraaktelefonie.

De precieze inhoud van de te publiceren informatie staat beschreven in bijlage C bij deze bijlage.

Artikel 6

Het openbaar maken van de informatie over de openbare betaaltelefoons wordt door de universele dienstverlener gewaarborgd door deze jaarlijks te publiceren in de lijsten van de abonnees van de telefoondienst en door het uithangen van affiches op of naast de openbare betaaltelefoons in het gezichtsveld ervan. In het *Belgisch Staatsblad* wordt naar die publicatie verwezen.

De informatie over de openbare betaaltelefoons behelst :

- de beschrijving van de dienst;
- de toegepaste tarieven;
- de gebruiksvoorwaarden.

Ces informations sont, avant leur publication, communiquées pour information au service de médiation pour les télécommunications et au Comité consultatif pour les télécommunications.

Les détails concernant le contenu des informations à publier sont repris à l'annexe C de la présente annexe.

CHAPITRE 3. - *Conditions financières
de prestation du service universel*

Article 7

§ 1^{er}. Le prestataire du service universel met à la disposition des abonnés un service d'assistance. Le service d'assistance est disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Le service d'assistance enregistre les demandes des abonnés relatives à la levée des dérangements et aux difficultés d'obtenir une communication. Il transmet ces demandes aux services compétents dans les délais les plus brefs. Le service d'assistance visé à l'article 84, § 1^{er}, 3^o est accessible gratuitement.

§ 2. Le service de renseignements fournit oralement à toute personne qui le demande soit le numéro de téléphone d'un autre abonné dont le demandeur connaît l'adresse de raccordement, soit le nom et l'adresse de raccordement sur base du numéro de téléphone. Le service de renseignements ne fournit aucune information relative à un abonné bénéficiant d'un numéro secret.

Article 8

Les services d'urgence suivants sont accessibles gratuitement :

- 1° service médical d'urgence;
- 2° pompiers;
- 3° services de police;
- 4° centre antipoison;
- 5° prévention du suicide;
- 6° centres de téléaccueil;
- 7° services écoute-enfants.

Ces services sont également accessibles directement et gratuitement depuis les postes téléphoniques payants publics.

Article 9

Le prestataire du service universel doit mentionner sur la facture des abonnés les postes suivants avec les sommes dues afférentes à ces différents postes :

- redevance;
- location éventuelle de l'appareil;
- communications zonales;
- communications interzonales;
- communications avec les services mobiles;
- communications internationales, appel par appel, à moins que l'abonné demande par écrit qu'il en soit autrement;
- services infokiosques 077;
- services infokiosques de la série 0900;
- communications avec un correspondant bénéficiant d'un numéro à taxation partagée.

Les appels gratuits, y compris aux services de secours, ne sont pas indiqués sur la facture de l'appelant.

Article 10

§ 1^{er}. Le prestataire du service universel applique un prix qui partout en Belgique ne dépasse pas le prix abordable défini selon les modalités de l'article 11 pour une même prestation du service de téléphonie vocale de base.

Lorsque le prestataire du service universel, en réponse à une demande donnée, estime qu'il est déraisonnable de fournir le raccordement au réseau téléphonique public fixe selon ses conditions de tarifs et de fourniture publiées, il est tenu de demander l'accord de l'Institut pour modifier lesdites conditions dans ce cas.

§ 2. Sans préjudice du § 1^{er}, le prestataire du service universel peut appliquer différents tarifs pour une même prestation. Les différences de tarifs pour une même prestation ne peuvent être basées que sur des critères objectifs, transparents et non discriminatoires.

Ces tarifs différenciés sont publiés avant toute application aux abonnés.

§ 3. Les schémas de tarifs différenciés relatifs au service de téléphonie de base et établis sur base du § 2 du présent article par le prestataire du service universel sont soumis pour avis à l'Institut.

Die informatie wordt vóór de publicatie ter informatie voorgelegd aan de ombudsdienst voor telecommunicatie en aan het Raadgevend Comité voor de telecommunicatie.

De precieze inhoud van de te publiceren informatie staat beschreven in bijlage C bij deze bijlage.

HOOFDSTUK 3. - *Financiële voorwaarden
inzake de universele dienstverlening*

Artikel 7

§ 1. De universele dienstverlener stelt de abonnees een hulpdienst ter beschikking. De hulpdienst is 24 uur op 24 en 7 dagen op 7 bereikbaar. De hulpdienst registreert de aanvragen van de abonnees in verband met de opheffing van storingen en de moeilijkheden om een verbinding te krijgen. Hij stuurt die aanvragen zo spoedig mogelijk door naar de bevoegde dienst. De hulpdienst bedoeld in artikel 84, § 1, 3^o is gratis toegankelijk.

§ 2. De dienst inlichtingen verstrekt mondeling aan alle personen die erom vragen hetzij het telefoonnummer van een andere abonnee waarvan de aanvrager het adres van de aansluiting kent, hetzij de naam en het adres van de aansluiting op basis van het telefoonnummer. De dienst inlichtingen geeft geen inlichtingen over abonnees die een geheim nummer hebben.

Artikel 8

De volgende nooddiensten zijn gratis toegankelijk :

- 1° medische spoeddienst;
- 2° brandweer;
- 3° politiediensten;
- 4° antigifcentrum;
- 5° zelfmoordpreventie;
- 6° teleonthaal;
- 7° kindertelefoondiensten.

Die diensten zijn tevens rechtstreeks en kosteloos bereikbaar vanuit openbare betaaltelefoons.

Artikel 9

De universele dienstverlener moet op de factuur van de abonnee de volgende rubrieken vermelden, samen met de verschuldigde bedragen voor die verschillende rubrieken :

- abonnement;
- eventuele huur van het toestel;
- zonale gesprekken;
- interzonale gesprekken;
- gesprekken met mobiele diensten;
- internationale gesprekken, oproep per oproep, tenzij de abonnee schriftelijk om het tegenovergestelde verzoekt;
- 077-infokioskdiensten;
- 0900-infokioskdiensten;
- gesprekken met een correspondent die een nummer met gedeelde taxatie heeft.

De kosteloze oproepen, inclusief de oproepen aan de hulpdiensten, worden niet vermeld op de factuur van de oproeper.

Artikel 10

§ 1. De universele dienstverlener past een prijs toe die overal in België de betaalbare prijs, bepaald volgens de nadere regels van artikel 11, voor eenzelfde dienstverlening van de basisdienst inzake spraaktelefonie, niet overschrijdt.

Wanneer de universele dienstverlener een bepaald verzoek tot aansluiting op het openbare vaste telefoonnet tegen de door haar bekendgemaakte tarieven en leveringsvoorwaarden onredelijk acht, moet hij het Instituut om instemming verzoeken teneinde de voorwaarden in dat geval te wijzigen.

§ 2. Onverminderd § 1, mag de universele dienstverlener verschillende tarieven toepassen voor eenzelfde verrichting. De tariefverschillen voor eenzelfde verrichting mogen enkel gebaseerd zijn op objectieve, transparante en niet-discriminerende criteria.

Die gedifferentieerde tarieven worden gepubliceerd vóór toepassing op de abonnees.

§ 3. De schema's van de gedifferentieerde tarieven die op grond van § 2 van dit artikel door de universele dienstverlener zijn opgesteld met betrekking tot de basisdienst inzake spraaktelefonie worden voor advies aan het Instituut voorgelegd.

§ 4. Le service minimum visé à l'article 84, § 1^{er}, 5° de la loi est accordé à l'abonné en retard de paiement, sans interruption de la ligne, après l'envoi d'un avis de rappel, par la voie postale ordinaire, resté sans effet pendant un délai de dix jours ouvrables à compter de sa date d'envoi. Il est maintenu gratuitement pendant une période minimale de nonante jours ouvrables et ne peut être accordé qu'à des personnes physiques qui ne peuvent l'utiliser qu'à des fins domestiques privées.

Pendant cette période de nonante jours, le prestataire du service universel propose à l'abonné un plan d'apurement raisonnable.

Les conditions générales du prestataire du service universel précisent les modalités selon lesquelles il peut suspendre le raccordement en cas de refus du plan d'apurement par l'abonné, de non respect de ce plan ou de non respect d'un plan d'apurement mis en œuvre dans le cadre d'une législation spécifique. Ces modalités sont soumises à l'avis motivé du service de médiation pour les télécommunications et à l'avis du Comité consultatif pour les télécommunications.

Le prestataire du service universel est tenu au respect du caractère confidentiel des renseignements fournis à l'occasion de la demande de plan d'apurement.

En cas de recours au règlement collectif de dettes mis en œuvre par une législation spécifique, le service minimum est maintenu gratuitement pendant toute la durée de la procédure.

§ 5. Les conditions tarifaires établies par le prestataire du service universel, sont communiquées pour information au service de médiation pour les télécommunications et au Comité consultatif pour les télécommunications.

Article 11

Le prestataire du service universel applique à tous les utilisateurs résidentiels finals un tarif abordable qui correspond au tarif des prestations du service de téléphonie vocale de base en application le 31 décembre 1997, indexé au jour de l'entrée en vigueur de la présente annexe conformément à la règle suivante :

$T_n < [(In-1/Io)-a].To$

où

T_n = tarifs de l'ensemble des prestations du service de téléphonie vocale de base au terme de la n ème année civile suivant le 31 décembre 1997;

To = tarifs de l'ensemble des prestations du service de téléphonie vocale de base au terme de l'année civile 1997;

a = facteur de correction valant :

— en 1998 : 0,01;

— en 1999 : 0,02;

— en 2000 et les années suivantes : 0,03.

Le Roi peut modifier, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur avis de l'Institut, la valeur du facteur de correction pour les années ultérieures à l'an 2000.

$In-1$ = indice des prix à la consommation au 31 décembre précédant le début de la n ème année civile suivant le 31 décembre 1997;

Io = indice des prix à la consommation au 31 décembre de l'année civile 1997.

Les prestations témoins et leur pondération sont les suivantes à l'entrée en vigueur de la loi :

— frais de raccordement et de transfert : 2,31 %;

— redevances d'abonnement de base : 42,85 %;

— trafic au départ des postes d'abonnés : 52,05 %;

— trafic au départ des postes téléphoniques payants publics : 2,79 %.

Les modalités concrètes de calcul de ces tarifs sont fixées à l'annexe A.

Article 12

Les bénéficiaires des tarifs prévus à l'article 84, § 1^{er}, 8° de la loi, et ces tarifs, sont détaillés à l'annexe B, points 1, 2, 3 et 4.

Les bénéficiaires des tarifs prévus à l'article 86ter, § 2 de la loi, et ces tarifs sont détaillés à l'annexe 3, article 2.

§ 4. De minimumdienst, bedoeld in artikel 84, § 1, 5° van de wet, wordt verleend aan abonnees met achterstal zonder onderbreking van de lijn, na het opsturen van een herinnering via gewone post en waarop niet is gereageerd tijdens een periode van tien werkdagen, te rekenen vanaf de datum van verzending. De dienst wordt gratis in stand gehouden gedurende een minimumperiode van 90 werkdagen en mag enkel worden verleend aan natuurlijke personen die er enkel voor privé-doeleinden gebruik van kunnen maken.

Tijdens die periode van 90 dagen stelt de universele dienstverlener aan de abonnee een redelijk aanzuiveringsplan voor.

De algemene voorwaarden van de universele dienstverlener preciseren de voorwaarden waaronder hij de aansluiting mag schorsen in geval van weigering van het aanzuiveringsplan door de abonnee, indien het plan niet wordt nageleefd of indien een aanzuiveringsplan niet wordt nageleefd dat in het kader van een specifieke wetgeving is toegepast. Die voorwaarden worden voor met redenen omkleed advies voorgelegd aan de ombudsdienst voor telecommunicatie en voor advies aan het Raadgevend Comité voor de telecommunicatie.

De universele dienstverlener is verplicht het vertrouwelijke karakter te eerbiedigen van de inlichtingen die worden verstrekt bij de aanvraag van een afbetalingsplan.

In geval van beroep op de collectieve schuldafflossing ingesteld door een specifieke wetgeving, wordt de minimumdienst behouden gedurende de gehele procedure.

§ 5. De tariefvoorwaarden die door de universele dienstverlener zijn opgesteld worden ter informatie voorgelegd aan de ombudsdienst voor telecommunicatie en aan het Raadgevend Comité voor de telecommunicatie.

Artikel 11

De universele dienstverlener past op alle residentiële eindgebruikers een betaalbaar tarief toe dat overeenkomt met het tarief voor de prestaties met betrekking tot de basisdienst inzake spraaktelefonie dat op 31 december 1997 van toepassing is, geïndexeerd op de dag waarop deze bijlage in werking treedt, in overeenstemming met de volgende regel :

$T_n < [(In-1/Io)-a].To$

waarin

T_n = tarieven van alle prestaties met betrekking tot de basisdienst inzake spraaktelefonie op het einde van het n de kalenderjaar volgend op 31 december 1997;

To = tarieven van alle prestaties met betrekking tot de basisdienst inzake spraaktelefonie op het einde van het kalenderjaar 1997;

a = correctiefactor met de waarde :

— voor 1998 : 0,01;

— voor 1999 : 0,02;

— voor 2000 en de volgende jaren : 0,03.

De Koning kan bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op advies van het Instituut, de waarde van de correctiefactor wijzigen voor de jaren die na 2000 komen.

$In-1$ = indexcijfer van de consumptieprijzen op 31 december voorafgaand aan het begin van het n de kalenderjaar volgend op 31 december 1997;

Io = indexcijfer van de consumptieprijzen op 31 december van het kalenderjaar 1997.

De modelprestaties en de weging ervan zijn als volgt bij de inwerkingtreding van de wet :

— aansluitings- en verhuizingskosten : 2,31 %;

— basisabonnementsgeld : 42,85 %;

— verkeer uitgaand van abonnees : 52,05 %;

— verkeer uitgaand van openbare betaaltelefoons : 2,79 %.

De praktische regels inzake berekening van die tarieven zijn in bijlage A vastgelegd.

Artikel 12

De begunstigden van de tarieven bepaald in artikel 84, § 1, 8° van de wet, alsook deze tarieven worden in bijlage B, punten 1, 2, 3 en 4 gedetailleerd.

De begunstigden van de tarieven bepaald in artikel 86ter, § 2 van de wet, alsook deze tarieven, worden in bijlage 3, artikel 2 gedetailleerd.

Article 13

Le prestataire du service universel assure un tarif réduit pour les communications sur le territoire de l'Union européenne aux heures creuses, y compris, les communications de nuit, de week-end et de jours fériés. Les heures creuses représentent au moins douze heures par jour.

En ce qui concerne les communications nationales, un week-end débute le vendredi au début de la période où commence le tarif de nuit et se termine le lundi au moment où tarif de jour redevient applicable.

Pour les communications internationales, à destination des Etats membres de l'Union européenne, un week-end débute le samedi au début de la période où commence le tarif de nuit et se termine le lundi au moment où le tarif de jour redevient applicable.

Article 14

Les tarifs pratiqués pour les prestations au départ de postes téléphoniques payants publics répondent aux conditions prévues aux articles 10, 11 et 13 de la présente annexe.

Article 15

Le prestataire du service universel assure l'accès gratuit et direct aux services visés à l'article 8 de la présente annexe au départ des postes téléphoniques payants publics.

CHAPITRE 4. - *Dispositions diverses et sanctions*

Article 16

L'Institut est chargé du contrôle des obligations de service universel en fonction des exigences qui sont imposées par la présente annexe.

Afin de tenir compte du caractère évolutif du contenu du service universel dans le contexte de la société de l'information, l'Institut fait rapport au ministre, chaque année pour le 31 décembre au plus tard sur les autres services qui devraient être prestés au titre du service universel ainsi que leurs modalités de prestation.

Article 17

En cas d'exécution défectueuse par le prestataire du service universel des obligations prévues à la présente annexe, constatée sur base des contrôles effectués en vertu de l'article 16, le ministre pourra, à la fin de chaque année civile, imposer au prestataire du service universel, pour chaque type de manquement, le paiement d'une indemnité ne pouvant excéder au total 1 % du chiffre d'affaires réalisé en matière de service universel.

Article 18

L'arrêté royal du 28 octobre 1996 portant la liste des services prestés au titre du service universel des télécommunications est abrogé au jour de l'entrée en vigueur de cette annexe.

ANNEXE A. - Calcul de l'indice des tarifs du service de téléphonie vocale de base en application de l'article 11

L'indice des tarifs du service de téléphonie vocale de base est destiné à mesurer l'évolution dans le temps des tarifs des prestations témoins représentant l'ensemble des prestations du service de téléphonie vocale de base du prestataire de service universel.

Les prestations témoins considérées sont les suivantes :

1. Frais de raccordement et de transfert : frais maxima payés pour le raccordement ou le transfert d'une ligne d'abonné le cas échéant pondérés en fonction du choix d'éventuels plans tarifaires observés sur une période de deux mois sur un échantillon représentatif d'abonnés non assujettis à la TVA choisi de manière aléatoire parmi les abonnés à un central numérique à raison de 2 pour 1 000. Si les frais de raccordement sont différents des frais de transfert, il est tenu compte d'un prix moyen pondéré comme suit :

- raccordement : 71,85 %;
- transfert : 28,15 %.

2. Redevance d'abonnement de base : redevance d'abonnement en vigueur dans la zone géographique la plus coûteuse éventuellement pondérée en fonction du choix d'éventuels plans tarifaires offerts sur l'ensemble du territoire observés sur une période de deux mois sur un

Artikel 13

De universele dienstverlener garandeert een verminderd tarief voor de gesprekskosten op het grondgebied van de Europese Unie tijdens de daluren, met inbegrip van de gesprekskosten 's nachts, in het weekend en op feestdagen. De daluren vertegenwoordigen ten minste twaalf uren per dag.

Wat betreft het nationale telefoonverkeer, begint een weekend op vrijdag op het begin van de periode waarop het nachttarief aanvangt en eindigt het op maandag op het moment dat het dagtarief opnieuw geldt.

Wat betreft het internationale telefoonverkeer met bestemming Lid-Staten van de Europese Gemeenschap, begint een weekend op zaterdag op het begin van de periode waarop het nachttarief aanvangt en eindigt het op maandag op het moment dat het dagtarief opnieuw geldt.

Artikel 14

De tarieven die gelden voor prestaties uitgaand van openbare betaaltelefoons beantwoorden aan de voorwaarden van de artikelen 10, 11 en 13 van deze bijlage.

Artikel 15

De universele dienstverlener staat in voor de kosteloze en rechtstreekse toegang tot de in artikel 8 van deze bijlage bedoelde diensten vanuit openbare betaaltelefoons.

HOOFDSTUK 4. - *Diverse bepalingen en sancties*

Artikel 16

Het Instituut zorgt voor de controle op de naleving van de verplichtingen van de universele dienstverlener op grond van de eisen die hem opgelegd worden in deze bijlage.

Teneinde rekening te houden met het evolutieve karakter van de inhoud van de universele dienstverlening in het kader van de informatiemaatschappij, brengt het Instituut jaarlijks uiterlijk op 31 december verslag uit aan de minister over de andere diensten die bij wijze van universele dienstverlening zouden moeten worden verstrekt alsook over de nadere regels inzake de verstrekking ervan.

Artikel 17

In geval van een gebrekkige uitvoering door de universele dienstverlener van de in deze bijlage vastgelegde verplichtingen, vastgesteld op grond van de controles verricht krachtens artikel 16, zal de minister op het einde van elk kalenderjaar de universele dienstverlener voor elke soort van tekortkoming de betaling opleggen van een schadevergoeding die niet meer mag bedragen dan in totaal 1 % van de omzet die inzake universele dienstverlening is behaald.

Artikel 18

Het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 houdende de lijst van de diensten die worden gepresteerd bij wijze van universele dienstverlening inzake telecommunicatie wordt opgeheven de dag waarop deze bijlage in werking treedt.

BIJLAGE A. - Berekening van het indexcijfer van de tarieven van de basisdienst inzake spraaktelefonie krachtens artikel 11

Het indexcijfer van de tarieven van de basisdienst inzake spraaktelefonie is bestemd om de evolutie in de loop van de tijd te meten van de tarieven van de modelverrichtingen die het geheel van de prestaties van de basisdienst inzake spraaktelefonie van de universele dienstverlener vertegenwoordigen.

De in aanmerking genomen modelverrichtingen zijn de volgende :

1. Aansluitings- en verhuizingskosten : maximumkosten die worden betaald voor de aansluiting of verhuizing van een abonneelijn, in voorkomend geval gewogen op grond van de keuze van eventuele tariefplannen die geobserveerd zijn over een periode van twee maanden op een representatief staal van abonnees die niet onderworpen zijn aan de BTW en dat toevallig gekozen is onder de abonnees van een digitale centrale naar rato van 2 op 1 000. Indien de aansluitingskosten van de verhuizingskosten verschillen, wordt rekening gehouden met een gemiddelde prijs die als volgt is afgewogen :

- aansluiting : 71,85 %;
- verhuizing : 28,15 %.

2. Basisabonnementsgeld : abonnementsgeld dat van toepassing is in de duurste geografische zone, eventueel gewogen op grond van de keuze van eventuele tariefplannen die over het gehele grondgebied aangeboden worden en geobserveerd zijn over een periode van twee

échantillon représentatif d'abonnés non assujettis à la TVA choisi de manière aléatoire parmi les abonnés à un central numérique à raison de 2 pour 1 000.

3. Trafic au départ des postes d'abonnés : tarifs en vigueur dans la zone géographique la plus coûteuse pondérés sur la base des différents types de communications déterminés par l'Institut observés pendant une période de deux mois sur un échantillon représentatif d'abonnés non assujettis à la TVA choisi de manière aléatoire parmi les abonnés reliés à un central numérique à raison de 2 pour 1 000. Lors de la détermination des tarifs en vigueur, il est tenu compte d'éventuels plans tarifaires offerts sur l'ensemble du territoire observés sur une période de deux mois sur un échantillon représentatif d'abonnés non assujettis à la TVA choisi de manière aléatoire parmi les abonnés à un central numérique à raison de 2 pour 1 000.

4. Le cas échéant, il est supposé que chaque catégorie d'abonnés adopte le plan tarifaire qui lui est le plus avantageux, c'est-à-dire celui qui minimise le montant de sa facture compte tenu de son profil de consommation.

5. La pondération entre frais de raccordement et de transfert, redevances d'abonnement de base, trafic au départ des postes d'abonnés et trafic au départ des postes téléphoniques payants publics est adaptée lorsque l'Institut le juge nécessaire.

ANNEXE B. - Tarifs accordés par le prestataire du service universel pour raison sociale ou humanitaire

Le prestataire du service universel applique, au moins, les réductions de tarifs détaillées ci-après :

1. Tarif téléphonique social

1.1. Le tarif téléphonique social est fixé comme suit :

1° l'indemnité pour mise à disposition de la ligne et la redevance d'abonnement sont égales à 50 % du tarif normal;

2° coût des communications : tarif normal : la gratuité est cependant accordée pour les communications nationales jusqu'à concurrence de 50 unités de taxe par période de deux mois;

3° en ce qui concerne les personnes visées au point 1.3, 3°, le tarif téléphonique social consiste en la mise à disposition de 50 unités de taxe gratuites par période de deux mois selon les modalités fixées par l'Institut.

1.2. Le tarif téléphonique social n'est valable qu'en régime d'abonnement ordinaire pour un raccordement normal. Le détenteur ne peut disposer que d'un seul raccordement téléphonique.

1.3. Le bénéfice du tarif téléphonique social peut être accordé à sa demande, à toute personne :

1° soit âgée de 65 ans accomplis :

— habitant seule;

— cohabitant avec une ou plusieurs personnes âgées de 60 ans accomplis sans préjudice du 1.4.

Peuvent également cohabiter avec le bénéficiaire, ses enfants et petits-enfants qui n'ont pas atteint l'âge de fin de scolarité obligatoire. Les petits-enfants doivent en outre être orphelins de père et de mère ou avoir été confiés aux grands-parents par décision judiciaire.

La limite d'âge fixée à l'égard des enfants et petits-enfants ne s'applique pas aux descendants qui sont atteints à 66 % au moins d'insuffisances ou de diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections.

Le revenu brut du bénéficiaire, cumulé avec le revenu brut des personnes qui cohabitent éventuellement avec lui en application du 1^{er} ci-avant, ne peut dépasser les montants fixés conformément à l'article 1^{er}, § 1^{er} de l'arrêté royal du 1^{er} avril 1981 fixant le montant annuel des revenus visés à l'article 37, §§ 1^{er}, 2 et 4, et portant exécution de l'article 49, § 5, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

2° soit atteinte d'un handicap d'au moins 66 % et âgée de 18 ans accomplis :

— habitant seule;

— cohabitant soit avec deux personnes au maximum, soit avec des parents ou alliés du premier ou du deuxième degré.

Le revenu brut du bénéficiaire, cumulé avec le revenu brut des personnes qui cohabitent éventuellement avec lui en application du 2^o ci-avant, ne peut dépasser les montants fixés conformément à l'article 1^{er}, § 1^{er} de l'arrêté royal du 1^{er} avril 1981 fixant le montant annuel des

maanden op een representatief staal van abonnees die niet onderworpen zijn aan de BTW en dat toevallig gekozen is onder de abonnees van een digitale centrale naar rato van 2 op 1 000.

3. Verkeer uitgaand van toestellen van abonnees : geldende tarieven afgewogen op basis van de verschillende soorten van telefoonverbinding, bepaald door het Instituut en waargenomen gedurende een periode van twee maanden, door een representatief monster van niet aan BTW onderworpen abonnees die toevallig gekozen zijn onder de abonnees die op een digitale centrale aangesloten zijn naar rato van 2 op 1 000. Bij de bepaling van de geldende tarieven wordt rekening gehouden met eventuele tariefplannen die over het gehele grondgebied aangeboden worden en geobserveerd zijn over een periode van twee maanden op een representatief staal van abonnees die niet onderworpen zijn aan de BTW en dat toevallig gekozen is onder de abonnees van een digitale centrale naar rato van 2 op 1 000.

4. In voorkomend geval, wordt ervan uitgegaan dat elke categorie van abonnees het tariefplan neemt dat voor haar qua prijs het gunstigst is, namelijk het plan dat het bedrag van haar factuur minimaliseert rekening houdend met zijn verbruiksprofiel.

5. De weging van aansluitings- en verhuizingskosten, basisabonnementsgeld, verkeer uitgaand van toestellen van abonnees en verkeer uitgaand van openbare betaaltelefoons wordt aangepast wanneer het Instituut dat nuttig acht.

BIJLAGE B. - Tarieven verleend door de universele dienstverlener om sociale of humanitaire redenen

De universele dienstverlener past ten minste de tariefverminderingen toe die hierna worden gedetailleerd :

1. Sociaal telefoontarief

1.1. Het sociaal telefoontarief wordt vastgesteld als volgt :

1° vergoeding voor beschikbaarstelling van de lijn en het abonnementsgeld zijn gelijk aan 50 % van het normale tarief;

2° gesprekskosten : normaal tarief : de kosteloosheid wordt nochtans toegekend voor de binnenlandse gesprekken ten belope van ten hoogste 50 tariefeenheden per tijdvak van twee maanden;

3° voor de personen bepaald in punt 1.3, 3° bestaat het sociaal telefoontarief uit de kostenloze terbeschikkingstelling van 50 tariefeenheden per tijdvak van twee maanden. Deze tariefeenheden worden toegekend volgens de nadere regels bepaald door het Instituut.

1.2. Het sociaal telefoontarief geldt uitsluitend onder het stelsel van het gewone abonnement voor een normale aansluiting. De houder ervan mag slechts over één telefoonaansluiting beschikken.

1.3. Het voordeel van het sociaal telefoontarief kan op zijn verzoek worden genoten door iedere persoon die :

1° hetzij de volle de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt en

— alleen woont;

— samenwoont met één of meer personen die ten volle 60 jaar oud zijn, onverminderd 1.4.

Mogen eveneens met de begunstigde samenwonen, zijn kinderen en kleinkinderen die de leeftijd van het einde van de leerplicht niet hebben bereikt. De kleinkinderen moeten bovendien wees zijn die beide ouders hebben verloren of bij gerechtelijke beslissing aan de grootouders zijn toevertrouwd.

De ten aanzien van zijn kinderen en kleinkinderen gestelde leeftijds-grens geldt niet voor descendentes die voor minstens 66 % getroffen zijn door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen.

Het bruto-inkomen van de begunstigde, gecumuleerd met het bruto-inkomen van de personen die bij toepassing van 1° hiervoor eventueel met hem samenwonen, mag de bedragen niet te boven gaan die worden vastgesteld overeenkomstig artikel 1, § 1 van het koninklijk besluit van 1 april 1981 ter bepaling van het jaarbedrag van de inkomsten welke bedoeld zijn in artikel 37, §§ 1, 2 en 4 en houdende uitvoering van artikel 49, § 5, derde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering inzake ziekenzorg en schadeloosstelling, gecoördineerd op 14 juli 1994;

2° hetzij ten minste 66 % gehandicapt is en volle 18 jaar oud is en :

— alleen woont;

— samenwoont, hetzij met ten hoogste twee personen, hetzij met bloed- of aanverwanten van de eerste of de tweede graad.

Het bruto-inkomen van de begunstigde, gecumuleerd met het bruto-inkomen van de personen die bij toepassing van 2° hiervoor eventueel met hem samenwonen, mag de bedragen niet te boven gaan die worden vastgesteld overeenkomstig artikel 1, § 1 van het koninklijk

revenus visés à l'article 37, §§ 1^{er}, 2 et 4, et portant exécution de l'article 49, § 5, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

3° soit qui fait personnellement l'objet de l'une des décisions suivantes :

a) décision d'octroi du minimum de moyens d'existence, en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

b) décision de guidance éducative de nature financière prise par un conseil d'aide sociale, en vertu de la loi du 8 juillet 1976, organisant des centres publics d'aide sociale.

1.4. Habiter dans un hôtel, une maison de repos ou sous une autre forme de vie communautaire n'ouvre aucun droit au bénéfice du tarif téléphonique social sauf si le bénéficiaire dispose d'un abonnement en son nom propre et à son usage exclusif.

1.5. Est considérée comme atteinte d'un handicap d'au moins 66 % la personne :

1° qui a été déclarée par une décision administrative ou judiciaire être handicapée physiquement ou psychiquement ou en incapacité de travail de façon permanente pour au moins 66 %;

2° pour laquelle, après la période d'incapacité primaire prévue à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, une réduction de la capacité de gain à un taux égal ou inférieur à un tiers est constatée, comme prévu à l'article 100 de la même loi;

3° pour laquelle, dans le cadre de l'allocation de remplacement de revenus, une réduction de la capacité de gain à un tiers ou moins, comme prévu à l'article 2 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, a été constatée;

4° pour laquelle une réduction du degré d'autonomie d'au moins 9 points a été constatée conformément aux guide et échelle médico-sociale applicables dans le cadre de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés.

1.6. La demande du bénéfice du tarif téléphonique social doit être introduite auprès du prestataire du service universel. L'Institut détermine les pièces qui doivent établir la preuve qu'il est satisfait aux conditions d'octroi du tarif téléphonique social.

1.7. Les personnes déjà reliées au téléphone qui remplissent les conditions fixées bénéficient du tarif téléphonique social à l'expiration de la première échéance de leur abonnement qui suit l'introduction de la demande.

1.8. Le bénéficiaire du tarif téléphonique social est tenu :

1° de donner immédiatement connaissance au prestataire du service universel du fait qu'il ne satisfait plus à une des conditions fixées pour bénéficier du tarif en question;

2° de compléter immédiatement les débours auxquels il aurait échappé en bénéficiant indûment du tarif téléphonique social à la suite notamment d'une déclaration incomplète ou fautive à propos des conditions fixées.

1.9. Le bénéfice du tarif téléphonique social est retiré à la première échéance de l'abonnement qui suit la date à laquelle il n'est plus satisfait aux conditions fixées.

2. Tarif téléphonique spécial en faveur de certains déficients auditifs et de personnes ayant subi une laryngectomie.

2.1. Le tarif téléphonique spécial en faveur des déficients auditifs visés au point 2.4 et de personnes ayant subi une laryngectomie consiste en une réduction de 50 % sur les redevances des communications téléphoniques zonales et interzonales au-dessus de 1 500 francs par période de deux mois.

2.2. Le tarif téléphonique spécial dont question au point 2.1 ci-dessus n'est valable qu'en régime d'abonnement ordinaire pour un raccordement normal. L'installation du demandeur doit être équipée d'un poste téléphonique pour sourd agréé. Si ledit poste n'est pas fourni par le prestataire du service universel une preuve d'achat doit être présentée.

besluit van 1 april 1981 ter bepaling van het jaarbedrag van de inkomsten welke bedoeld zijn in artikel 37, §§ 1, 2 en 4 en houdende uitvoering van artikel 49, § 5, derde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering inzake ziekenzorg en schadeloosstelling, gecoördineerd op 14 juli 1994;

3° hetzij persoonlijk het voorwerp is van één van de volgende beslissingen :

a) beslissing om een bestaansminimum toe te kennen, krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;

b) beslissing tot een educatieve begeleiding van financiële aard, genomen door een raad voor maatschappelijk welzijn krachtens de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

1.4. Wonen in een hotel, een rusthuis of een andere vorm van gemeenschapsleven opent geen recht op het voordeel van het sociaal telefoontarief, behalve indien de begunstigde over een abonnement beschikt op zijn eigen naam dat uitsluitend door hem kan worden gebruikt.

1.5. Als voor minstens 66 % gehandicapt, wordt beschouwd de persoon :

1° die bij administratieve of gerechtelijke beslissing minstens 66 % blijvend fysisch of psychisch gehandicapt of arbeidsongeschikt is verklaard;

2° in wiens hoofde na de periode van primaire ongeschiktheid bepaald in artikel 87 van de wet betreffende de verplichte verzekering inzake ziekenzorg en schadeloosstelling, gecoördineerd op 14 juli 1994, een vermindering van het verdienvermogen tot een derde of minder wordt vastgesteld, zoals bepaald in artikel 100 van diezelfde wet;

3° in wiens hoofde in het kader van de inkomensvervangende tegemoetkoming een vermindering van het verdienvermogen tot een derde of minder, zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, werd vastgesteld;

4° in wiens hoofde een vermindering van de graad van zelfredzaamheid van minstens 9 punten werd vastgesteld overeenkomstig de handleiding en de medisch-sociale schaal van toepassing in het kader van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten.

1.6. Het verzoek om het voordeel van het sociaal telefoontarief te genieten moet bij de universele dienstverlener worden ingediend. Het Instituut bepaalt de stukken die moeten bewijzen dat aan de voorwaarden voor het verlenen van het sociaal telefoontarief is voldaan.

1.7. De reeds op het telefoonnet aangesloten personen die aan de gestelde voorwaarden voldoen, genieten het voordeel van het sociaal telefoontarief na het verstrijken van de eerste vervaldag van hun abonnement die volgt op het indienen van hun verzoek.

1.8. De begunstigde van het sociaal telefoontarief moet :

1° de universele dienstverlener dadelijk kennis geven van het feit dat hij niet verder voldoet aan een van de gestelde voorwaarden om het voordeel van dat tarief te genieten;

2° onmiddellijk de bedragen bijpassen die hij door het ten onrechte genieten van het sociaal telefoontarief heeft ontdoken ten gevolge van onder andere een onvolledige of valse verklaring omtrent die voorwaarden.

1.9. Het genot van het sociaal telefoontarief zal worden ingetrokken vanaf de eerste vervaldag van het abonnement die volgt op de datum waarop niet meer wordt voldaan aan de gestelde voorwaarden.

2. Speciaal telefoontarief ten voordele van sommige gehoorgestoorde en personen bij wie een laryngectomie werd uitgevoerd.

2.1. Het speciaal telefoontarief ten gunste van sommige gehoorgestoorde en personen bij wie een laryngectomie werd uitgevoerd bestaat in een vermindering van 50 % op de zonale en interzonale gesprekkosten boven de 1 500 frank per tijdvak van twee maanden.

2.2. Het speciaal telefoontarief waarvan sprake in punt 2.1 hiervoor geldt enkel onder het stelsel van het gewoon abonnement voor een normale aansluiting. De installatie van de aanvrager moet uitgerust zijn met een voor doven goedgekeurd telefoontoestel. Indien voornoemd toestel niet door de universele dienstverlener werd geleverd, moet een aankoopbewijs worden voorgelegd.

2.3. La réduction n'est octroyée que pour un seul raccordement par bénéficiaire.

2.4. Le bénéfice du tarif téléphonique spécial dont question au point 1 ci-avant peut être accordé, à sa demande, à toute personne titulaire d'un raccordement au réseau téléphonique ayant :

1° soit une perte auditive minimale de 70 dB pour la meilleure oreille selon la classification du Bureau International d'Audiophonologie (BIAP);

2° soit subi une laryngectomie.

Les parents ou grands-parents, titulaires d'un raccordement téléphonique, peuvent bénéficier du tarif en question si leur enfant ou petit-enfant, qui habite chez eux, répond à l'une des conditions de handicap susmentionnées.

2.5. Le handicap qui ouvre le droit au tarif téléphonique spécial susdit doit être attesté par une décision administrative ou judiciaire.

2.6. La demande du bénéfice du tarif téléphonique spécial dont question au point 2.1. ci-avant doit être introduite auprès du prestataire du service universel. L'Institut détermine les pièces qui doivent établir la preuve qu'il est satisfait aux conditions d'octroi du tarif téléphonique spécial.

2.7. Les personnes déjà reliées au téléphone qui remplissent les conditions fixées bénéficient du tarif téléphonique spécial précité à l'expiration de la première échéance de leur abonnement qui suit l'introduction de la demande.

2.8. Le bénéficiaire du tarif téléphonique spécial en question est tenu :

1° de donner immédiatement connaissance au prestataire du service universel du fait qu'il ne satisfait plus à une des conditions fixées pour bénéficier du tarif en question;

2° de compléter immédiatement les débours auxquels il aurait échappé en bénéficiant indûment dudit tarif à la suite notamment d'une déclaration incomplète ou fautive à propos des conditions fixées.

2.9. Le bénéfice du tarif téléphonique spécial susdit est retiré à la première échéance de l'abonnement qui suit la date à laquelle il n'est plus satisfait aux conditions fixées.

3. Tarif téléphonique spécial en faveur des aveugles militaires de la guerre.

Une réduction de 50 % est accordée sur la redevance d'abonnement au service de téléphonie vocale de base.

4. Tarif téléphonique spécial en faveur des journaux quotidiens politiques et d'information générale, de certains hebdomadaires d'information et de l'agence Belga.

Une réduction de 50 % est accordée sur la redevance d'abonnement au service de téléphonie vocale de base et sur les redevances des communications téléphoniques en service intérieur pour les raccordements installés au siège de la rédaction et au domicile des journalistes professionnels qui sont attachés à leur service et qui n'exercent aucune autre profession. Par hebdomadaire d'information, il faut entendre un hebdomadaire rédigé sur le même papier et au même format qu'un journal, à l'exception des revues et illustrés, affiliés à la Fédération nationale des journaux hebdomadaires d'information.

ANNEXE C. - Informations à publier par le prestataire du service universel

Le prestataire du service universel publie les informations suivantes :

1. Nom et adresse de son siège principal.

2. Concernant le réseau téléphonique public fixe de base :

2.1. la description des interfaces des points de raccordement utilisés, y compris, le cas échéant, la référence aux normes ou aux recommandations nationales et/ou internationales pour les réseaux analogues et/ou numériques :

- l'interface pour un raccordement simple;
- l'interface pour un raccordement multiple;
- l'interface pour la sélection directe (DDI);
- autres interfaces utilisés;

2.2. les modifications aux caractéristiques spécifiques de réseau qui affectent le bon fonctionnement des équipements terminaux agréés.

2.3. De korting wordt slechts toegekend voor één aansluiting per begunstigde.

2.4. Het voordeel van het speciaal telefoontarief waarvan sprake in punt 1 hiervoor, kan op zijn verzoek worden genoten door iedere persoon, houder van een aansluiting op het telefoonnet die :

1° hetzij minstens een gehoorverlies heeft van 70 dB voor het beste oor volgens de classificatie van het Internationaal Bureau voor Audiophonologie (IBAP);

2° hetzij een laryngectomie heeft ondergaan.

De ouders of grootouders, houder van een telefoonaansluiting, kunnen het bewuste tarief genieten indien hun kind of kleinkind dat bij hen inwoont, voldoet aan één van de bovengemelde voorwaarden inzake de handicap.

2.5. De handicap die recht geeft op voornoemd speciaal telefoontarief moet blijken uit een administratieve of gerechtelijke beslissing.

2.6. Het verzoek om het voordeel van het sociaal telefoontarief waarvan sprake in bovenvermeld punt 2.1 te genieten moet bij de universele dienstverlener worden ingediend. Het Instituut bepaalt de stukken die moeten bewijzen dat aan de voorwaarden voor het verlenen van het sociaal telefoontarief is voldaan.

2.7. De reeds op het telefoonnet aangesloten personen die aan de gestelde voorwaarden voldoen, genieten het voordeel van voornoemd speciaal telefoontarief na het verstrijken van de eerste vervaldag van hun abonnement die volgt op het indienen van hun verzoek.

2.8. De begunstigde van bewust speciaal telefoontarief moet :

1° de universele dienstverlener dadelijk kennis geven van het feit dat hij niet verder voldoet aan een van de gestelde voorwaarden om het voordeel van dat tarief te genieten;

2° onmiddellijk de bedragen bijpassen die hij door het ten onrechte genieten van het gezegde speciaal telefoontarief heeft ontdoken ten gevolge van onder andere een onvolledige of valse verklaring omtrent die voorwaarden.

2.9. Het genot van het genoemd speciaal telefoontarief wordt ingetrokken vanaf de eerste vervaldag van het abonnement die volgt op de datum waarop niet meer aan de gestelde voorwaarden wordt voldaan.

3. Speciaal telefoontarief ten voordele van de militaire oorlogsblinden.

Een vermindering van 50 % wordt toegestaan op het abonnementsgeld voor de basisdienst inzake spraaktelefonie.

4. Speciaal telefoontarief ten gunste van politieke dagbladen, van dagbladen van algemene informatie, van sommige informatieweekbladen en van het agentschap Belga.

Een vermindering van 50 % wordt toegestaan op het abonnementsgeld voor de basisdienst inzake spraaktelefonie en op de telefoongesprekskosten in binnenlandse dienst voor de aansluitingen geïnstalleerd op de zetel van de redactie en in de woning van beroepsjournalisten die aan hun dienst zijn gehecht en geen enkel ander beroep uitoefenen. Onder informatieweekblad dient te worden verstaan een weekblad dat op hetzelfde papier en hetzelfde formaat is opgesteld als een dagblad, uitgezonderd de tijdschriften en geïllustreerde bladen aangesloten bij de Nationale Federatie der Informatie Weekbladen.

BIJLAGE C. - Te publiceren inlichtingen door de universele dienstverlener

De universele dienstverlener publiceert de volgende informatie :

1. Naam en adres van zijn hoofdzetel.

2. Met betrekking tot het vaste openbare basistefoonnet :

2.1. de beschrijving van de interfaces van de gebruikte aansluitpunten, met inbegrip van, indien van toepassing, de verwijzingen naar de nationale en/of internationale normen of aanbevelingen voor analoge en/of digitale netwerken :

- interface voor enkelvoudige aansluiting;
- interface voor meervoudige aansluiting;
- interface voor direct inkiezen (DDI);
- overige gebruikte interfaces;

2.2. de wijzigingen op de specifieke karakteristieken van het netwerk die invloed hebben op de goede werking van de goedgekeurde eindapparatuur.

3. Concernant le service de téléphonie vocale de base :

3.1. la description du service de téléphonie vocale de base offert, y compris les services de secours, le service de renseignements et les autres services à accès gratuits, à savoir :

— les modalités de fourniture des raccordements, y compris la procédure de commande et les conditions de raccordement des équipements terminaux (exigences relatives aux équipements terminaux, y compris, le cas échéant, les conditions relatives au câblage des locaux de l'abonné et à l'installation du point de raccordement);

— les modalités de fourniture normales et spécifiques, du service de levée des dérangements et types de services de maintenance offerts;

— les modalités de fourniture des services de secours;

— les modalités de fourniture du service de renseignements;

— les modalités de fourniture des services avec intervention d'un standardiste;

— les modalités de facturation, y compris la facturation intermédiaire et la facturation détaillée;

— la procédure en cas de non paiement de facture;

3.2. les tarifs, à savoir :

— les tarifs, y compris les tarifs différenciés;

— les accès gratuits;

— les tarifs spéciaux;

— les tarifs des conditions de prestations techniques;

3.3. le délai de fourniture du raccordement initial, à savoir :

— le pourcentage exprimant la part des contrats de raccordement valables au cours de la période d'observation pendant laquelle l'abonné n'a pas demandé d'être raccordé à un moment qui lui convient, auxquels il a été satisfait dans les cinq jours;

— le pourcentage exprimant la part des contrats de raccordement valables au cours de la période d'observation pendant laquelle l'abonné n'a pas demandé d'être raccordé à un moment précis, auxquels il a été satisfait dans les huit jours;

— le pourcentage exprimant la part des contrats de raccordement valables au cours de la période d'observation, auxquels il a été satisfait au jour convenu par l'opérateur et le demandeur;

— les valeurs percentiles 95 pour le délai de fourniture d'un raccordement au réseau public commuté dans les cas où l'abonné n'a pas demandé d'être raccordé à un moment qui lui convient;

— pourcentage des dérangements par ligne par an;

3.4. Pourcentage de dérangement par ligne d'accès, à savoir :

— le pourcentage indiquant le nombre moyen de dérangements par ligne d'accès et par période d'observation;

3.5. le délai de réparation d'un dérangement, à savoir :

— le pourcentage des dérangements levés avant la fin du jour ouvrable qui suit le jour où ils ont été signalés;

— le pourcentage des dérangements levés avant la fin du quatrième jour de travail;

3.6. le pourcentage d'appels manqués, à savoir, les pourcentages pour le trafic national, vers l'Union européenne et hors de l'Union européenne, ainsi que la méthode de mesure utilisée et la précision;

3.7. le délai d'établissement d'une liaison, à savoir, les valeurs percentiles 95 pour le délai d'établissement d'une liaison pour le trafic national, vers l'Union européenne et hors de l'Union européenne, ainsi que la méthode de mesure utilisée et la précision;

3.8. le délai de réponse maximum pour les services avec intervention d'un standardiste, à savoir, le délai de réponse moyen pour les services avec intervention d'un standardiste, avec la mention de la précision;

3.9. le délai de réparation d'un dérangement des téléphones payants publics, à savoir, le pourcentage indiquant la part des perturbations levées dans les 48 heures après leur constatation par le prestataire du service universel;

3.10. la part des postes téléphoniques payants publics en état de fonctionnement, à savoir, le pourcentage indiquant la part moyenne des postes téléphoniques payants publics en état de fonctionnement;

3.11. les contestations et questions complexes concernant la facturation, à savoir, le pourcentage indiquant la part des contestations et questions complexes concernant la facturation par rapport à la totalité des factures envoyées.

3. Met betrekking tot de basisdienst inzake spraaktelefonie :

3.1. de beschrijving van de verstrekte basisdienst inzake spraaktelefonie, met inbegrip van de hulpdienst, de dienst inlichtingen en de overige diensten met gratis toegang, namelijk :

— de leveringsvoorwaarden inzake aansluitingen, met inbegrip van de procedure inzake bestelling en de voorwaarden voor de aansluiting van eindtoestellen (eisen met betrekking tot eindapparatuur, eventueel met inbegrip van voorwaarden met betrekking tot de bekabeling van lokalen van de klant en de plaatsing van het aansluitpunt);

— normale en specifieke voorwaarden van de dienst voor het opheffen van storingen en soorten geboden onderhoudsdiensten;

— leveringsvoorwaarden inzake hulpdiensten;

— leveringsvoorwaarden inzake de dienst inlichtingen;

— leveringsvoorwaarden inzake diensten met tussenkomst van een telefonist;

— modaliteiten inzake facturatie, met inbegrip van tussentijdse facturatie en gedetailleerde facturatie;

— procedure in geval van niet-betaling van de factuur;

3.2. de tarieven, namelijk :

— tarieven, met inbegrip van de gedifferentieerde tarieven;

— gratis toegang;

— speciale tarieven;

— de technische tarieven voor prestatievoorwaarden;

3.3. wachttijd voor initiële aansluiting, namelijk :

— het percentage dat het aandeel uitdrukt van de geldige contracten tot aansluiting, afgesloten in de loop van de observatieperiode en waarbij de klant geen wens heeft geuit om op een bepaald tijdstip dat hem past te worden aangesloten, waaraan binnen de vijf dagen werd voldaan;

— het percentage dat het aandeel uitdrukt van de geldige contracten tot aansluiting afgesloten in de loop van de observatieperiode en waarbij de klant geen wens heeft geuit om op een bepaald tijdstip te worden aangesloten, waaraan binnen de 8 dagen werd voldaan;

— het percentage dat het aandeel uitdrukt van de geldige contracten tot aansluiting afgesloten in de loop van de observatieperiode waaraan werd voldaan op de dag die door de operator en de aanvrager werd overeengekomen;

— de 95 percentielwaarden voor de wachttijd bij een aansluiting op het openbare geschakelde telefoonnet in die gevallen waar de klant geen wens heeft geuit om op een bepaald tijdstip dat hem past te worden aangesloten;

— storingspercentage per toegangslijn per jaar;

3.4. storingspercentage per toegangslijn, namelijk :

— het percentage dat het gemiddeld aantal fouten per toegangslijn per observatieperiode weergeeft;

3.5. duur voor de herstelling van een storing, namelijk :

— het percentage van storingen die vóór het einde van de werkdag volgend op de dag van de melding werden opgeheven;

— het percentage van storingen die vóór het einde van de vierde werkdag werden opgeheven;

3.6. het percentage niet geslaagde oproepen, namelijk de percentages voor nationaal verkeer, verkeer naar de Europese Unie en buiten de Europese Unie, alsook de gebruikte meetmethode en accuraatheid;

3.7. de duur om een verbinding tot stand te brengen, namelijk de 95 percentielwaarden voor de duur om een verbinding tot stand te brengen voor nationaal verkeer, verkeer naar de Europese Unie en buiten de Europese Unie, alsook de gebruikte meetmethode en accuraatheid;

3.8. de maximale antwoordtijd voor diensten met tussenkomst van een telefonist, namelijk de gemiddelde antwoordtijd voor diensten met tussenkomst van een telefonist met de vermelding van de accuraatheid;

3.9. de duur van de herstelling van een defect aan openbare betaaltelefoons, namelijk het percentage dat het aandeel van de storingen die binnen de 48 uur na vaststelling door de universele dienstverlener werden opgeheven, uitdrukt;

3.10. het aandeel van de in staat van werking zijn de openbare betaaltelefoons, namelijk het percentage dat het gemiddeld aandeel van de in staat van werking zijnde openbare betaaltelefoons uitdrukt;

3.11. de betwistingen van en complexe vragen over facturatie, namelijk het percentage dat het aandeel van betwistingen van en complexe vragen over de facturatie op het totaal aantal verzonden facturen uitdrukt.

4. Concernant les postes téléphoniques payants publics :
- la description du service;
 - les tarifs, y compris les tarifs différenciés et les accès gratuits;
 - les conditions techniques d'utilisation :
 - les modes de paiement possibles;
 - les modalités de fourniture du service de levée des dérangements.

5. Concernant les indemnités, la politique éventuelle d'indemnisation et/ou de remboursement;

Les informations à publier mentionnent explicitement, outre les points ci-dessous, quelles sont les exigences de qualité de base imposées à l'article 2 de la présente annexe, quelle méthode a été utilisée et quelle est la précision des statistiques.

Les informations sont publiées de la manière déterminée par le Roi, sur avis de l'Institut, conformément à l'article 105septies de la loi.

ANNEXE 2. - Concernant la méthodologie de calcul du coût du service universel et les modalités de contribution au fonds pour le service universel des télécommunications et d'intervention du fonds

CHAPITRE 1^{er}. - Dispositions générales

Article 1^{er}

Pour l'application de la présente annexe, on entend par :

1° Loi : la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

2° Réseau public de télécommunications : un réseau de télécommunications utilisé en tout ou en partie pour la fourniture de services de télécommunications accessibles au public;

3° Service de téléphonie vocale : service mis à la disposition du public pour l'exploitation commerciale du transport direct de la voix en temps réel via le réseau public commuté et permettant à tout utilisateur d'utiliser l'équipement connecté à un point de terminaison du réseau pour communiquer avec un autre utilisateur d'équipement connecté à un autre point de terminaison;

4° Service universel géographique de base : le service au sens de l'article 84, § 1^{er}, 1° de la loi;

5° Tarifs sociaux et spéciaux : les tarifs prévus à l'article 84, § 1^{er}, 8° de la loi;

6° Service de renseignements : le service prévu à l'article 84, § 1^{er}, 4° de la loi;

7° Annuaire universel : l'annuaire blanc universel visé à l'article 84, § 1^{er}, 7° de la loi;

8° Poste téléphonique payant public : le poste téléphonique qui est mis à la disposition du public et pour l'utilisation duquel les moyens de paiement sont les pièces de monnaie, les cartes de débit et/ou les cartes à prépaiement visé à l'article 84, § 1^{er}, 6° de la loi;

9° Fonds : le fonds pour le service universel tel que prévu à l'article 86, § 1^{er} de la loi;

10° Institut : l'Institut Belge des services Postaux et des Télécommunications, en abrégé l'IBPT, visé à l'article 71 de la loi;

11° Prestataire du service universel : Belgacom ou tout opérateur autorisé à fournir le service universel sur tout le territoire selon l'article 83 de la loi.

Article 2

La méthodologie de calcul du coût du service universel et les modalités de contribution au fonds de service universel et d'intervention du fonds s'appliquent dans des conditions identiques à tout prestataire du service universel.

Article 3

Le fonds est géré et représenté par le fonctionnaire dirigeant de l'Institut, assisté par les fonctionnaires de l'Institut qu'il désigne.

Les comptes annuels et le rapport annuel du fonds et le rapport de gestion du fonds sont publiés en même temps que ceux de l'Institut.

4. Met betrekking tot openbare betaaltelefoons :
- de beschrijving van de dienst;
 - de tarieven, met inbegrip van de gedifferentieerde tarieven en gratis toegang;
 - de technische gebruiksvoorwaarden :
 - mogelijke betalingswijzen;
 - leveringsvoorwaarden van de dienst voor de opheffing van storingen.

5. Met betrekking tot de schadevergoedingen, het eventuele beleid inzake schadeloosstelling en/of terugbetaling.

De te publiceren inlichtingen vermelden, naast onderstaande punten, eveneens expliciet welke de opgelegde basiskwaliteitsvereisten uit het artikel 2 van deze bijlage zijn, welke de gebruikte meetmethode was en welke de accuraatheid van de statistieken is.

De inlichtingen worden gepubliceerd op de wijze die door de Koning wordt vastgesteld op advies van het Instituut, overeenkomstig artikel 105septies van de wet.

BIJLAGE 2. - Betreffende de methodologie voor de berekening van de kosten van de universele dienstverlening en de nadere regels voor de bijdrage in het Fonds voor de universele dienstverlening inzake Telecommunicatie en voor de tegemoetkoming vanwege het Fonds

HOOFDSTUK 1. - Algemene bepalingen

Artikel 1

Voor de toepassing van deze bijlage wordt verstaan onder :

1° Wet : de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

2° Openbaar telecommunicatienet : een telecommunicatienet dat geheel of gedeeltelijk wordt gebruikt voor de verstrekking van voor het publiek toegankelijke telecommunicatiediensten;

3° Spraaktelefoondienst : de aan het publiek beschikbaar gestelde dienst voor de commerciële exploitatie van het rechtstreekse transport van spraak in real-time via het openbaar geschakeld net en die aan elke gebruiker de mogelijkheid biedt om gebruik te maken van de op een netwerkaansluitpunt aangesloten apparatuur om te communiceren met een andere gebruiker van op een ander aansluitpunt aangesloten apparatuur;

4° Geografische universele basisdienst : de dienst in de zin van artikel 84, § 1, 1° van de wet;

5° Sociale en speciale tarieven : de tarieven waarvan sprake in artikel 84, § 1, 8° van de wet;

6° Dienst inlichtingen : de dienst waarvan sprake in artikel 84, § 1, 4° van de wet;

7° Universele telefoongids : de universele witte telefoongids, bedoeld in artikel 84, § 1, 7° van de wet;

8° Openbare betaaltelefoon : een voor het publiek toegankelijk telefoontoestel, voor het gebruik waarvan met bijvoorbeeld munten, debietkaarten en/of vooruitbetaalde telefoonkaarten wordt betaald, dat bedoeld is in artikel 84, § 1, 6° van de wet;

9° Fonds : het fonds voor de universele dienstverlening, zoals bepaald in artikel 86, § 1 van de wet.

10° Instituut : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, afgekort BIPT, bedoeld in artikel 71 van de wet;

11° Universele dienstverlener : Belgacom en elke operator die gemachtigd is de universele dienst te verlenen op het gehele grondgebied volgens artikel 83 van de wet.

Artikel 2

De methodologie voor de berekening van de kosten van de universele dienstverlening en de nadere regels voor de bijdrage in het fonds voor de universele dienstverlening zijn onder gelijke voorwaarden van toepassing op alle universele dienstverleners.

Artikel 3

Het fonds wordt beheerd en vertegenwoordigd door de leidinggevende ambtenaar van het Instituut, bijgestaan door de door hem aangewezen ambtenaren.

De jaarrekening en het jaarverslag van het fonds en het verslag over het beheer van het fonds worden samen met die van het Instituut gepubliceerd.

CHAPITRE 2. - *La méthodologie de calcul
du coût du service universel*

Article 4

§ 1^{er}. Le coût du service universel mis à charge des contributeurs mentionnés à l'article 86, § 2 de la loi est calculé par le prestataire du service universel sur la base de la somme des éléments suivants :

- 1° coût net du service universel géographique de base;
- 2° coût net résultant des tarifs sociaux et spéciaux, en ce compris le service visé à l'article 86, § 1^{er}, 5° de la loi;
- 3° coût net du service de renseignements;
- 4° coût net résultant de l'exploitation des postes téléphoniques payants publics;
- 5° coût net de l'annuaire blanc.

A ces coûts sont ajoutés les frais de gestion du fonds supportés par l'Institut tels que calculé par celui-ci pour la partie correspondante au financement des activités reprises à l'article 84, § 1^{er} de la loi.

§ 2. Le coût net du service universel géographique de base est composé de l'ensemble des coûts jugés pertinents par l'Institut pour servir les abonnés aux services de téléphonie vocale non rentables dans le chef du prestataire du service universel et dans l'hypothèse d'une structure tarifaire équilibrée. Afin d'établir ce coût net, le prestataire du service universel tient compte des recettes directes et indirectes engendrées par la fourniture du service universel géographique.

§ 3. Le coût net des tarifs sociaux et spéciaux est composé de la différence entre le coût moyen de la mise à disposition d'une ligne et le prix réduit payé par les bénéficiaires de ces tarifs et du coût des unités de taxe gratuites.

§ 4. Le coût net du service de renseignements est la différence entre les recettes provenant de ce service et les coûts spécifiques à celui-ci.

Sont exclus les coûts qui pourraient résulter d'une utilisation des services de renseignements à une autre fin.

§ 5. Le coût net résultant de l'exploitation des postes téléphoniques payants publics est la différence entre les recettes résultant de l'exploitation des postes téléphoniques payants publics structurellement non-rentables et les coûts correspondants.

§ 6. Le coût net de l'annuaire blanc est composé des coûts nets de confection, publication et distribution d'un annuaire blanc.

§ 7. Les frais de gestion du fonds sont composés de l'ensemble des frais liés au fonctionnement du fonds et supportés par l'Institut. Ce montant est fixé par l'Institut et ventilé entre les frais de gestion correspondant au financement des activités repris à l'article 84, § 1^{er} de la loi et les autres frais de gestion. Ce montant fait l'objet d'un article particulier du budget de l'Institut. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres fixe le montant maximum des frais de gestion du fonds.

§ 8. Les principes relatifs à la méthodologie précise de calcul des coûts mentionnés aux §§ 1^{er} à 6 du présent article font l'objet d'un arrêté ministériel sur avis de l'Institut.

Article 5

§ 1^{er}. Sur base de la méthodologie exposée à l'article 4 de la présente annexe, l'Institut vérifie et approuve annuellement le calcul du coût du service universel. A cet effet, le prestataire du service universel met, avant le 31 mars de l'année suivante, à la disposition de l'Institut, dans les formes déterminées par ce dernier, les informations que celui-ci juge nécessaires à l'établissement du coût net du service universel.

§ 2. Le résultat du calcul du coût net du service universel pour une année est publié avant le 30 juin de l'année suivante.

CHAPITRE 3. - *Les contributeurs au fonds*

Article 6

L'Institut publie, à titre informatif, chaque année avant le 31 mars la liste des personnes correspondant aux catégories définies à l'article 86, § 2 de la loi.

HOOFDSTUK 2. - *De methodologie voor de berekening
van de kosten van de universele dienstverlening*

Artikel 4

§ 1. De kosten van de universele dienstverlening die ten laste komen van de bijdragers, vermeld in artikel 86, § 2 van de wet, worden door de universele dienstverlener berekend op grond van de som van de volgende elementen :

- 1° de nettokosten van de geografische universele basisdienst;
- 2° de nettokosten die voortvloeien uit de sociale en speciale tarieven, met inbegrip van de dienst bepaald in artikel 84, § 1, 5° van de wet;
- 3° de nettokosten van de dienst inlichtingen;
- 4° de nettokosten die voortvloeien uit de exploitatie van de openbare betaaltelefoons;
- 5° de nettokosten van de witte telefoongids.

Bij die kosten worden de kosten opgeteld die het Instituut heeft gedragen en berekend voor het deel dat overeenstemt met de financiering van de activiteiten van artikel 84, § 1 van de wet.

§ 2. De nettokosten van de geografische universele basisdienst bestaan uit alle kosten die het Instituut relevant acht om de abonnees van de voor de universele dienstverlener niet-rendabele spraaktelefoon-diensten te bedienen, uitgaande van een evenwichtige tariefstructuur. Om die netto-kosten vast te stellen houdt het Instituut rekening met de rechtstreekse en onrechtstreekse ontvangsten die worden voortgebracht door de geografische universele dienstverlening.

§ 3. De nettokosten van de sociale en speciale tarieven bestaan uit het verschil tussen de gemiddelde kosten voor de beschikbaarstelling van een lijn en de verminderde prijs, betaald door de genietters van die tarieven en de kosten van de gratis tariefeenheden.

§ 4. De nettokosten van de dienst inlichtingen zijn het verschil tussen de ontvangsten van die dienst en de specifieke kosten ervan.

Uitgesloten zijn de kosten die zouden kunnen resulteren uit een gebruik van de dienst inlichtingen voor andere doeleinden.

§ 5. De nettokosten van de exploitatie van de openbare betaaltelefoons zijn het verschil tussen de ontvangsten van de exploitatie van de structureel niet-rendabele openbare betaaltelefoons en de overeenstemmende kosten ervan.

§ 6. De nettokosten van de witte telefoongids zijn samengesteld uit de netto-kosten van de vervaardiging, publikatie en verspreiding van een witte telefoongids.

§ 7. De kosten voor het beheer van het fonds bestaan uit alle kosten die verband houden met de werking van het fonds en die gedragen worden door het Instituut. Dat bedrag wordt vastgesteld door het Instituut en wordt uitgesplitst in beheerskosten die overeenstemmen met de financiering van de activiteiten van artikel 84, § 1 van de wet en de overige beheerskosten. Dat bedrag vormt een bijzonder artikel op de begroting van het Instituut. De Koning stelt, bij een in de Ministerraad overlegd besluit het maximumbedrag vast van de kosten voor het beheer van het fonds.

§ 8. De principes met betrekking tot de juiste methodologie voor de berekening van de in de §§ 1 tot 6 van dit artikel vermelde kosten, worden opgenomen in een ministerieel besluit op advies van het Instituut.

Artikel 5

§ 1. Op grond van de in artikel 4 van deze bijlage uiteengezette methodologie staat het Instituut in voor de jaarlijkse verificatie en goedkeuring van de berekening van de kosten van de universele dienstverlening. Daartoe stelt de universele dienstverlener voor 31 maart van het daaropvolgende jaar aan het Instituut in de vorm die het vaststelt, de inlichtingen beschikbaar die het Instituut nodig acht voor de bepaling van de nettokosten van de universele dienstverlening.

§ 2. Het resultaat van de berekening van de nettokosten van de universele dienstverlening voor een jaar wordt voor 30 juni van het volgende jaar gepubliceerd.

HOOFDSTUK 3. - *De bijdragers in het fonds*

Artikel 6

Het Instituut publiceert ter informatie jaarlijks voor 31 maart de lijst van de personen die overeenstemmen met de categorieën die in artikel 86, § 2 van de wet zijn vastgelegd.

CHAPITRE 4. — *Les modalités de contribution au fonds et d'intervention de celui-ci*

Article 7

§ 1^{er}. La contribution au fonds des personnes mentionnées à l'article 86, § 2 de la loi dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500 millions de francs est calculée comme suit : le coût du service universel tel que visé à l'article 4 multiplié par la fraction obtenue en divisant le chiffre d'affaires du contributeur dans les services visés à l'article 86, § 2, 1^o et 2^o par le chiffre d'affaires total considéré du secteur tel que précisé à l'article 8 de la présente annexe.

§ 2. Les chiffres d'affaires sont calculés sur base des comptes annuels afférents à l'année pour laquelle le coût du service universel est calculé.

Afin de déterminer les chiffres d'affaires respectifs tels que visés au § 1^{er} du présent article, les contributeurs au fonds font parvenir à l'Institut, à sa demande et dans le délai prescrit par lui, tous les documents jugés nécessaires par l'Institut. A défaut de communication de ces données, l'Institut établira le chiffre d'affaires de la personne considérée sur la seule base des éléments en sa possession.

§ 3. Pour les fournisseurs de services de téléphonie vocale et les fournisseurs de services de télécommunications au public, le montant du chiffre d'affaires est diminué du montant payé à un fournisseur de réseau public de télécommunications et des charges d'interconnexion. Ce montant sera calculé sur base de documents comptables.

Article 8

Le chiffre d'affaires total du secteur est calculé comme étant la somme des chiffres d'affaires des contributeurs au fonds pour le service universel des télécommunications tels que visés à l'article 86, § 2 de la présente loi.

Article 9

§ 1^{er}. Les personnes visées à l'article 86, § 2 de la loi versent des acomptes au fonds pendant l'année en cours suivant les modalités suivantes :

- premier acompte avant le 31 mars,
- deuxième acompte avant le 30 juin,
- troisième acompte avant le 30 septembre,
- quatrième acompte avant le 31 décembre.

§ 2. Afin de déterminer le montant des acomptes visés au § 1^{er} du présent article, les personnes visées à l'article 86, § 2 de la loi procèdent à une estimation de leur chiffre d'affaires pour le trimestre en cours. Le montant des acomptes correspond à ce qui aurait dû être payé, compte tenu du chiffre d'affaires estimé, sur base du taux de participation de la dernière année pour laquelle le coût du service universel a été publié.

§ 3. Le prestataire du service universel est exonéré du versement des acomptes prévus au § 1^{er} du présent article.

Article 10

Les acomptes reçus diminués du montant correspondant aux frais mentionnés à l'article 4, § 1^{er}, 6^o de la présente annexe sont versés par le fonds au prestataire du service universel dans le mois qui suit les dates visées à l'article 9, § 1^{er} de la présente annexe.

La portion des acomptes correspondant aux frais mentionnés à l'article 4, § 1^{er}, 6^o de la présente annexe est versée par le fonds à l'Institut dans le mois qui suit les dates visées à l'article 9, § 1^{er} de la présente annexe.

Article 11

§ 1^{er}. Avant le 30 juin de l'année qui suit l'année qui a fait l'objet d'acomptes, l'Institut publie le montant définitif des participations de chacun des contributeurs au fonds ainsi que les éventuelles procédures d'apurement des comptes.

§ 2. Dans le mois de la publication visée au § 1^{er} du présent article, les comptes concernant le service universel sont apurés en ce qui concerne tant le prestataire du service universel que les autres contributeurs. A cet effet, le fonds reçoit et distribue les éventuelles soultes.

HOOFDSTUK 4. - *De nadere regels voor de bijdrage in het fonds en voor de tegemoetkoming vanwege het fonds*

Artikel 7

§ 1. De bijdrage in het fonds vanwege de personen vermeld in artikel 86, § 2 van de wet waarvan de omzet hoger is dan 500 miljoen frank wordt als volgt berekend : de kosten van de universele dienstverlening zoals bedoeld in artikel 4, vermenigvuldigd met de breuk die wordt verkregen door de omzet van de bijdrager voor de diensten bepaald door artikel 86, § 2, 1^o en 2^o te delen door de totale omzet terzake in de sector zoals gepreciseerd in artikel 8 van deze bijlage.

§ 2. De omzetcijfers worden berekend op grond van de jaarrekeningen die betrekking hebben op het jaar waarvoor de kosten van de universele dienstverlening worden berekend.

Om de respectieve omzetcijfers zoals bepaald in § 1 van dit artikel vast te stellen, doen de bijdragers in het fonds aan het Instituut op zijn verzoek en binnen de door hem voorgeschreven termijn alle documenten toekomen die het Instituut nodig acht. Indien deze gegevens niet worden overgezonden zal het Instituut de omzet van de betrokken persoon vaststellen enkel op grond van de elementen waarover het beschikt.

§ 3. Voor de leveranciers van spraaktelefoondiensten en de leveranciers van voor het publiek bestemde telecommunicatiediensten wordt het bedrag van de omzet verminderd met het bedrag dat aan een leverancier van een openbaar telecommunicatienet is betaald en ook de interconnectiekosten. Dat bedrag zal worden berekend op grond van de boekhoudkundige documenten.

Artikel 8

De totale omzet van de sector wordt berekend als zijnde de som van de omzetcijfers van de bijdragers in het fonds voor de universele dienstverlening inzake telecommunicatie, zoals bedoeld in artikel 86, § 2 van deze wet.

Artikel 9

§ 1. De personen, bedoeld in artikel 86, § 2 van de wet storten gedurende het lopende jaar voorschotten in het fonds, volgens de nadere regels die hierna worden vermeld :

- eerste voorschot voor 31 maart,
- tweede voorschot voor 30 juni,
- derde voorschot voor 30 september,
- vierde voorschot voor 31 december.

§ 2. Om het bedrag van de in § 1 van dit artikel bedoelde voorschotten te bepalen, maken de personen, bedoeld in artikel 86, § 2 van de wet een raming van hun omzet voor het lopende kwartaal. Het bedrag van de voorschotten stemt overeen met hetgeen had moeten worden betaald, rekening houdend met de geschatte omzet, op grond van het niveau van deelname van het laatste jaar waarover de kosten van de universele dienstverlening zijn gepubliceerd.

§ 3. De universele dienstverlener wordt vrijgesteld van de storting van de in § 1 van dit artikel vermelde voorschotten.

Artikel 10

De ontvangen voorschotten waarvan het bedrag is afgetrokken dat overeenstemt met de kosten, vermeld in artikel 4, § 1, 6^o van deze bijlage worden door het fonds aan de universele dienstverlener overgemaakt in de maand die volgt op de in artikel 9, § 1 van deze bijlage bedoelde data.

Het deel van de voorschotten dat overeenstemt met de kosten, vermeld in artikel 4, § 1, 6^o van deze bijlage wordt door het fonds aan het Instituut betaald in de maand die volgt op de in artikel 9, § 1 van deze bijlage bedoelde data.

Artikel 11

§ 1. Voor 30 juni van het jaar dat volgt op het jaar waarin de voorschotten zijn betaald, publiceert het Instituut het definitieve bedrag van de participatie van elk van de bijdragers in het fonds, alsmede de eventuele procedure voor aanzuivering van de rekeningen.

§ 2. In de maand van de in § 1 van dit artikel bedoelde publicatie worden de rekeningen betreffende de universele dienstverlening aangezuiverd, zowel wat de universele dienstverlener als wat de overige bijdragers betreft. Daartoe ontvangt en verdeelt het fonds de eventuele bedragen ter vereffening.

§ 3. S'il s'avère que les acomptes versés par un contributeur sont de 10 % inférieurs au montant définitif de la contribution telle que calculée par l'Institut et que cette différence est le résultat d'une sous-estimation du chiffre d'affaires, un intérêt calculé sur base annuelle d'un taux équivalent au taux de la majoration en cas d'absence ou d'insuffisance de versements anticipés à l'impôt des personnes physiques sur la différence est dû.

Les sommes représentant ces intérêts, ainsi que les éventuels intérêts sur les sommes payées au fonds viennent l'année suivante en déduction du coût du service universel.

Article 12

Afin de couvrir d'autres coûts du service universel que ceux mentionnés à l'article 4 de la présente annexe, le fonds peut avoir pour ressource un crédit repris au budget général des dépenses.

ANNEXE 3. - Arrêtant les conditions techniques et financières de prestation des services offerts en vue de rencontrer les besoins sociaux particuliers visés à l'article 86ter, § 2 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques

Article 1^{er}

Pour l'application de la présente annexe, on entend par :

— Institut : Institut belge des services postaux et des télécommunications en abrégé l'IBPT visé à l'article 71 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

— écoles : tout établissement d'enseignement secondaire ou supérieur appartenant au réseau d'une Communauté, d'une Province, d'une Commune ou à un réseau libre subventionné;

— bibliothèques publiques : toute bibliothèque reconnue par l'Etat fédéral ou une Communauté;

— hôpitaux : les établissements de soins de santé tels qu'ils sont définis par l'article 2 de la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987;

— opérateur : Belgacom et tout opérateur autorisé à fournir sur tout le territoire le service visé à l'article 86ter, § 2.

Article 2

Conformément à l'article 86ter, § 2, les tarifs suivants sont offerts par l'opérateur :

1. Tarif spécial en faveur des hôpitaux

1.1. Le tarif spécial en faveur des hôpitaux est fixé comme suit :

1° la mise à disposition d'une ligne dont la capacité permet l'interactivité dans le but d'assurer l'accès aux réseaux de transport de données notamment Internet est gratuite;

2° la redevance d'abonnement est réduite de 50 % par rapport au tarif normal;

3° le coût des communications : tarif normal; la gratuité est cependant accordée pour les communications nationales jusqu'à concurrence de 150 heures de communications zonales par période de deux mois.

1.2. Le tarif spécial n'est valable que pour une utilisation limitée à la connexion et à l'utilisation du réseau informatique Internet. Tout autre type de communication est exclue du bénéfice de ce tarif.

1.3. Le bénéfice du tarif spécial est accordé à tout hôpital à sa demande.

1.4. La demande du bénéfice du tarif spécial doit être introduite auprès de l'opérateur. L'Institut détermine les pièces qui doivent établir la preuve que les conditions d'octroi du tarif spécial sont satisfaites. Parmi ces pièces doit notamment se trouver la preuve de la connexion auprès d'un fournisseur de services Internet.

§ 3. Indien blijkt dat de voorschotten die een bijdrager heeft gestort 10 % lager liggen dan het definitieve bedrag van de bijdrage zoals het berekend is door het Instituut en dat dit verschil toe te schrijven is aan een onderschatting van de omzet, is op het verschil een intrest verschuldigd die op jaarbasis berekend wordt tegen een tarief dat gelijk is aan het percentage van de verhoging in geval van uitblijvende of onvolledige voorafbetalingen op de belasting voor natuurlijke personen.

De bedragen die deze intresten vertegenwoordigen, alsook de eventuele intresten op de aan het fonds betaalde sommen worden het volgende jaar in mindering gebracht van de kosten van de universele dienstverlening.

Artikel 12

Om de overige kosten van de universele dienstverlening te dekken dan die welke in artikel 4 van deze bijlage zijn vermeld, kan het fonds als bron van inkomsten een krediet van de algemene uitgavenbegroting hebben.

BIJLAGE 3. - Tot vaststelling van de technische en financiële prestatievoorwaarden betreffende de diensten die worden aangeboden met het oog op de tegemoetkoming aan de bijzondere sociale behoeften bedoeld in artikel 86, § 2 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven

Artikel 1

Voor de toepassing van deze bijlage wordt verstaan onder :

— Instituut : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, afgekort BIPT, bedoeld in artikel 71 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

— scholen : alle instellingen van het secundair of hoger onderwijs die behoren tot het net van een Gemeenschap, van een Provincie, van een Gemeente of tot een vrij gesubsidieerd net;

— openbare bibliotheken : elke openbare bibliotheek erkend door de Federale Staat of door een Gemeenschap;

— ziekenhuizen : de instellingen voor gezondheidszorg zoals bepaald in artikel 2 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987;

— operator : Belgacom en elke operator die de toelating heeft om op het gehele grondgebied de in artikel 86ter, § 2 omschreven dienst te verlenen.

Artikel 2

Overeenkomstig artikel 86ter, § 2 biedt de operator de volgende tarieven :

1. Speciaal tarief ten gunste van ziekenhuizen

1.1. Het speciaal tarief ten gunste van ziekenhuizen wordt als volgt vastgesteld :

1° de beschikbaarstelling van een lijn met een capaciteit die interactiviteit toelaat, met het oog op het verlenen van toegang tot gegevensnetwerken, met name Internet, is gratis;

2° het abonnementsgeld wordt ten opzichte van het normale tarief met 50 % verminderd;

3° gesprekskosten : normaal tarief; de kosteloosheid wordt nochtans toegekend voor de binnenlandse gesprekken ten belope van ten hoogste 150 uur zonale gesprekken per tijdvak van twee maanden.

1.2. Het speciaal tarief is enkel geldig voor een gebruik dat beperkt is tot de aansluiting op en het gebruik van het computernetwerk Internet. Elke andere soort van verbinding is uitgesloten van het genot van dat tarief.

1.3. Het voordeel van het speciaal tarief wordt aan elk ziekenhuis op diens verzoek toegekend.

1.4. Het verzoek om het voordeel van het speciaal tarief te genieten moet bij de operator worden ingediend. Het Instituut bepaalt de stukken die moeten bewijzen dat aan de voorwaarden voor het verlenen van het speciaal tarief is voldaan. Onder die stukken moet zich met name het bewijs van de aansluiting bij een leverancier van Internet-diensten bevinden.

1.5. Le bénéficiaire du tarif spécial en faveur des hôpitaux est tenu :

1° de donner immédiatement connaissance à l'opérateur du fait qu'il ne satisfait plus à une des conditions fixées pour bénéficier du tarif en question;

2° de compléter immédiatement les débours auxquels il aurait échappé en bénéficiant indûment du tarif téléphonique spécial à la suite notamment d'une déclaration incomplète ou fautive à propos des conditions fixées.

1.6. Le bénéfice du tarif spécial est retiré à la première échéance de l'abonnement qui suit la date à laquelle il n'est plus satisfait aux conditions fixées.

2. Tarif spécial en faveur des écoles

2.1. Le tarif spécial en faveur des écoles est fixé comme suit :

1° la mise à disposition gratuite d'une ligne dont la capacité permet l'interactivité dans le but d'assurer l'accès aux réseaux de transport de données notamment Internet;

2° la redevance d'abonnement est réduite de 50 % par rapport au tarif normal;

3° le coût des communications : tarif normal; la gratuité est cependant accordée pour les communications nationales jusqu'à concurrence de 200 heures de communications zonales par période de deux mois.

2.2. Le tarif spécial n'est valable que pour une utilisation limitée à la connexion et à l'utilisation du réseau informatique Internet. Tout autre type de communication est exclue du bénéfice de ce tarif.

2.3. Le bénéfice du tarif spécial est accordé à toute école à sa demande.

2.4. La demande du bénéfice du tarif spécial doit être introduite auprès de l'opérateur. L'Institut détermine les pièces qui doivent établir la preuve que les conditions d'octroi du tarif spécial sont satisfaites. Parmi ces pièces doit notamment se trouver la preuve de la connexion auprès d'un fournisseur de services Internet.

2.5. Le bénéficiaire du tarif spécial en faveur des écoles est tenu :

1° de donner immédiatement connaissance à l'opérateur du fait qu'il ne satisfait plus à une des conditions fixées pour bénéficier du tarif en question;

2° de compléter immédiatement les débours auxquels il aurait échappé en bénéficiant indûment du tarif téléphonique spécial à la suite notamment d'une déclaration incomplète ou fautive à propos des conditions fixées.

2.6. Le bénéfice du tarif spécial est retiré à la première échéance de l'abonnement qui suit la date à laquelle il n'est plus satisfait aux conditions fixées.

3. Le tarif spécial en faveur des bibliothèques publiques

3.1. Le tarif spécial en faveur des bibliothèques publiques est fixé comme suit :

1° la mise à disposition d'une ligne dont la capacité permet l'interactivité dans le but d'assurer l'accès aux réseaux de transport de données notamment Internet est gratuite;

2° la redevance d'abonnement est réduite de 50 % par rapport au tarif normal;

3° le coût des communications : tarif normal; la gratuité est cependant accordée pour les communications nationales jusqu'à concurrence de 250 heures de communications zonales par période de deux mois.

3.2. Le tarif spécial n'est valable que pour une utilisation limitée à la connexion et à l'utilisation du réseau informatique Internet. Tout autre type de communication est exclue du bénéfice de ce tarif.

3.3. Le bénéfice du tarif spécial est accordé à toute bibliothèque publique à sa demande.

3.4. La demande du bénéfice du tarif spécial doit être introduite auprès de l'opérateur. L'Institut détermine les pièces qui doivent établir la preuve que les conditions d'octroi du tarif spécial sont satisfaites. Parmi ces pièces doit notamment se trouver la preuve de la connexion auprès d'un fournisseur de services Internet.

1.5. De begunstigde van het speciaal tarief ten voordele van ziekenhuizen moet :

1° de operator dadelijk kennis geven van het feit dat hij niet verder voldoet aan een van de gestelde voorwaarden om het voordeel van dat tarief te genieten;

2° onmiddellijk de bedragen bijpassen die hij door het ten onrechte genieten van het voornoemde speciaal tarief heeft ontdoken ten gevolge van onder andere een onvolledige of valse verklaring omtrent die voorwaarden.

1.6. Het genot van het speciaal tarief wordt ingetrokken vanaf de eerste vervalddag van het abonnement die volgt op de datum waarop niet meer aan de gestelde voorwaarden wordt voldaan.

2. Speciaal tarief ten voordele van scholen

2.1. Het speciaal tarief ten gunste van scholen wordt als volgt vastgesteld :

1° de beschikbaarstelling van een lijn met een capaciteit die interactiviteit mogelijk maakt met het oog op het verlenen van toegang tot gegevensnetwerken, met name Internet, is gratis;

2° het abonnementsgeld wordt ten opzichte van het normale tarief met 50 % verminderd;

3° gesprekskosten : normaal tarief; de kosteloosheid wordt nochtans toegekend voor de binnenlandse gesprekken ten belope van ten hoogste 200 uur zonale gesprekken per tijdvak van twee maanden.

2.2. Het speciaal tarief is enkel geldig voor een gebruik dat beperkt is tot de aansluiting op en het gebruik van het computernetwerk Internet. Elke andere soort van verbinding is uitgesloten van het genot van dat tarief.

2.3. Het voordeel van het speciaal tarief wordt aan elke school op haar verzoek toegekend.

2.4. Het verzoek om het voordeel van het speciaal tarief te genieten moet bij de operator worden ingediend. Het Instituut bepaalt de stukken die moeten bewijzen dat aan de voorwaarden voor het verlenen van het speciaal tarief is voldaan. Onder die stukken moet zich met name het bewijs van de aansluiting bij een leverancier van Internetdiensten bevinden.

2.5. De begunstigde van het speciaal tarief ten voordele van scholen moet :

1° de operator dadelijk kennis geven van het feit dat hij niet verder voldoet aan een van de gestelde voorwaarden om het voordeel van dat tarief te genieten;

2° onmiddellijk de bedragen bijpassen die hij door het ten onrechte genieten van het voornoemde speciaal tarief heeft ontdoken ten gevolge van onder andere een onvolledige of valse verklaring omtrent die voorwaarden.

2.6. Het genot van het speciaal tarief wordt ingetrokken vanaf de eerste vervalddag van het abonnement die volgt op de datum waarop niet meer aan de gestelde voorwaarden wordt voldaan.

3. Speciaal tarief ten gunste van openbare bibliotheken

3.1. Het speciaal tarief ten gunste van openbare bibliotheken wordt als volgt vastgesteld :

1° de beschikbaarstelling van een lijn met een capaciteit die interactiviteit mogelijk maakt met het oog op het verlenen van toegang tot gegevensnetwerken, met name Internet, is gratis;

2° het abonnementsgeld wordt ten opzichte van het normale tarief met 50 % verminderd;

3° gesprekskosten : normaal tarief; de kosteloosheid wordt nochtans toegekend voor de binnenlandse gesprekken ten belope van ten hoogste 250 uur zonale gesprekken per tijdvak van twee maanden.

3.2. Het speciaal tarief is enkel geldig voor een gebruik dat beperkt is tot de aansluiting op en het gebruik van het computernetwerk Internet. Elke andere soort van verbinding is uitgesloten van het genot van dat tarief.

3.3. Het voordeel van het speciaal tarief wordt aan elke openbare bibliotheek op diens verzoek toegekend.

3.4. Het verzoek om het voordeel van het speciaal tarief te genieten moet bij de operator worden ingediend. Het Instituut bepaalt de stukken die moeten bewijzen dat aan de voorwaarden voor het verlenen van het speciaal tarief is voldaan. Onder die stukken moet zich met name het bewijs van de aansluiting bij een leverancier van Internetdiensten bevinden.

3.5. Le bénéficiaire du tarif spécial en faveur des bibliothèques publiques est tenu :

1° de donner immédiatement connaissance à l'opérateur du fait qu'il ne satisfait plus à une des conditions fixées pour bénéficier du tarif en question;

2° de compléter immédiatement les débours auxquels il aurait échappé en bénéficiant indûment du tarif téléphonique spécial à la suite notamment d'une déclaration incomplète ou fautive à propos des conditions fixées.

3.6. Le bénéfice du tarif spécial est retiré à la première échéance de l'abonnement qui suit la date à laquelle il n'est plus satisfait aux conditions fixées.

Article 3

Pour les bénéficiaires dont la définition relève de leurs compétences, les communautés peuvent, en accord avec le ministre, s'adresser à l'opérateur pour modifier la qualité des bénéficiaires, le nombre de bénéficiaires et le nombre d'heures de communication zonale, afin de redistribuer l'ensemble des avantages visés dans la présente annexe.

L'Institut veille à ce que cette possibilité n'entraîne aucun coût supplémentaire pour l'Etat fédéral.

3.5. De begunstigde van het speciaal tarief ten voordele van openbare bibliotheken moet :

1° de operator dadelijk kennis geven van het feit dat hij niet verder voldoet aan een van de gestelde voorwaarden om het voordeel van dat tarief te genieten;

2° onmiddellijk de bedragen bijpassen die hij door het ten onrechte genieten van het voornoemde speciaal tarief heeft ontdoken ten gevolge van onder andere een onvolledige of valse verklaring omtrent die voorwaarden.

3.6. Het genot van het speciaal tarief wordt ingetrokken vanaf de eerste vervalddag van het abonnement die volgt op de datum waarop niet meer aan de gestelde voorwaarden wordt voldaan.

Artikel 3

Voor de begunstigde instellingen waarvan de omschrijving onder hun bevoegdheden valt, kunnen de gemeenschappen in akkoord met de minister zich tot de operator richten om de hoedanigheid van de begunstigde instellingen, het aantal begunstigde instellingen en het aantal uren zonale communicatie te wijzigen, teneinde de totale voordelen bedoeld in deze bijlage, te herverdelen.

Het Instituut ziet erop toe dat die mogelijkheid voor de federale overheid geen bijkomende kosten met zich brengt.

F. 97 — 3087

[C - 14283]

19 DECEMBRE 1997. — Loi visant à rationaliser la gestion de l'aéroport de Bruxelles-National (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Afin de rationaliser et de moderniser les structures de gestion de l'aéroport de Bruxelles-National et d'assurer que les tâches de service public y afférentes puissent être accomplies de manière efficace, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

1° de réorganiser les activités existantes de la Régie des voies aériennes, dénommée ci-après la « R.V.A. », et de la société anonyme « Brussels Airport Terminal Company », dénommée ci-après la « B.A.T.C. », conformément à la division des responsabilités énoncée aux articles 3 et 4;

2° d'opérer le transfert à l'Etat des biens, droits et obligations de la R.V.A. qui ne sont pas affectés à l'exercice des activités visées à l'article 3, ainsi que l'apport à la B.A.T.C. de biens, droits et obligations qui se rapportent à des activités visées à l'article 4;

(1) Session ordinaire 1997-1998

Chambre des représentants

Documents parlementaires - Projet de loi, n°1097/1 - Addendum, n° 1097/2 - Amendements, n° 1097/3 à 6 - Rapport, n° 1097/7 - Texte adopté par la commission, n° 1097/8 - Amendement, n° 1097/9 - Articles adoptés en séance plénière, n° 1097/10 - Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat - Décisions de la Commission parlementaire de concertation, n°82/20, (S.E. 1995) Chambre.

Annales parlementaires - Discussion et adoption - Séances des 6 et 13 novembre 1997.

Sénat

Documents parlementaires - Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 780/1 - Amendements, n° 780/2 - Rapport, n° 780/3 - Texte corrigé par la commission, n° 780/4 - Amendements, n° 780/5 et 6 - Décision de ne pas amender, n° 780/7 - Décisions de la Commission parlementaire de concertation, n° 1-82/20 (S.O. 1997-1998) Sénat.

Annales parlementaires - Discussion et adoption - Séance du 18 décembre 1997.

N. 97 — 3087

[C - 14283]

19 DECEMBER 1997. — Wet tot rationalisering van het beheer van de luchthaven Brussel-Nationaal (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Teneinde de beheersstructuren van de luchthaven Brussel-Nationaal te rationaliseren en te moderniseren en te verzekeren dat de betreffende taken van openbare dienst op doeltreffende wijze kunnen worden vervuld, kan de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, alle nuttige maatregelen treffen om :

1° de bestaande activiteiten van de Regie der Luchtwegen, hierna te noemen de « R.L.W. », en van de naamloze vennootschap « Brussels Airport Terminal Company », hierna te noemen « B.A.T.C. », te herschikken overeenkomstig de verdeling van verantwoordelijkheden bepaald in de artikelen 3 en 4;

2° te zorgen voor de overdracht, aan de Staat, van de goederen, rechten en verplichtingen van de R.L.W. die niet bestemd zijn voor de uitoefening van de activiteiten genoemd in artikel 3, alsook voor de inbreng in B.A.T.C. van goederen, rechten en verplichtingen die betrekking hebben op activiteiten genoemd in artikel 4;

(1) Gewone zitting 1997-1998

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken - Wetsontwerp, nr. 1097/1 - Addendum, nr. 1097/2 - Amendementen, nrs. 1097/3 tot 6 - Verslag nr. 1097/7 - Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1097/8 - Amendement, nr. 1097/9 - Artikelen aangenomen in plenaire vergadering nr. 1097/10 - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat - Beslissingen van de Parlementaire Overlegcommissie, nr. 82/20, (B.Z. 1995) Kamer.

Parlementaire Handelingen — Besprekking en aanneming- Vergaderingen van 6 en 13 november 1997.

Senaat

Parlementaire stukken - Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 780/1 - Amendementen, nr. 780/2 - Verslag, nr. 780/3 - Tekst verbeterd door de commissie, nr. 780/4 - Amendementen, nrs 780/5 et 6 - Beslissing om niet te amenderen, nr. 780/7 - Beslissingen van de Parlementaire Overlegcommissie, nr. 1-82/20 (G.Z. 1997-1998) Senaat.

Parlementaire Handelingen - Besprekking en aanneming- Vergadering van 18 december 1997.